

2021

Rapport monitoring

LES CENTRES DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE

*Chiffres et observations
des visiteur·euse·s*



Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant·e·s

Sommaire

INTRODUCTION	4
MOVE ET SON ACTION	4
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	5
LA DÉTENTION ADMINISTRATIVE EN BELGIQUE EN 2021 : QUELQUES CHIFFRES.....	7
UN APERÇU DE LA DÉTENTION PAR CENTRE.....	8
ÉVOLUTION DU NOMBRE DES RETOUR, REFOULEMENTS, RETOURS VOLONTAIRES.....	9
ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ DES CENTRES DE DÉTENTION	10
LES CENTRES DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE EN 2021	11
127BIS	12
BRUGES	16
CARICOLE	20
HOLSBEK	24
MERKSPLAS	27
VOTTEM.....	31
CENTRES POUR FAMILLES	35

Chaque être humain possède un droit fondamental à la liberté. La coalition Move a été créée en janvier 2021 à l'initiative conjointe de Caritas, du CIRÉ, de JRS Belgium et de Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Les membres de Move unissent leurs forces pour mettre fin à la détention de personnes pour raisons migratoires.. Le terme « centre de détention (administrative) » (CDA) est donc préféré à celui de « centre fermé » pour éviter la confusion avec les centres d'accueil ouverts pour demandeurs de protection internationale – aussi appelés centres ouverts. Avec ce choix terminologique, l'attention est mise sur la dure réalité de la détention. De plus, nous entendons inclure toutes autres formes de détention pour raisons migratoires, comme les maisons de retour que nous appelons « centres de détention (administrative) pour familles »

Introduction

La détention administrative existe en Belgique depuis 1988. Loin des regards, à l'abri des commentaires de la société civile qui n'y a qu'un accès restreint, des milliers de femmes et d'hommes y sont chaque année détenu·es. Dans ces centres de détention, dont la dimension carcérale a maintes fois été dénoncée, sont enfermées des personnes étrangères. Elles n'y sont pas détenues parce qu'elles ont commis un crime mais parce qu'elles sont dépourvues des documents nécessaires pour séjourner légalement en Belgique. Ces personnes sont enfermées des jours, des semaines, voire des mois durant, pour organiser leur expulsion ou pour examiner leur demande de protection internationale (DPI). Ce rapport vise à revenir sur cette situation au cours de l'année écoulée.

Move et son action

La coalition Move a vu le jour en janvier 2021 sous l'initiative conjointe de Caritas International, CIRÉ, Jesuit Refugee Service (JRS) Belgium et Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Ces organisations

participent depuis plus de 20 ans à une plateforme d'ONG belges réunissant les visiteur·euses accrédité·es des centres de détention pour personnes migrantes.

Move réaffirme le droit à la liberté et veut mettre fin à la détention administrative des personnes migrantes.

Move s'articule autour de quatre piliers interdépendants :

- l'accompagnement socio-juridique des personnes détenues et le *monitoring* des lieux de détention administrative par des visiteur·euses accrédité·es,
- le développement d'une expertise juridique visant à mieux défendre les droits des personnes détenues,
- la réalisation d'un plaidoyer politique nourri par les observations du terrain,
- la sensibilisation du grand public afin que soit remis en question le principe même de la détention administrative.

Note méthodologique

Le présent rapport repose essentiellement sur les visites effectuées chaque semaine dans les six centres de détention belges et les unités de détention pour familles par la quinzaine de visiteur·euses accrédité·es de Move via les associations suivantes : JRS Belgium, Caritas international, Vluchtelingenwerk Vlaanderen et Point d'appui (membre du CIRÉ).

Les visites consistent essentiellement à rencontrer les personnes détenues et à offrir à celles et ceux qui le souhaitent une écoute attentive à leur situation, comme à leur vécu. Les entretiens ont également un caractère socio-juridique et les visiteur·euses peuvent se faire l'intermédiaire, pour peu qu'ils y soient expressément mandatés par les personnes détenues, avec le personnel du centre, le/la médecin, l'avocat·e, les membres de leur famille... Ainsi, les visiteur·euses accrédité·es collectent dans des « rapports de visite » des informations sur les situations rencontrées, qui sont ensuite analysées au sein de Move dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

En 2021, les 17 visiteur·euses accrédité·es de Move ont visité environ chaque semaine l'ensemble des centres de détention en Belgique et **328 personnes** détenues en centre de détention pour adultes ont été accompagnées. Cela correspond à **environ 14% du total des personnes détenues** dans les centres de détention pour adultes (6 CDA). Par ailleurs, **20 familles** avec enfants détenues dans les centres de détention pour familles ont été accompagnées, correspondant à environ **32% du total des familles détenues**.

Nous sommes conscient·es que nos observations et conclusions ne peuvent prétendre à l'exhaustivité dès lors que nous ne visitons pas l'ensemble des personnes détenues et n'avons pas accès à toute l'information dont dispose l'Office des étrangers (OE).

Nous faisons état de ce qui nous a été dit par les centaines de détenu·es rencontré·es, en accordant crédit aux témoignages multiples et

concordants et en ne retenant que les propos récurrents.

Enfin, nous avons également rédigé le présent rapport sur base des rapports annuels de tous les centres de détention transmis par l'OE et de certains échanges avec l'OE autour de situations spécifiques dans les CDA en 2021 en Belgique.

Ce format n'inclut pas d'analyses juridiques ou analyses de phénomènes spécifiques, comme nous avons pu le faire par le passé¹ ou comme l'a fait le JRS Belgium² ou encore la Cimade en France.³ Ces deux dernières publications ont été une source d'inspiration essentielle pour Move et nous en remercions les contributeur·trices. Nous renvoyons les lecteur·trices avides d'analyses plus complètes sur des thèmes spécifiques vers notre site web Movecoalition.be.

Un travail de suivi rendu plus ardu pour les visiteur·euses accrédité·es d'ONG en 2021

D'une part, et sans surprise, la crise sanitaire a fortement impacté les CDA à l'instar de toutes les collectivités résidentielles. Tant le personnel du centre que les détenu·es ont été mis à rude épreuve. La capacité des visiteur·euses à rendre visite aux personnes détenues a aussi été affectée ; Une des mesures mises en place par les autorités interdisait aux visiteur·euses accrédité·es de pénétrer dans les lieux de vie, ce qui limitait fortement le contact avec les personnes détenues et l'établissement du lien de confiance. Pouvoir accéder aux personnes les plus vulnérables et vérifier les conditions de détentions concrètes était devenu terriblement difficile, voire impossible.

Les visites ne pouvaient se faire que dans les parloirs dans un lieu précis du centre ce qui était souvent chronophage pour tout le monde dès lors que la personne détenue devait franchir toutes les grilles avant d'y arriver.

D'autre part, en 2021, certains directeur·trices de centres ont brandi le prétexte du **RGPD** pour refuser de transmettre des éléments du dossiers, en ce compris les titres de détention, à nos visiteur·euses d'ONG. Sans avoir accès à cette information de base dans les dossiers, ces

¹ Groupe Transit, Centres fermés : état des lieux, 2016, [disponible en ligne](#).

² JRS Belgium, Centres de détention pour migrants : rapport 2021, novembre 2022, [disponible en ligne](#).

³ La Cimade, Centres et locaux de rétention administrative : rapport 2021, 2022, [disponible en ligne](#). La maquette développé par le studio Marnat a servi d'inspiration pour illustrer la partie statistique des CDA.

dernier·es éprouvaient des difficultés à saisir rapidement les tenants et aboutissants juridiques de la situation individuelle.

Explication de quelques termes utilisés dans la fiche « statistique » par CDA

Sur la page statistique, nous mettons en exergue ce que nous avons appelé des « chiffres rouges ». Ces chiffres proviennent le plus souvent du rapport annuel de l'Office des étrangers et partant, l'interprétation de ce qui doit ou ne doit pas rentrer dans le cadre de cette définition, est déterminé par l'OE lui-même.

Prenons l'exemple de la « grève de la faim » : en 2021, au total, 76 personnes ont mené une grève de la faim dans les centres de détention administrative selon l'OE. Or, la définition de ce qu'est une grève de la faim et donc la comptabilisation de celles-ci est différente selon chaque centre :

- **Au 127bis** : Les données concernant les grèves de la faim reprennent toutes les personnes ayant été suivies par le service médical dans le cadre d'une grève de la faim, quelle que soit la durée de celle-ci.
- **À Vottem, Holsbeek et Merksplas** : les données concernent uniquement les grèves de la faim menées durant plus de

48 heures ; les grèves de moins de 48 heures ne sont donc pas comptabilisées.

- **Au Caricole** : une personne est considérée comme en grève de la faim si elle ne s'est pas présentée au réfectoire soit pendant 3 jours consécutifs, soit pour 9 repas consécutifs. Les grèves de la faim d'une durée inférieure ne sont donc pas comptabilisées.
- **À Bruges** : le mode de comptabilisation des grévistes de la faim n'est pas précisé.

Le nombre total de grèves de la faim semble donc être sous-évalué. Le même raisonnement peut être tenu en ce qui concerne les « tentatives de suicides ». Comment distinguer une auto-mutilation sévère d'une tentative de suicide ? Et chaque centre opère-t-il la même distinction ?

Enfin, en ce qui concerne le droit de plainte, certains rapports⁴ dénoncent la procédure actuellement en place qui dissuade les plaignant·es de déposer plainte.

Ce paragraphe nous rappelle que les chiffres sont à prendre avec des pincettes. En tout état de cause, ces « chiffres rouges » mettent en lumière des actes qui témoignent du désarroi dans lequel les personnes détenues se trouvent et de l'impact terrible de la détention.

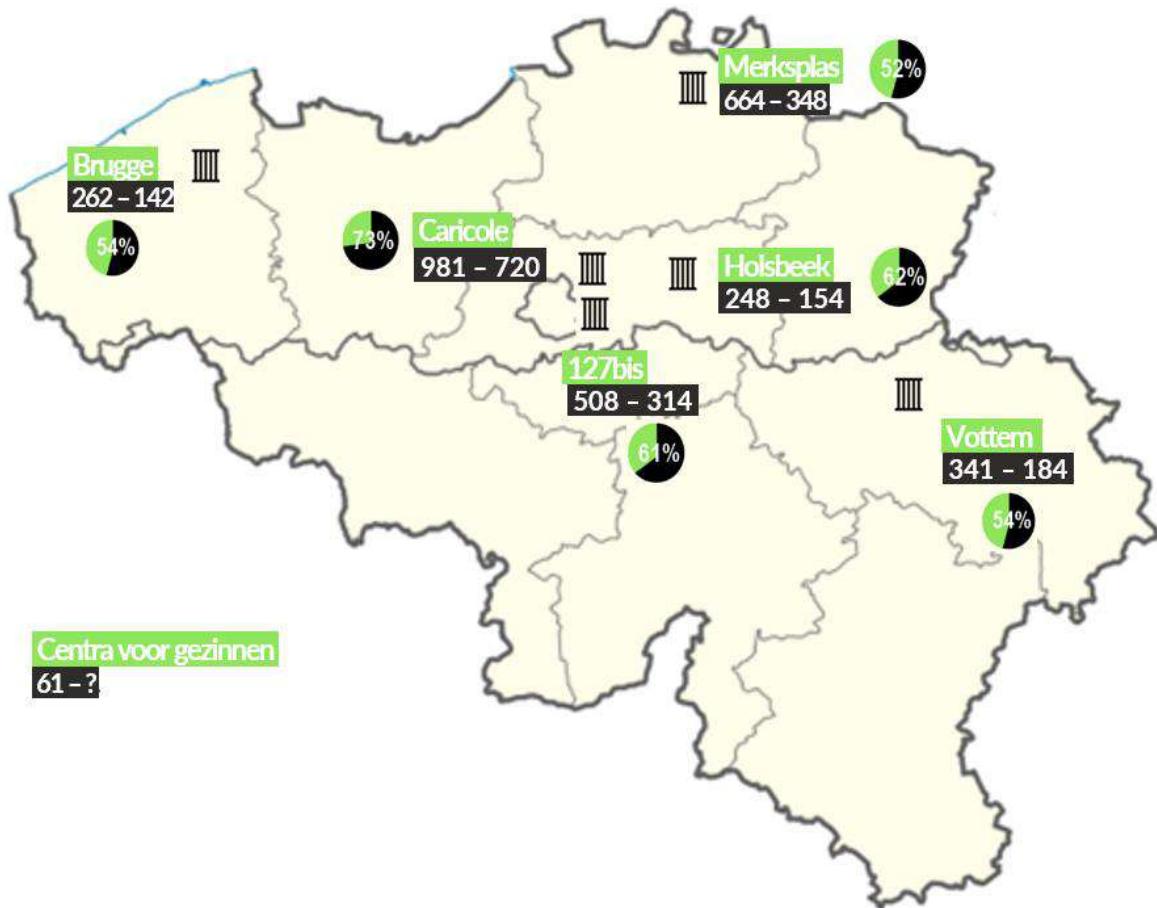
⁴ Lire notamment, Move, *Contribution à la réforme du code belge de la migration*, été 2021, p.33, [disponible en ligne](#).



La détention administrative en Belgique en 2021 : Quelques chiffres

Un aperçu de la détention par centre

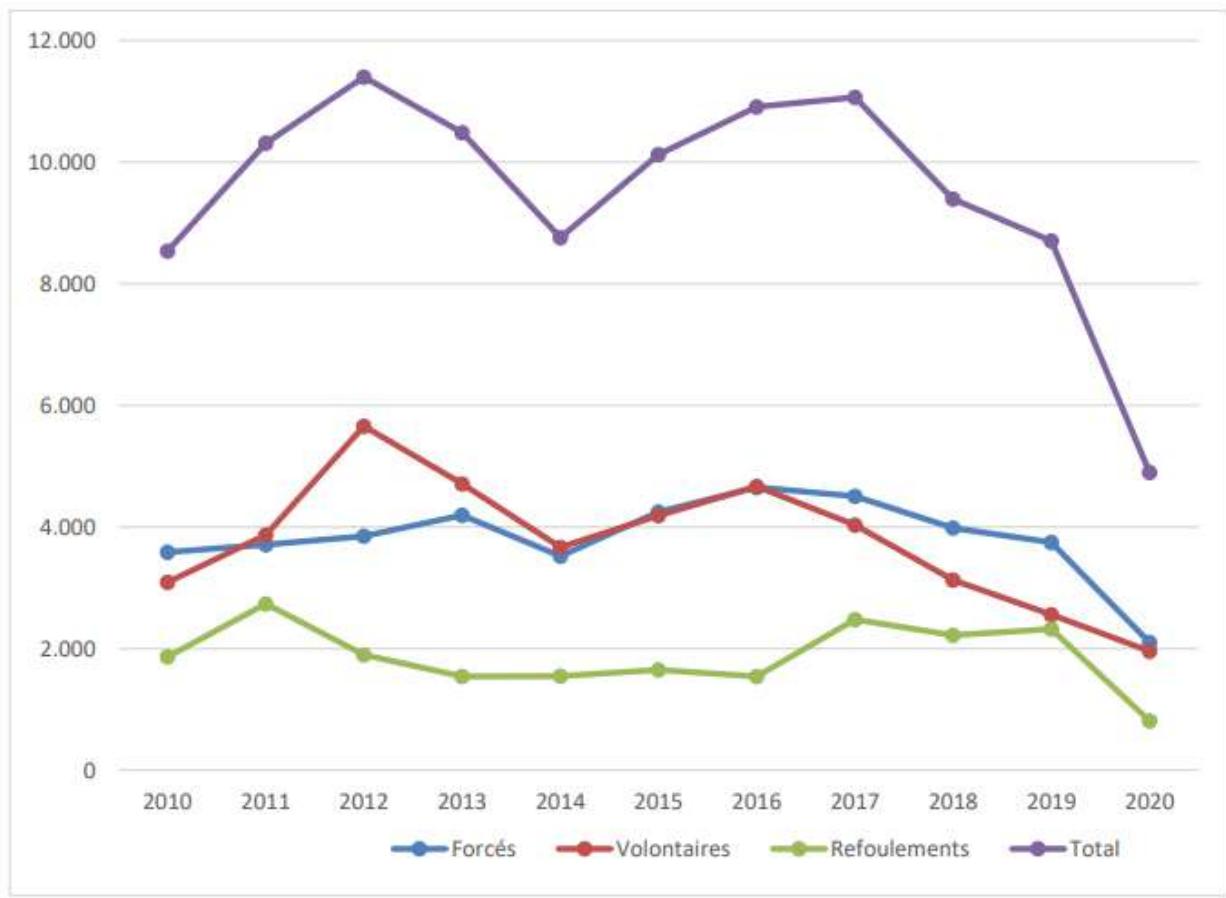
Personnes enfermées et éloignées par centre de détention⁵



⁵ Sources : Rapports annuels 2021 des différents centres et Rapport d'activités 2021 de l'OE pour les centres pour familles. Pour ces derniers, il n'est pas possible de calculer le taux d'éloignement. 41 familles sont « parties » selon l'OE (le taux serait alors de 67%), mais cela inclut selon nous les familles qui se sont évadées qui ne sont reprises nulle part.

Évolution du nombre des retour, refoulements, retours volontaires⁶

Graphique 1.1. Evolution du nombre d'éloignements : retours forcés – retours volontaires – refoulements, 2010 - 2020

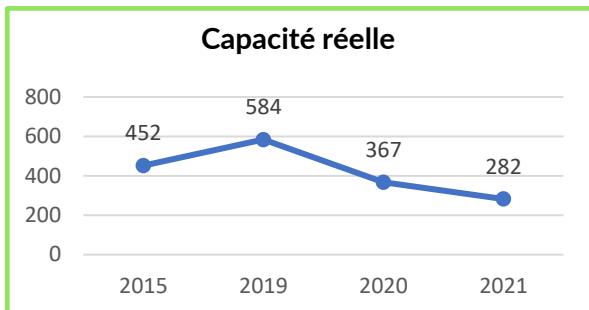


⁶ Office des étrangers, *Statistiques mensuelles*, 2021, p. 3, [disponible en ligne](#).

Évolution de la capacité des centres de détention

Ces dernières années, la capacité des centres de détention n'a fait qu'augmenter. Les CDA pour familles ont été créés en 2008. En 2012 a été approuvé l'extension des centres 127bis et Merksplas. En 2019, le centre pour femmes de Holsbeek a vu le jour et l'accord de gouvernement actuel prévoit lui aussi l'ouverture de nouveaux centres.

Sur papier les CDA pour adultes comptent autour de 600 places et jusqu'à 28 familles peuvent être détenues dans les CDA pour familles. La capacité réelle des CDA est, en temps normal, influencée par les besoins de rénovation des bâtiments et les ressources humaines à disposition. En 2020 et 2021, elle a toutefois chuté suite aux mesures sanitaires instaurées par l'OE qui a décidé de la réduire de moitié afin de permettre une meilleure distanciation sociale en temps de pandémie. La capacité réelle des CDA étaient en 2021 de 282. Le nombre de détenus a, inévitablement, suivi cette tendance, passant de 8555 en 2019 à 2501 en 2021.



Nombre de centres de détention	6
Capacité réelle des centres en 2021	282
Nombre de personnes détenues en centre en 2021	2501
Nombre de centres de détention pour familles	28
Nombre de personnes adultes détenues en centre pour familles en 2021	85
Nombre d'enfants détenus en centre pour familles en 2021	121



Les centres de détention administrative en 2021



127bis

Description CDA & personnel

Directeur	Brenda Melis
Ouverture	Mars 1994
Adresse	Tervuursesteenweg 300, 1820 Steenokkerzeel
Contact	onthaalbis@ibz.fgov.be 02/755.00.00
Capacité	120 mais réduite à 40 jusqu'en juin 2021 pour mesures COVID
Cellules	30, 2 lits superposés par cellule 4 cellules d'isolement dont 1 capitonné
Espace collectif	Oui : cafétéria, salon avec TV, salle de fitness dédiée
Cour extérieure	Oui
Service « Séjour résidents »	5 assistant·es sociaux
Personnel médical	3 médecins 5 infirmier·es 1 psychologue et 1 psychologue consultant, 1 stagiaire à partir du 4 octobre 2021

Le CDA et le monde extérieur

Visites	En semaine, 8 résidents peuvent recevoir des visites de 13h30 à 14h30 et le soir, 5 résidents peuvent recevoir des visites. Pendant les week-ends, les jours fériés et les jours de transition : 2 visites par jour de 19h30 à 20h30.
Accès transports en commun	Train jusqu'à la gare de Nossegem, puis 15 minutes de marche jusqu'au centre
Hôpital partenaire	Hôpital psychiatrique Sint-Alexius à Grimbergen, UPC Kortenberg
Visiteurs Move	Werner Verhaegen (Caritas international) w.verhaegen@brabantia.brussels
Autres ONG	Nansen (3 fois), Croix-Rouge (1 fois), Pag-Asa (9 fois)
Nombre de visites avocats	192
Nombre de visites familles & amis	452
Visites mandataires politiques	Oui – 14

Statistiques

508

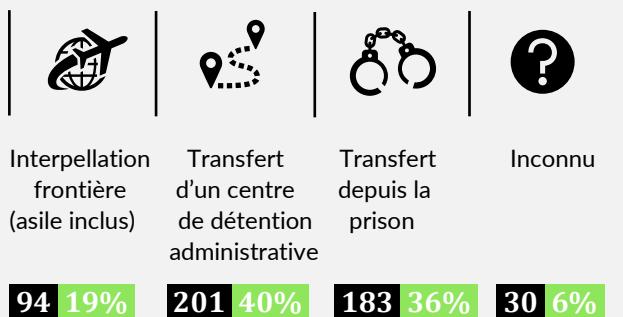
Personnes ont été détenues au centre de détention 127bis en 2021

98% étaient des hommes
2% étaient des femmes passant la nuit au centre en attente de leur vol

Principales nationalités

7,9%	40	Maroc
7,9%	40	Roumanie
6,7%	34	Albanie
5,5%	28	Algérie
3,7%	19	Tunisie
3,1%	16	Turquie
3,0%	15	Guinée
2,8%	14	Afghanistan
2,6%	13	Brésil
2,6%	13	RDC

Circonstances d'arrestation

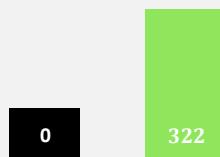


Durée moyenne de la détention

⌚ Total (en jours)	→	24,5
⌚ Personnes libérées	→	50,2
⌚ Personnes éloignées	→	14,7

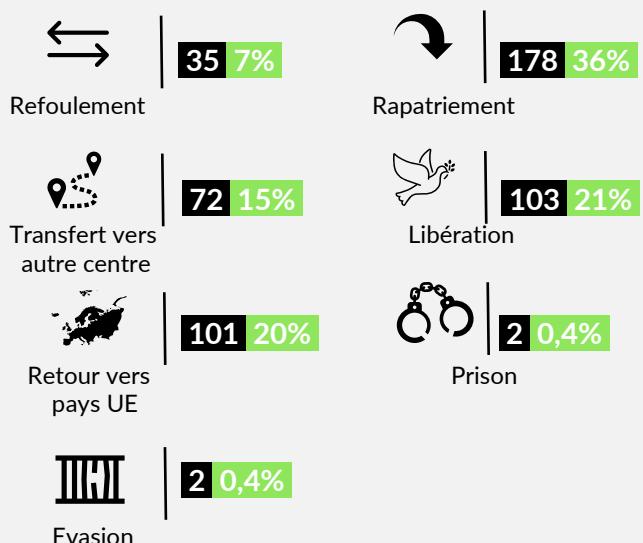
Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (201 personnes - 40%) ou que sa détention sera prolongée dans un autre centre (72 personnes - 15%). Le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenus en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

Durée minimale & maximale



Note : 136 personnes ont été détenues moins de 24h. 134 d'entre elles venaient de la prison, 14 ont été transférées vers un autre centre et 120 rapatriées.

Issue de la détention (493 personnes)



Chiffres rouges

🧠 Tentative de suicide	: 5
🍴 Grève de la faim	: 29
📄 Nombre de plaintes	: 47
████ Isolement disciplinaire	: 48
██ Isolement médical	: 178
🔒 Isolement pour sécurité	: 61

Faits marquants

en 2021



Le centre 127bis est le plus ancien CDA en Belgique. Il a été créé en mars 1994 à côté de l'aéroport de Bruxelles, avec une capacité originelle de 120 places. Le centre Caricole se trouve également à proximité. Seuls des hommes y sont détenus. Officiellement nommé « centre de rapatriement », une partie importante des détenus n'est pour autant pas rapatrié vers son pays d'origine. En 2021, 20% d'entre eux sont été transférés vers un autre pays de l'UE malgré le contexte de pandémie.

Les plaintes concernant le centre 127bis sont récurrentes quant aux conditions de détention et leur impact sur la santé mentale des détenus. L'année 2021 n'a fait qu'accentuer l'aspect carcéral et arbitraire de ces détentions. La vétusté des lieux accentue l'aspect pénitentiaire de ce CDA. La luminosité y est basse notamment par les quelques fenêtres encadrées de barreaux composant les différents espaces. Les cellules sont composées de deux lits superposés et les sanitaires sont alignés en rangées et séparés par des portes, laissant peu de place à l'intimité des détenus. Les espaces sont majoritairement anciens et détériorés.

Le centre 127bis se démarque par la longueur excessive des durées de détention. La durée maximale compte 322 jours selon l'Office des étrangers. En octobre 2021, un ressortissant burkinabè a également été libéré après plus d'un an de détention au centre 127bis.

Les conséquences pérennisées de la pandémie mondiale de la COVID-19

La pandémie mondiale a continué à impacter la détention des personnes en CDA et le travail des visiteur·euses accrédité·es durant l'année 2021.

L'accès aux salles de séjour n'était plus autorisé pour les visiteur·euses, ce qui rendait leur travail plus difficile par la perte de temps imposée. Ce fonctionnement n'était pas propice à une relation de confiance avec les personnes détenues. Il a été

justifié en raison des risques pour la santé des personnes détenues. A partir du 1^{er} novembre 2021, les visiteur·euses accrédité·es ont pu retrouver l'accès aux ailes des détenus à condition de respecter les mesures sanitaires (port du masque et respect des distanciations sociales).

Les visites de proches aux détenus sont restées également limitées mais quelques aménagements ont eu lieu au cours de l'année. A partir de juin 2021, les visites ont été autorisées à nouveau moyennant 2 adultes par personne détenue. La limitation du nombre de visites par semaine a également été levée.

Afin de limiter la propagation du virus, des orientations ont été données au personnel du centre. En janvier 2021, il a été décidé que les nouveaux détenus seront testés deux fois, le 1^{er} et le 7^{ème} jour suivant leur arrivée. La personne détenue restait en quarantaine durant les 7 premiers jours. Une aile complète du centre était réservée pour cette mise en quarantaine. À partir de l'été jusqu'en novembre 2021, une limitation des arrivées a été instauré en raison du manque d'espace pour la mise en quarantaine ainsi que la rénovation de l'aile L1.

Désespoir – santé mentale

Le centre 127bis se distingue tristement par les signes de désespoir et d'impact négatif sur la santé mentale des détenus. Les plaintes régulières au psychologue du centre ainsi qu'aux proches et aux visiteur·euses font état, de manière non-exhaustive, de problèmes d'acceptation de l'incarcération, de dépendance, de problèmes de sommeil, d'automutilation, d'anxiété, de symptômes dépressifs, de pensées suicidaires, de syndrome post-traumatique etc.

Plusieurs accompagnements sont prévus au centre, censés prévenir et accompagner les personnes détenues. À titre d'exemple, une identification des personnes vulnérables est effectuée par le service de psychologie, qui leur attribue un code « HOR » pour « handelings-

omgangsrichtlijnen », afin d'orienter le personnel sur le profil des détenus sans briser le secret médical. 62 dossiers EZA (*extra-zorg en aandacht*) ont par ailleurs été ouverts en 2021, censés répertorier les personnes vulnérables lors de réunions multidisciplinaires du personnel.

Or, sur les 11 tentatives de suicide recensées par l'OE rassemblant l'ensemble des centres de détention administrative, 5 sont survenues au

centre 127bis en 2021. 3 personnes détenues se sont également automutilées.

Les grèves de la faim s'élèvent au nombre de 29 avec des pertes de poids particulièrement importantes allant jusqu'à 21,10 kilos perdus en l'espace de 20 jours. En avril 2021, une aile complète du centre a effectué une grève de la faim de deux jours.



Bruges

Description CDA et personnel

Directeur	Yves Rahier
Ouverture	Janvier 1995
Adresse	Zandstraat 150, 8200 Bruges
Contact	cib-directie@ibz.fgov.be 02/488.74.40
Capacité	112 places (80 places pour hommes, 32 pour femmes), mais réduite à 40 avec les mesures COVID puis portée à 50 à partir d'octobre
Cellules	4 dortoirs de 20 lits pour les hommes, 2 dortoirs de 16 lits pour les femmes
Sanitaires	3 toilettes attenantes à chaque dortoir, 1 local de 20 douches
Espace collectif	3 ailes. Pas de libre circulation entre elles 1 fumoir et 2 salles de séjour équipées de billard, ping-pong, télévision et ordinateurs par aile 1 salle de fitness accessible 1h par jour à horaire fixe 1 bibliothèque accessible sur demande
Cour extérieure	Composée de terrains de sports. Accessible 3x40min/jour à horaire fixe

Service	6 assistants sociaux
« Séjour résidents »	
Personnel médical	2 médecins, 4 infirmiers, 1 psychologue

16

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 14h30 à 15h30
Accès transports en commun	Depuis la gare ferroviaire de Bruges prendre bus n°5 ou 15 direction St-Andries, arrêt St Andries de Nieulant
Hôpital partenaire	AZ Sint Jan
Visiteurs Move	Pieter-Paul Lembrechts (JRS Belgium) pieter-paul@jrsbelgium.org
Autres ONG	Nansen
Nombre de visites avocats	75
Nombre de visites familles & amis	241
Visites mandataires politiques	0 en 2021

Statistiques



262

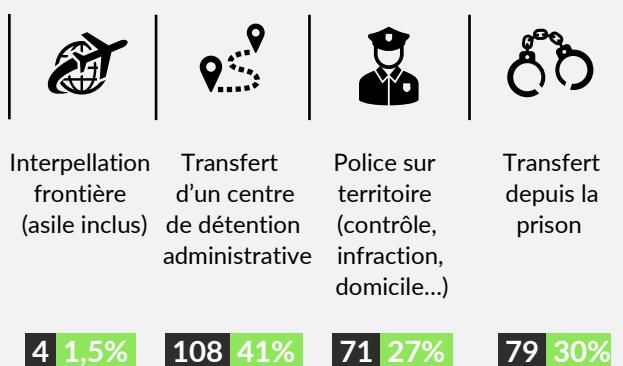
Personnes ont été détenues au centre de détention de Bruges en 2021. Move en a rencontré et suivi 42.

98% étaient des hommes
2% étaient des femmes (l'aile des femmes n'a réouvert qu'en octobre)

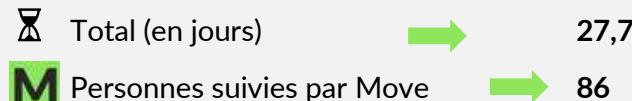
Principales nationalités

11,8%	31	Albanie
11,5%	30	Algérie
6,9%	18	Maroc
5,7%	15	Tunisie
5,3%	14	Vietnam
4,6%	12	Serbie
4,6%	12	Afghanistan
4,2%	11	Erythrée
4,2%	11	Irak
3,1%	8	Roumanie

Circonstances d'arrestation



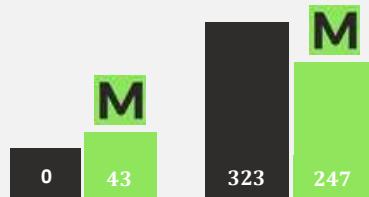
Durée moyenne de la détention



Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (108 personnes - 41%) ou que sa détention sera prolongée dans un autre centre (40 personnes - 14%). Le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenus en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

Note² : le chiffre de Move prend tout cela en compte et est en conséquence calculé sur la durée de détention de 22 personnes.

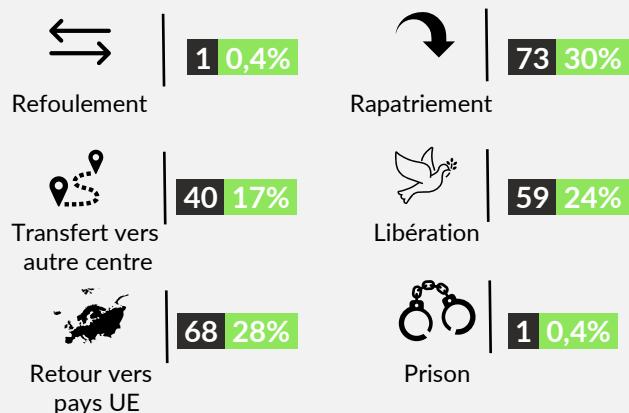
Durée minimale & maximale



Note : une personne a été libérée après screening le jour de son arrivée

Note² : Move prend en compte les personnes placées en détention en 2021 dont la détention s'est achevée en 2022, mais pas celles détenues en 2020 libérées en 2021.

Issue de la détention (242 personnes)



	Libération	14 - 33%
	Refoulement, retour volontaire et rapatriement	8 - 19%
	Transfert vers autre centre	15 - 36%
	Retour vers pays UE	5 - 12%

Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 0
- Grève de la faim : 4
- Nombre de plaintes : 16
- Isolement disciplinaire : 39
- Isolement médical : 218
- Isolement pour sécurité : 38

Faits marquants

en 2021



Le centre de Bruges occupe les bâtiments de l'ancienne prison pour femmes de Sint-Andries. Le bâtiment frappe par son caractère vétuste et carcéral. Le gouvernement a répété vouloir le remplacer à moyen terme. Sont principalement détenues à Bruges des personnes sans-papiers interceptées sur le territoire.

Le régime de groupe en question

Le centre se caractérise par son régime groupal. Les détenu·es sont réparti·es en groupes, dorment en dortoirs et mangent, se douchent et participent aux activités à heure fixe. Le reste du temps est obligatoirement passé ensemble dans les salles de séjour. Ce mode de fonctionnement a été mis à épreuve en temps de pandémie. Si la capacité du centre a été réduite et que tous·tes les détenu·es ont été mis en quarantaine à leur arrivée, les contacts avec l'extérieur ont été inévitables (personnel, visites, fournisseurs, ...) et le risque de propagation élevé dû à la vie en groupe. Par manque de personnel, les deux groupes des hommes ont de plus été réunis en un seul groupe dans une seule aile en 2021.

En décembre, alors que les chiffres de contamination de la COVID-19 augmentaient dans tout le pays, un foyer d'infection s'est déclaré à Bruges. Tous·tes les détenu·es ont alors été soumis à un test. Le nombre de personnes infectées n'a pas été révélé.⁷ Les détenu·es à qui nous avons pu parler par téléphone durant cette période – nos visites ayant été unilatéralement suspendues par le centre – évoquaient une petite dizaine de cas positifs, chiffre confirmé par le rapport annuel de l'OE. L'épisode aura été disruptif et angoissant pour bon nombre de personnes avec qui nous avons ensuite parlé.

Toujours concernant la COVID-19, il est à noter que le centre de Bruges n'était pas équipé d'ordinateurs ayant accès à internet en 2021. Ceci a davantage limité les contacts des détenu·es avec

l'extérieur et ainsi, pour bon nombre d'entre eux/elles, augmenté le sentiment d'isolement.

Porosité accrue entre prison et centre de détention administrative

Les sortant·es de prison ont représenté·e 30% des personnes enfermées à Bruges en 2021. À Merksplas (voir ci-dessous), il s'agit de 28%. Au total, 309 personnes ont été transférées vers les centres de détention administrative depuis la prison. En 2019, en période pré-COVID et alors que le nombre de détenu·es était au moins trois fois plus élevé, il ne s'agissait que de 292 personnes.

Cette pratique de transferts, instaurée en 2002 afin de désengorger les prisons, est ressentie comme une double peine et comme stigmatisante par les personnes. Elle renforce aussi l'amalgame trop fréquent entre délinquants faisant l'objet d'une détention carcérale les personnes migrantes détenues pour des raisons administratives.

L'OE a la possibilité d'organiser l'éloignement des personnes directement depuis la prison quatre mois avant la date de libération provisoire et six mois avant la fin de la peine. Des accompagnateur·trices au retour sont pour ce faire spécifiquement déployé·es dans les prisons.

En 2021, le secrétaire d'état à l'asile et la migration a mis en place des permanences dans plusieurs établissements pénitentiaires. Il reste à espérer que cette initiative vienne réduire la porosité entre prisons et centres de détention administrative. La détention administrative doit rester exceptionnelle et destinée uniquement à l'éloignement, non à la privation de liberté des personnes ayant déjà purgé leur peine.

⁷ Le rapport du CIB évoque le chiffre de 16 contaminations sur toute l'année.

Rouverture de la section pour femmes

En octobre 2021, la section pour femmes a rouvert après quasiment 18 mois de fermeture. Six femmes y auront été détenues. Le caractère vétuste de la section pour femmes était interpellant et révèlent plus que jamais l'obsolescence du site. Les détenues nous ont fait part d'absence ou problèmes d'eau chaude pendant les premiers jours de leur enfermement et l'aile est particulièrement sombre et humide.

Taux d'occupation en baisse

Fermeture jusqu'à octobre de la section pour femmes, bâtiment nécessitant d'être rafraîchi, pas d'accès internet en temps de pandémie (et de visites limitées) et régime de groupe potentiellement problématique sont autant de facteurs qui ont contribué à une faible utilisation du centre de Bruges en 2021. Le taux d'occupation a été de 51,5%. Le chiffre tranche avec le taux d'occupation de 2019 qui était encore de 80% ou avec celui de Merksplas (76%) ou de Caricole (100%, influencé par le nombre de places en infirmerie) en 2021.



Caricole

Description CDA et personnel

Directeur	Rika Goethals
Ouverture	Mai 2012
Adresse	Tervuursesteenweg 302, 1820 Steenokkerzeel
Contact	caricole.visite@ibz.fgov.be
Capacité	90 places, mais réduite à 45 toute l'année 2021 avec les mesures COVID
Cellules	18 chambres de 4 à 6 lits
Sanitaires	Douche et WC en chambre
Espace collectif	3 salles de séjour accessibles à tous et différemment équipées (billard, télévision, babyfoot, ...) 1 salle internet accessible 2x par semaine pour chaque détenu·e. S'y sont ajoutés 3 tranches de 2h pour appeler ses proches lorsque les visites ont été restreintes pour cause de COVID 1 salle de fitness accessible 1h /jour 1 bibliothèque accessible tous les jours sur demande 1 salle créative où sont organisés différents ateliers
Cour extérieure	Divisée en espaces collectifs accessibles à tous et en terrain multisport accessible de manière ponctuelle

Service « Séjour résidents »	5 assistants sociaux et 2 fonctionnaires de retour
-------------------------------------	--

Personnel médical	4 infirmier·es + 1 à mi-temps 4 médecins + 1 en formation 1 psychologue
--------------------------	---

20

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 13h30 à 15h30
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Nossegem (ligne Bruxelles – Louvain)
Hôpital partenaire	AZ Jan Portaels
Visiteurs Move	Ruben Bruynooghe (JRS Belgium- ruben@jrsbelgium.org) et 3 volontaires
Autres ONG	Nansen
Nombre de visites avocats	291
Nombre de visites familles & amis	165
Visites mandataires politiques	0 en 2021

Statistiques

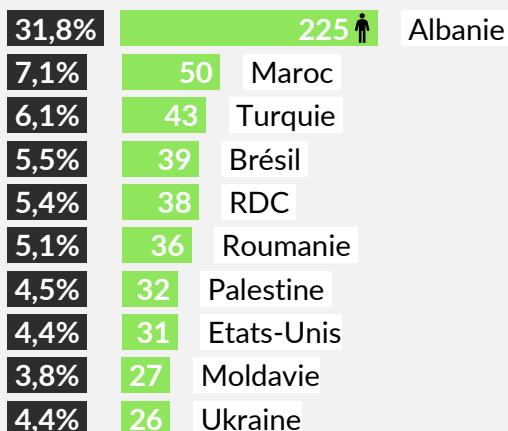


981

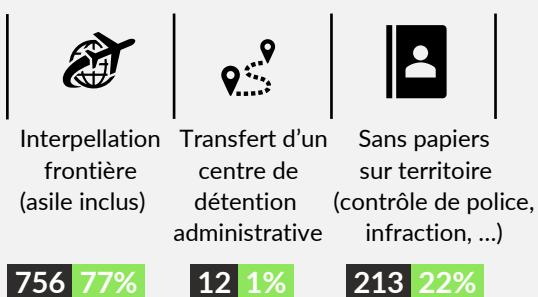
Personnes ont été détenues au Centre de Transit de Caricole en 2021. Move en a rencontré et suivi 72.

81% étaient des hommes
19% étaient des femmes, 4 étaient enceintes
3 personnes déclarées mineures mais considérées majeures par le Service Tutelles

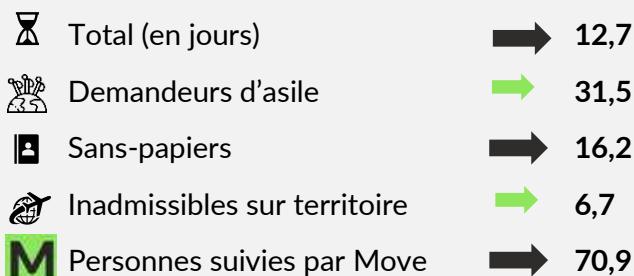
Principales nationalités



Circonstances d'arrestation

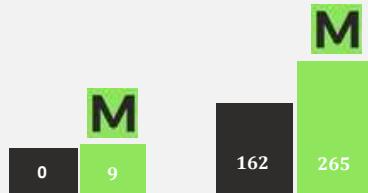


Durée moyenne de la détention



Note : la durée moyenne enregistrée par le centre (12,7) est basse car elle ne distingue pas les personnes transférées vers un autre centre après une période de quarantaine à Caricole. De même, les personnes inadmissibles qui repartent rapidement font chuter la moyenne. Enfin, le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenu·es en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

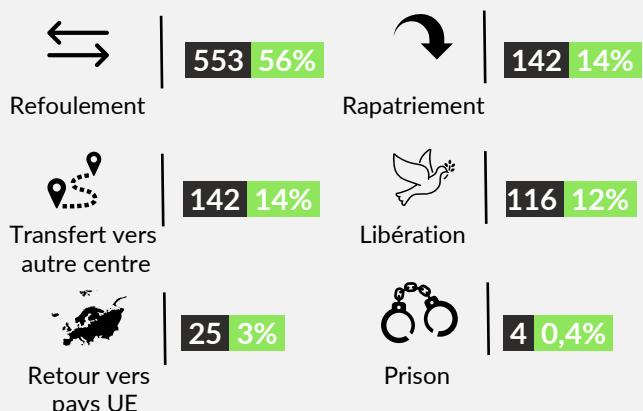
Durée minimale & maximale



Note : certaines personnes « inadmissibles sur le territoire » (arrêtées à la frontière) restent dans le centre moins de 24h en attente d'un vol suivant.

Note² : Move prend en compte les personnes placées en détention en 2021 dont la détention s'est achevée en 2022.

Issue de la détention (982 personnes)



	Libération	34 - 47%
	Refoulement et rapatriement	20 - 28%
	Transfert vers autre centre	16 - 22%
	Retour vers pays UE	2 - 3%

Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 1
- Grève de la faim : 11
- Nombre de plaintes : 2
- Isolement disciplinaire : 3
- Isolement médical : 970

Faits marquants

en 2021



Le centre de transit Caricole doit son nom à son architecture circulaire. Opérationnel depuis 2012, il a été construit pour remplacer deux autres centres dont la fermeture était nécessaire. Situé à deux pas de *Brussels Airport*, la grande majorité des personnes qui y sont détenues sont dites « inadmissibles » (77% en 2021). Elles ne satisfont pas aux conditions d'entrée sur le territoire belge⁸ et sont alors placées à Caricole le temps de les renvoyer – « refouler » – vers le pays d'où elles ont voyagé. Ceci peut être très rapide ; il s'agira de simplement réserver le vol suivant vers ledit pays. Move ne rencontre ainsi que rarement des touristes maladroits. Nos visiteur·euses rencontrent à Caricole plutôt les personnes demandant l'asile à la frontière ou une fois détenue·es.

Réel centre de transit : entre quarantaines et refoulements

Le centre de transit Caricole n'aura jamais mieux porté son nom qu'en 2021. Doté d'une aile médicale de 24 lits, un grand nombre de personnes étrangères – y compris celles interceptées sur le territoire – y ont été placées en quarantaine avant d'être transférées vers un autre centre de détention. Cette pratique explique, avec celle du refoulement, la moyenne de durée de détention relativement courte à Caricole en 2021. Cette « rotation » a par ailleurs rendu plus difficile le suivi de détenue·es, que ce soit par Move ou par le personnel du centre.

Le nombre de refoulements a lui aussi été influencé par la crise sanitaire. Un nouveau critère d'entrée sur le territoire a en effet été introduit et appliqué pendant une partie de 2021 : le voyage vers la Belgique devait être « essentiel ». On dénombre ainsi par exemple 20 citoyen·nes britanniques qui ont été refoulé·es (4^{ème} nationalité la plus refoulée). Il s'agit là plus vraisemblablement d'un manque à cette règle qu'une conséquence

directe du Brexit. Celles & ceux que nous avons rencontré·es le confirment. On notera aussi le refoulement de membres du personnel de l'ambassade américaine dont les permis de travail n'étaient pas encore en règle (2^{ème} nationalité la plus refoulée).

Au rang des refoulements problématiques, les détentions de Junior Wasso et de Ouiam Ziti ont fait particulièrement beaucoup de bruit. Tous deux étaient en possession de visas dont la validité a été remise en question par la police aéroportuaire puis par l'OE. Leurs cas illustrent la marge de manœuvre que possède la police des frontières, marge qui peut être vectrice d'arbitraire.

Impact du coronavirus

La crise sanitaire a généré des incertitudes et paralysé le trafic aérien à de nombreuses reprises. Une des conséquences directes a été que certaines personnes n'ont pas réussi à prolonger leur droit de séjour à temps. Ces personnes, à leur retour en Belgique, ont dès lors été détenues à Caricole. Bon nombre ont été libérées assez facilement avec l'intervention d'un·e avocat·e. D'autres, exaspérées ou ne supportant pas la détention, sont retournées volontairement d'où elles venaient, et ont donc été refoulées.

Afin de pallier le sentiment de solitude généré par les limitations de visite, le centre a décidé de distribuer €5 de crédit d'appel de manière hebdomadaire et a permis un usage accru des smartphones (par exemple lors de la quarantaine) et des ordinateurs du centre.

Notons enfin que l'ouverture de fenêtres et portes, par souci d'aération, a eu pour conséquence de générer une pollution sonore liée à l'aéroport voisin non négligeable.

⁸ Citons, outre le visa, les moyens financiers suffisant pour la durée du séjour ainsi que la possession d'un ticket retour.

Usage illégal d'entretiens vidéos par le CGRA

Le 18 novembre 2020, le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA), l'instance chargée d'évaluer si une personne peut recevoir la protection internationale, annonçait qu'il allait conduire les entretiens personnels de demandeur·euses d'asile par vidéoconférence, ce compris dans les centres de détention. Le 7 décembre 2020, le Conseil d'État annula cette décision car il n'appartenait pas au CGRA d'altérer les modalités des entretiens. Un arrêté royal était nécessaire pour ce faire. Le CGRA a néanmoins fait fi de cette décision et a continué à organiser des entretiens par vidéoconférence, spécialement à Caricole, le centre de détention avec le plus grand nombre de demandeur·euses d'asile.

Le CGRA a ainsi imposé une pratique qui, certes plus économique et moins risquée en temps de COVID, n'a guère fait ses preuves. Non exhaustivement, relevons : le caractère impersonnel de ces entretiens ; le détachement émotionnel de l'officier de protection ; la difficulté d'établir le lien de confiance nécessaire ; une qualité du son et de l'image amenuisant la bonne compréhension et la bonne communication entre les parties ; des locaux inadaptés ; de sérieuses difficultés en matière d'interprétation ; l'impossibilité d'examiner des documents ; l'inadéquation totale de ces entretiens pour les personnes vulnérables (victimes de tortures etc.). Que l'entretien par vidéoconférence puisse être une option est sans conteste positif. Qu'il devienne obligatoire nous semble aberrant.

La confusion régnait en tout cas chez les personnes que nous avons suivies. Si une simple démarche de la part de leur avocat·e suffisait à faire annuler l'entretien par vidéo, nombre d'entre elles ont décidé d'y assister de peur de voir la date de leur entretien postposée et leur détention prolongée.

Détention de mineur·es non accompagné·es

La détention de mineur·es non accompagné·es est interdite par la loi. Arrive toutefois qu'une personne interceptée à la frontière ne disposant pas du droit d'entrée sur le territoire se déclare mineur·e mais que son âge soit remis en question

⁹ La fiabilité de la scintigraphie pour déterminer l'âge d'une personne est par ailleurs fortement contestée (voir, entre autres, la tierce intervention de CESSMIR dans l'affaire

par la police. Le/la présumé·e mineur·e est alors transféré·e vers Caricole le temps de vérifier son âge. La loi prévoit que cela doit se faire endéans les trois jours ouvrables. Ce délai peut exceptionnellement être prolongé de trois jours.

Dans la pratique, nous avons observé que ce délai n'a souvent pas été respecté. Nous avons ainsi rencontré une personne ayant dû attendre 25 jours (finalement reconnue majeur) et deux autres jusqu'à 15 jours. Huit personnes se sont déclarées mineures en 2021 et cinq d'entre elles ont été reconnues comme tel après scintigraphie osseuse.⁹

En moyenne, les mineur·es non accompagné·es ont séjourné·es 13 jours à Caricole démontrant que le délai légal est systématiquement dépassé.

Le Service des tutelles, chargé d'évaluer l'âge des mineur·es non accompagné·es, a déclaré que cela était dû à la période de quarantaine, mais la direction de Caricole nous a confirmé que la scintigraphie pouvait avoir lieu dès le résultat du test COVID à l'arrivée, soit après maximum 48 heures.

Accalmie

L'atmosphère générale à Caricole aura été plutôt calme en 2021. Au-delà de l'infirmérie, souvent pleine, le centre lui-même a été relativement vide tout au long de l'année. Ce n'est qu'à partir de septembre que les 45 places ont commencé à se remplir, mais la « capacité COVID » n'aura que brièvement été dépassée en décembre.

Au niveau des incidents, une seule manifestation a eu lieu. En décembre, les détenus ont protesté contre la qualité de la nourriture et l'usage à nouveau réduit des smartphones. Le centre a par la suite offert une plus grande variété de plats, mais n'a pas jugé opportun de modifier les règles concernant l'utilisation de smartphones.



Holsbeek

Description CDA et personnel

Directeur	Carla De Becker
Ouverture	Mai 2019
Adresse	De Vunt 19, Holsbeek
Contact	cih-directie@MiBz.FGov.be
Capacité	28 places, mais diminuée de moitié jusqu'à octobre 2021 en raison des mesures COVID
Cellules	31 chambres de 2
Sanitaires	8 douches, 11 toilettes
Espace collectif	Cafétaria et salon avec TV ; Bibliothèque ; Accès internet (30min/jour)
Cour extérieure	Petite cour
Service « Séjour résidents »	2 fonctionnaires au retour
Personnel médical	1 médecin-attaché 2 infirmier-e 1 psychologue 2 j./ semaine

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Maximum visite de 2 adultes /jour. Pas de limitation pour les mineur·es accompagné·es. Visite a lieu de 14h à 15h.
Accès transports en commun	15 min de bus à partir de la gare de Louvain
Hôpital partenaire	UZ Leuven, met Campus Gasthuisberg, Campus Sint-Rafael Kapucijnenvoer en Campus Pellenberg.
Visiteurs Move	Jasmijn Helsen (Caritas international) j.helsen@caritasint.be
Autres ONG	Nansen (3 fois), Gams (1 fois), Pag-Asa (1 fois)
Nombre de visites avocats	Non disponible
Nombre de visites familles & amis	263

Statistiques

248

Personnes ont été détenues au centre de détention de Holsbeek en 2021

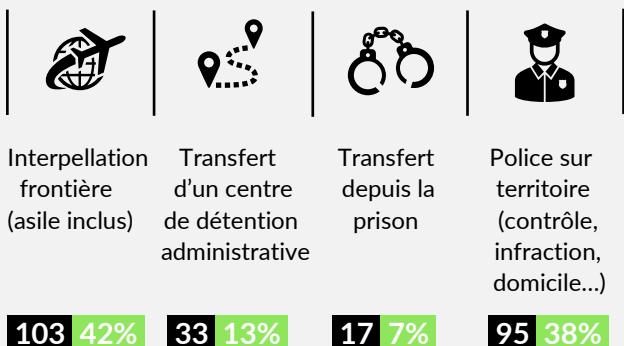
100% étaient des femmes (pas de section hommes)

1 femme s'est déclarée mineure mais a été reconnue majeure par le Service des Tutelles

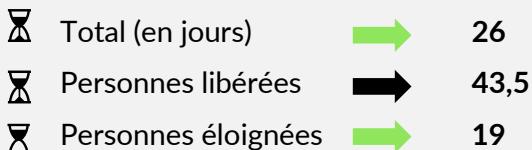
Principales nationalités

8,1%	20	Albanie
8,1%	20	Brésil
6,5%	16	RDC
6,0%	15	Moldavie
4,8%	12	Maroc
4,8%	12	Ukraine
4,4%	11	Erythrée
4,4%	11	Turquie
3,2%	8	Cameroun
3,2%	8	Nigéria

Circonstances d'arrestation



Durée moyenne de la détention

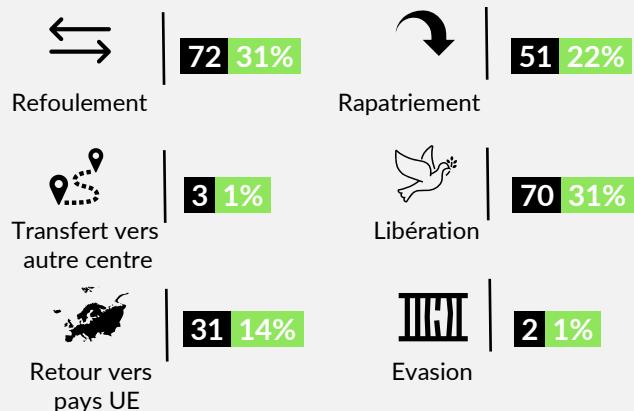


Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (201 personnes - 40%) ou que sa détention sera prolongée dans un autre centre (3 personnes - 1,3%). Le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenus en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

Durée minimale & maximale



Issue de la détention (229 personnes)



Principales raisons de libération

Procédure d'asile en cours	15
Reconnaissance protection par CGRA	13
Raison administrative	10
Raison médicale	7
Libération par CCE	6
Nouveaux éléments dans dossier	5
Fin du délai de détention	3
Libération par chambre du conseil	3

Chiffres rouges

Tentative de suicide : 1

Grève de la faim : 0

Nombre de plaintes : N/A

Isolement disciplinaire : 0

Isolement médical : 224

Faits marquants

en 2021



Le centre de Holsbeek est un ancien hôtel Formule 1. Le bâtiment a été racheté par l'Etat en 2012. Il a d'abord servi de centre de retour « ouvert » avant que la Croix rouge ne l'utilise comme centre d'hébergement pour mineur·es non accompagné·es. Le gouvernement a décidé de le transformer en centre de détention administrative pour femmes en 2017. Le centre est opérationnel depuis 2019.

Profil des détenues

Les détenues à Holsbeek ne sont pas un groupe homogène. Le groupe le plus représenté constitue des demandeuses de protection internationale, en ce compris les 'Dublinées'. Elles peuvent avoir été arrêtées à la frontière ou interceptées sur le territoire. Leur nombre fluctue mais avoisine en général la moitié des détenues. Il y a également eu plusieurs transferts directement des prisons de Belgique. Ce groupe possédait souvent un titre de séjour dans un autre État membre de l'Union européenne que leur incarcération les a empêchées de renouveler.

La grossesse n'est pas un obstacle à la détention administrative

Holsbeek a été le lieu de détention pour deux femmes enceintes durant l'année 2021. L'une était en tout début de grossesse et ses nausées lui ont rendu la vie très difficile au centre. L'autre était enceinte de 6 mois lorsqu'elle a été arrêtée. La première s'est enfuie à l'occasion d'une visite à l'hôpital, l'autre a finalement été libérée.

Épouses, compagnes et mères détenues

Plusieurs histoires nous reviennent de détenues épouses, compagnes et mères dont la détention

engendre une séparation plus ou moins longues. Nous pensons notamment à ce cas emblématique d'une femme palestinienne arrivée en Belgique après son époux et ses deux enfants mineurs. Ces derniers ont introduit une DPI et ont été hébergés au sein du réseau Fedasil. La femme par contre est retenue à la frontière lorsqu'elle introduit sa DPI et est placée en détention à Holsbeek. La famille aura ainsi été séparée durant 3 mois.

L'absence notoire de recours aux mesures d'isolement

Lorsqu'on regarde les chiffres de Holsbeek pour l'année 2021 on est frappés de constater que le recours aux mesures d'isolement (comme mesure d'ordre ou pour régime adapté) est totalement inexistant. Ceci est la résultante de plusieurs facteurs : l'infrastructure particulière et de l'exiguïté des lieux dont nous parlions ci-dessus qui rend compliquée la mise en place d'une mesure d'isolement, le petit nombre de détenues mais également de l'absence de recours à la violence dans ce centre composé uniquement de femmes. Cette dissymétrie statistique par rapport aux centres composés uniquement d'hommes (Cfr. Merksplas, Bruges et Vottem) n'est pas sans rappeler les travaux de Coline CARDI, sociologue spécialiste du monde carcéral, sur la violence extrêmement marginale des femmes comparée à celle des hommes dans la sphère pénale. CARDI explique que les femmes ne sont pas en essence moins violente, mais qu'elles sont le produit d'une histoire de socialisation différentielle et qu'elles évoluent au sein d'une société qui ne leur reconnaît pas la capacité d'être violente, la rend impensable en d'autres termes.¹⁰

¹⁰ CARDI Coline, « Le contrôle social réservé aux femmes : entre prison, justice et travail social », *Déviance et Société*, 2007/1 (Vol. 31), p. 3-23. DOI : 10.3917/ds.311.0003.



Merksplas

Description CDA et personnel

Directeur	Eric Kivit
Ouverture	Janvier 1994
Adresse	Steenweg op Wortel 1A, 2330 Merksplas
Contact	cim.info@ibz.fgov.be 014/63.91.10
Capacité	142, mais réduite à 71 + 20 places de quarantaine toute l'année 2021 avec les mesures COVID
Cellules	Cellules de 2 à 5 lits équipées de télévisions et de tables
Sanitaires	Toilette et évier en chambre, salles de douches communes et en chambre dans un des quatre bâtiments
Espace collectif	Bâtiments divisés en 2 ailes de 2 étages. Les ailes sont équipées d'une télévision, de billard, table de ping-pong ou kicker. Salle de fitness accessible 1x/jour Ordinateurs accessibles 3x par semaine pendant 1h Bibliothèque accessible sur demande
Cour extérieure	Deux cours équipées de terrains de sport, matériel de

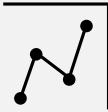
fitness, potagers, accessibles 3x/jour en été, 2x en hiver	
Service « Séjour résidents »	1 assistant·e social·e par aile
Personnel médical	3 médecins, 1 psychologue 6 infirmier·es

27

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 13h15 à 14h15
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Turnhout puis Bus n°432 direction Brecht, arrêt kolonie
Hôpital partenaire	AZ Turnhout et PC Multiversum (+ZNA Stuivenberg)
Visiteurs Move	Guy Verstraeten, Eddy Denckers (JRS Belgium) et Chris Van Aken (VWV)
Nombre de visites avocats	N/A
Nombre de visites familles & amis	601
Visites mandataires politiques	1 (Greet Daems)

Statistiques

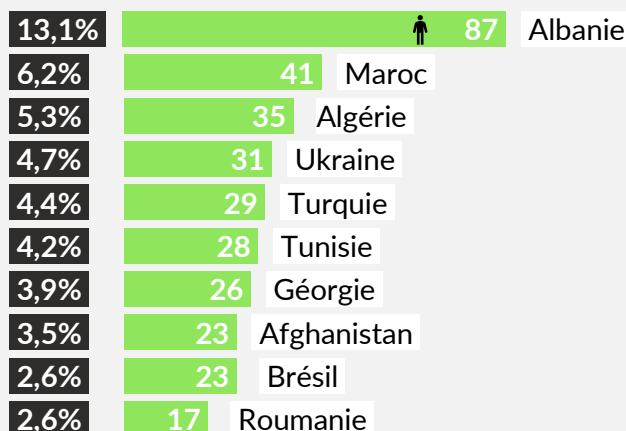


664

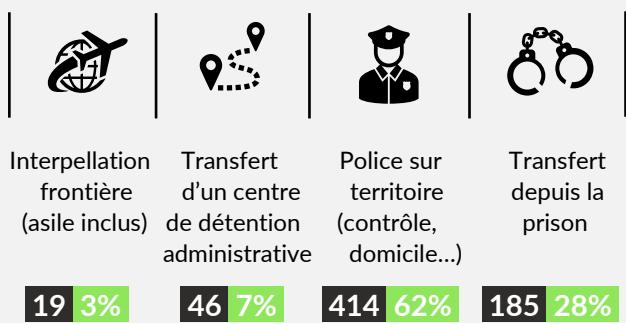
Personnes ont été détenues au centre de détention de Merksplas en 2021. Move en a rencontré et suivi 67.

100% étaient des hommes (pas de section femmes)

Principales nationalités



Circonstances d'arrestation



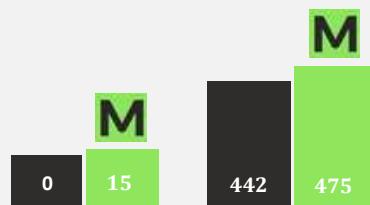
Durée moyenne de la détention



Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (46 personnes - 7%) ou que sa détention sera prolongée dans un autre (196 personnes - 30%). Le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenus en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

Note² : le chiffre de Move prend tout cela en compte et est en conséquence calculé sur la durée de détention de 57 personnes. Le chiffre s'explique par des détentions particulièrement longues terminées en 2022 (11 dépassant les 87,6 jours).

Durée minimale & maximale



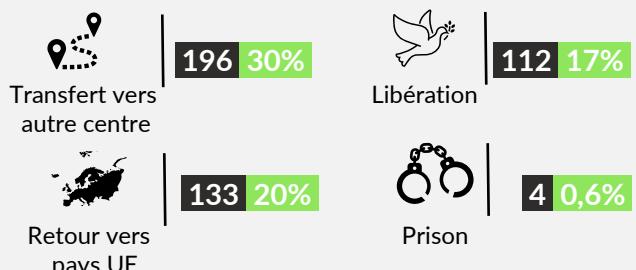
Note : la détention la plus longue enregistrée par le centre est une personne détenue depuis 2019 et libérée en 2021.

Issue de la détention (661 personnes)



Refoulement

Rapatriement



	Libération	39 - 58%
	Refoulement, retour volontaire et rapatriement	10 - 15%
	Transfert vers autre centre	4 - 6%
	Retour vers pays UE	13 - 19%

Chiffres rouges

Tentative de suicide : 5

Grève de la faim : 20

Nombre de plaintes : N/A

Isolement disciplinaire : 68

Isolement médical : 692

Faits marquants

en 2021



Initialement construit en 1875 pour y enfermer ceux qui à l'époque étaient qualifiés de « vagabonds », le centre de Merksplas est affecté à la détention de migrants depuis 1994. Situé à la frontière hollandaise, la situation géographique isolée du centre rend son accès en transports en commun difficile. La grande majorité des détenus à Merksplas sont des hommes sans-papiers arrêtées sur le territoire. Le centre présente une infrastructure imposante de cinq larges bâtiments de deux étages qui contraste avec son utilisation très partielle en 2021.

Des détentions à garder à l'œil

En août 2021, les talibans prenaient le pouvoir en Afghanistan. Face à ce changement majeur, le CGRA, décidait de geler les décisions négatives afin de temporairement empêcher l'expulsion de personnes afghanes. Ceci le temps de réévaluer les dangers sur place. De manière plus problématique, le CGRA décidait également de geler les demandes de protection internationale subséquentes de personnes qui avaient déjà reçu une décision négative. Nombre de ces personnes-là ont continué à être sans papiers et à risque d'être détenus.

Cinq Afghans se sont retrouvés détenus à Merksplas d'août à octobre 2021. Le renvoi de ces personnes n'était néanmoins pas possible ; la Belgique ne pouvant renvoyer des personnes qui risquaient d'être persécuté à leur retour. La détention administrative ne pouvant être utilisé que lorsque l'éloignement est possible, elle devenait dès lors illégale. A cause des mesures COVID, nous n'avons pas pu rencontrer ces personnes. La direction du centre nous a finalement indiqué que tous étaient destinés à être transférés vers un autre État européen.

En novembre 2021, le Maroc déclarait fermer ses frontières afin de limiter la propagation du variant omicron de la COVID-19. Les éloignements vers

ce pays devenaient dès lors impossibles et la détention de ces ressortissant·es illégale. Sept personnes marocaines sont pourtant restées détenues à Merksplas après cette décision. Au moins trois d'entre elles devaient, selon leur titre de détention, être renvoyées vers le Maroc. Les quatre autres devant être transférées vers un autre pays européen. Lors de notre dernière visite de l'année, le 29 décembre, six marocains étaient toujours détenus à Merksplas, dont deux devant être expulsés vers le Maroc.

Dans la seconde moitié de 2021, nous avons rencontré un certain nombre de personnes avec de graves problèmes psychologiques et cognitifs à Merksplas. Il nous semble à présent établi que la détention rend vulnérable et accentue la vulnérabilité.¹¹ Malgré la présence de psychologues, le possible transfert vers un institut spécialisé et celle de créer un régime adapté, nous plaidons pour que des alternatives à la détention soient développées et mises en avant pour ce type de personnes.

Des détentions particulièrement longues

Les personnes que Move a suivies ont été détenues en moyenne pendant 124 jours. Nombre de ces détentions ont pris fin en 2022 et ne sont dès lors pas prises en compte par la moyenne fournie par l'OE. La différence dans les chiffres fournis par l'OE entre la durée de détention des personnes éloignées (19 jours) et celles libérées (87 jours) est tout aussi frappante. Elle indiquerait qu'une détention prolongée n'augmente pas les chances d'un éloignement effectif, au contraire. C'est également ce que concluent nos chiffres : 58% des personnes que nous avons suivies, et dont la détention était statistiquement assez longue, ont finalement été libérées. Bien que ces détentions prolongées ne soient pas jugées illégales par la Cour de Cassation actuellement, c'est surtout l'impact sur

¹¹ Voir entre autres le rapport *Becoming vulnerable in Detention* du Projet qui est basé sur 685 entretiens dans plus de 23 pays européens.

la personne détenue de cette longue détention qui est problématique.

Nombre de facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer ce chiffre. Il y a l'obligation imposée par de nombreux pays de présenter un test PCR négatif et le refus de certains détenus de se soumettre à ces tests avec comme conséquence une remise à 0 de leur délai de détention. Il y a l'impossibilité pratique d'éloigner certaines personnes (Cfr. les Marocains fin 2021). Il y aussi peut-être le manque de soutien juridique à Merksplas. Libérer un détenu requiert une

attitude proactive d'un·e avocat·e spécialisé·e en droit des étrangers. La fusion du barreau de Turnhout et celui d'Anvers constitue un pas en avant pour pouvoir assurer ce soutien juridique. La crise sanitaire en a néanmoins ralenti l'exécution. Nous espérons que l'OE et les différents acteurs pourront poursuivre leurs efforts en vue de créer une permanence de première ligne dans ce centre



Vottem

Description CDA et personnel

Directeur	Didier Stassens
Ouverture	Mars 1999
Adresse	Rue Visé Voie, 1, 4041 Vottem
Contact	civ.info@ibz.fgov.be 04/228.89.00
Capacité	119, mais réduite à 55 avec les mesures COVID. En 2021, 341 détenus
Cellules	4 ailes, avec une dizaine de cellules de 4 lits
Sanitaires	Aucun évier ni toilettes en chambre, commun par aile
Espace collectif	Salle Internet accessible 2 X semaine, réfectoires, ping pong et kicker, salle de fitness sur inscription, bibliothèque
Cour extérieure	Deux cours extérieures, deux sorties encadrées d'une heure par jour
Service « social »	7 fonctionnaires au retour, 16 (puis 12)
Personnel médical	5 infirmier·es, 3 médecins qui se répartissent les 5

après-midis de consultations + gardes, 1 psy et assistant ps

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours entre 14 et 18h
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Liège Cadran puis 15 min de bus et 10 min marche
Hôpital partenaire	/
Visiteur Move Point d'Appui	Amélie Feye a.feye@pointdappui.be
Autres ONG	Myria 1 visite
Nombre de visites avocats	30
Nombre de visites familles & amis	245, aucune visite intime
Visites mandataires politiques	3

Statistiques



341

Personnes ont été détenues au centre de détention de Vottem en 2021

100% étaient des hommes (pas de section femmes)
1 homme s'est déclaré mineur mais a été reconnu majeur par le Service des Tutelles

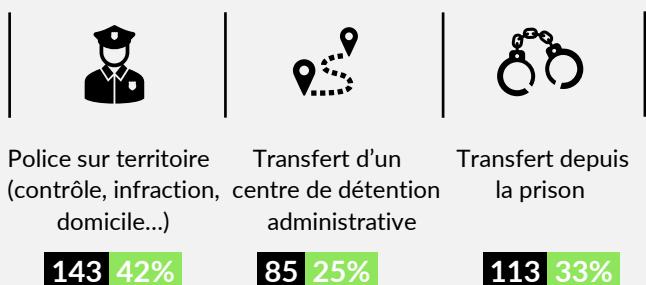
Principales nationalités

13,2%	45	Albanie
11,4%	39	Maroc
11,4%	39	Tunisie
8,5%	29	Algérie
4,4%	15	Afghanistan
3,8%	13	Géorgie
3,5%	12	Erythrée
2,9%	10	Guinée
2,9%	10	Roumanie
2,9%	10	Ukraine

Durée minimale & maximale

Non disponible

Circonstances d'arrestation



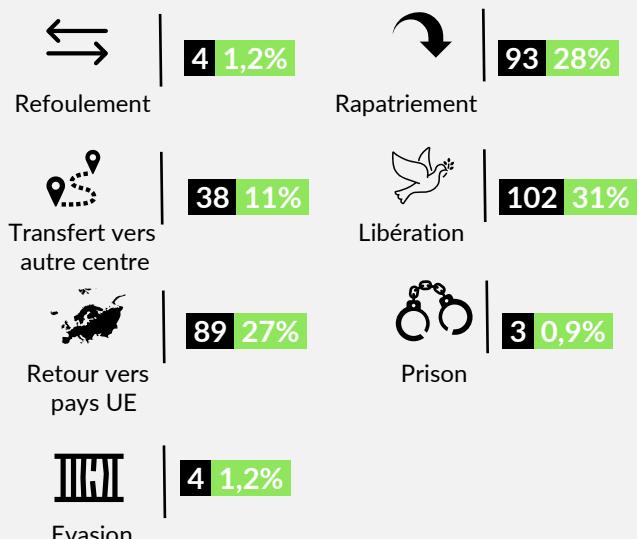
Note : 4 des personnes transférées d'un autre centre ont initialement été interpellées à la frontière.

Durée moyenne de la détention

⌚ Total (en jours)	➔	42,4
⌚ Personnes libérées	➔	93,4
⌚ Personnes éloignées	➔	38,5

Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (85 personnes - 25%) ou que sa détention sera prolongée dans un autre centre (38 personnes - 11%). Le chiffre est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenus en 2021. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2020 ou continuent à l'être en 2022.

Issue de la détention (333 personnes)



Chiffres rouges

- 🧠 Tentative de suicide : 5
- 🍴 Grève de la faim : 28
- 📄 Nombre de plaintes : 50
- ████ Isolement disciplinaire : 47
- 🔒 Isolement pour sécurité : 127

Faits marquants

en 2021



Le centre de détention administrative de Vottem, situé près de Liège, est fonctionnel depuis 1999. S'il est doté d'une infrastructure moderne, ce CDA n'en présente pas moins des caractéristiques véritablement carcérales : chaque aile est fermée par deux rangées de barreaux, l'accès aux espaces extérieurs dits « de promenade » est limité et les seules possibilités de déplacement libre se font entre les cellules et la salle commune. Les plafonds y sont assez bas ce qui renforce davantage le sentiment d'enfermement.

L'ASV : « Aile Security Vleugel »

Le caractère carcéral du CDA de Vottem a encore été accentué par la transformation d'une de ses ailes en zone sécurisée. Dans cette dernière, les détenus qui, en raison de leur comportement avant ou pendant leur détention en centre de détention, sont considérés par l'Office des étrangers comme inaptes¹² à vivre sous régime de groupe, sont soumis à un régime dit « en chambre ». Ce régime permet de maintenir le détenu 21h sur 24 dans sa cellule, qui a tout d'une cellule de prison. Elle comprend un lit, un lavabo et une toilette, une armoire ou étagère et une télévision. En principe, chacune de ces cellules peut détenir deux détenus; en pratique, la direction n'y enferme pas plus d'une personne.

L' ASV possède une capacité de détention de 11 personnes. En 2021, 67 personnes ont été détenues dans l'ASV contre 51 en 2020, 98 en 2019, 121 en 2018. La moyenne de la durée de séjour en ASV est de 31,6 jours en 2021 contre 47,68 jours en 2020, 30,37 jours en 2019. Le travail des visiteur·euses accrédité·e·s ONG dans cette partie du centre n'est pas toujours aisé car les mesures de sécurité y sont accrues.

Par ailleurs, depuis 2002, les CDA détiennent des personnes venant directement d'un établissement pénitentiaire à l'issue de leur peine ou de leur détention préventive. Les détenus en provenance des établissements pénitentiaires

représentent 33,13% de la population détenue à Vottem en 2021.

Des familles séparées

Le CDA de Vottem, depuis 2016, ne détient plus que des hommes. Cela ne signifie pas que ces hommes n'ont pas de membres de familles dont ils sont séparés et qui se trouvent sur le territoire, en possession ou non d'un titre de séjour régulier. Certains de ces membres de la famille en liberté sont même autorisés au séjour.

En 2021, parmi les 30 détenus rencontrés, 1 d'entre eux est marié ou en couple avec une personne de nationalité belge, 1 l'est avec une personne en possession d'un titre de séjour légal en Belgique et 1 est le père de plusieurs enfants en séjour légal en Belgique. Cette réalité n'est pas neuve et l'ASBL Point d'Appui¹³ observait ceci pour l'année 2019 : « *Parmi les 133 détenus rencontrés, 7 d'entre eux sont mariés ou en couple avec une personne de nationalité belge et 9 le sont avec une personne en possession d'un titre de séjour légal en Belgique. 11 sont le père d'un ou de plusieurs enfants belges et 5 d'un ou de plusieurs enfants en séjour légal en Belgique* ». Même tendance en 2020, « *Parmi les 47 détenus rencontrés, 3 d'entre eux sont mariés ou en couple avec une personne de nationalité belge et 3 le sont avec une personne en possession d'un titre de séjour légal en Belgique. 4 sont le père d'un ou de plusieurs enfants belges et 4 d'un ou de plusieurs enfants en séjour légal en Belgique* ».

Ces hommes mènent une vie familiale réelle et effective sur le territoire et risquent pourtant une expulsion. Ce sont des femmes et des enfants qui subissent une séparation forcée de leur compagnon et père, séparation qui s'avèrera peut-être définitive ou très longue si le détenu est expulsé. Selon l'OE, les outils de communications tels que Whatsapp sont suffisants pour maintenir les liens à distance.

¹² Par exemple, pour raison disciplinaire, maladie psychiatrique ou psychologique, comportement considéré comme inadapté dans un autre centre

¹³ Point d'appui, *Rapport d'activité 2019*, mars 2020, [disponible en ligne](#); Point d'appui, *Rapport d'activité 2020*, avril 2021, [disponible en ligne](#).

Permanence d'aide juridique

Épinglons la bonne pratique existante au CDA de Vottem qui depuis des nombreuses années organise une « permanence d'aide juridique de première et de seconde ligne ». Une dizaine d'avocat·es du Barreau de Liège sont inscrit·es sur les listes des permanences qui se tiennent deux

fois par semaine. Cette pratique est inspirante et Move appelle à la dupliquer dans les autres centres.

Pendant l'année 2021, les permanences ne se tenaient pas physiquement mais des échanges réguliers à distance ont pu être maintenus entre le Barreau de Liège et le CDA de Vottem.

« Au plus fort de la crise COVID, les visites familiales avaient lieu dans le couloir, au début même en présence du/de la gardien·ne. Après sa visite, le détenu devait nettoyer le mobilier après son passage. J'ai trouvé particulièrement humiliant la fois où un gardien a montré, sans mot dire, un coin de la table que le détenu avait oublié de nettoyer alors que sa fille, adolescente était encore présente ...

J'ai trouvé cynique aussi l'activité proposée par les éducateur·trices à l'occasion de la Saint-Valentin. Les détenus bricolaien des cartes pour les envoyer ensuite à leur famille.

Je garde en mémoire aussi cette fois où un papa avait reçu la visite de son fils de 7-8 ans. Pendant toute la visite, le papa parvenait à se montrer guilleret et enjoué, mais dès que son fils l'a quitté en franchissant les 5 portes, le papa s'est effondré sous mes yeux ».

Visiteur·se accréditée du CDA de Vottem au sujet de la vie familiale des détenus



Centres pour familles

Description CDA & Personnel

35

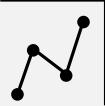
Noms alternatifs	Maisons FITT, maisons de retour, lieux d'hébergement communautaires
Ouverture	Octobre 2008
Sites et capacité	Beauvechain (6 logements), Saint-Gilles-Waes (7), Tielt (3), Tubize (6) et Zulte (6)
Capacité totale	28 logements
Logement	Studio, appartement ou maisonnette avec nombre de chambres variable
Sanitaires	Douche et toilette privatives dans chaque logement
Espace collectif	Cuisine et cour ou jardin collectif sur chaque site
Possibilités de sorties	Entre 9 et 22h, mais un membre adulte de la famille doit toujours être présent sur le site
Personnel médical	L'OE coopère avec des médecins locaux

Assistants sociaux	9 fonctionnaires de retour
--------------------	----------------------------

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Maximum 5 personnes (hors enfants mineurs), enregistrement dans registre nécessaire
Visiteurs Move	Kristien Vliegen (kristien@jrsbelgium.org) et Stephan Burger (stephan@jrsbelgium.org) (JRS Belgium)
Autres ONG	Aucune
Hôpital partenaire	Pas de conventions, transferts ponctuels
Visites parlementaires	0 en 2021

Statistiques



61

Familles ont été détenues en Centres pour familles en 2021.
Move en a rencontré et suivi 20.

121 enfants, 58 femmes et 27 hommes composaient ces familles

Principales nationalités

Interpellation frontière



Interpellation territoire + procédure Dublin



Circonstances d'arrestation



Interpellation
frontière
(asile inclus)

47 77%

Interpellation
sur territoire

7 11%

Inconnu
(l'OE parle de
cas Dublin)

7 11%

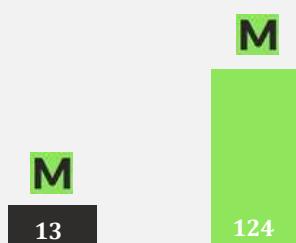
Durée moyenne de la détention

⌚ Total (en jours) → 173

M Visites Move → 63

Note : Le chiffre de 173 jours représente le séjour moyen en centre et non la durée moyenne de détention (voir « Faits marquants »).

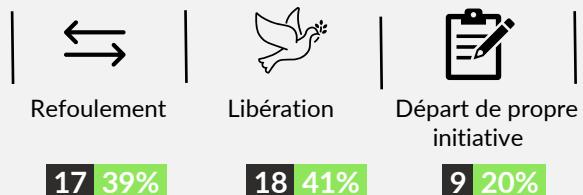
Durée minimale & maximale



Note : les chiffres de l'OE ne sont pas disponibles.

Issue de la détention (63 familles)

Interpellation frontière (44 familles)

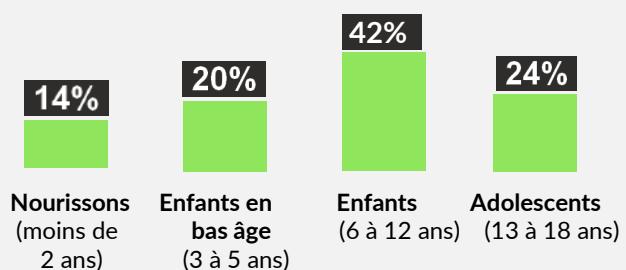


Note : les familles qui se sont évadées sont selon nous reprises dans la catégorie « départ de propre initiative ».

Interpellation territoire + procédure Dublin (19 familles)



Âge des enfants mineurs



Scolarisation des enfants

	Ecole maternelle (de 2,5 à 5 ans – pas d'obligation scolaire)	2 sur 7
	Ecole primaire	8 sur 16
	Ecole secondaire	5 sur 10
	Total (obligation scolaire)	13 sur 26

Note : 3 enfants additionnels entre 12 et 18 n'étaient pas scolarisés pour cause de vacances scolaire (2 enfants) et contamination à la COVID-19 (1 enfant).

Faits marquants

en 2021



De 2001 à 2008, les familles avec enfants mineurs étaient détenues en centre de détention. Après une condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme pour mise en détention d'enfants dans des conditions inappropriées en octobre 2006, les autorités belges ont en 2008 inauguré les premiers centres de détention pour familles. Etant donné que ces familles ne peuvent pas quitter les lieux comme elles le souhaitent et qu'elles y font l'objet d'un titre de détention, nous les nommons également « Centres de détention administrative ». Forme alternative de détention, c'est là que les familles avec enfants sans papiers ou interceptées à la frontière sont placées depuis 2008.

En 2021, Move a rencontré 20 des 61 familles détenues en centre pour familles. Ceci, combiné à d'autres limitations, rend nos analyses par essence non exhaustives mais nous permet toutefois d'identifier certains signaux sur la situation des personnes en centre que nous jugeons utile de rapporter. Lors de nos visites, nous demandons aux personnes de signer un mandat afin que nous puissions utiliser leurs données pour nos analyses.

Les informations sur base desquelles cette section a été rédigée nous sont principalement communiquées par les familles. Elles proviennent des fiches dressées et complétées par nos visiteur·euses, sur les comptes-rendus qui sont rédigés après chaque visite et sur le rapport d'activités de l'OE. De manière plus exceptionnelle, l'information peut venir d'avocat·es, des fonctionnaires de retour ou de parties tierces.

Séjours prolongés

Une statistique a de quoi frapper : c'est la durée moyenne de séjour dans les centres pour familles en 2021. Celle-ci était de 33,8 jours en 2019, de 47,35 en 2020 et de 173 en 2021. Pour les familles que Move a rencontrées, la durée moyenne de détention était de 63 jours.

L'Office des étrangers explique que cette augmentation est due à la pandémie : en période de confinement, les familles libérées ont eu la possibilité de rester dans les centres pour familles au lieu d'être transférées vers des centres

d'accueil collectifs de Fedasil. Nous n'avons pas pu rencontrer ces familles en 2021, mais il est probable que les limitations normalement imposées (limitation de droit de visite, de la liberté d'aller et venir, possibilité des fonctionnaires de retour de pénétrer dans le logement de manière inattendue etc.) aient été pour elles levées une fois qu'elles n'étaient plus soumises à un quelconque titre de détention.

Il est par ailleurs probable que le chiffre de 2021 soit en plus influencé par la saturation du réseau Fedasil d'accueil des demandeurs de protection internationale en fin d'année. Lorsque le délai légal de détention est dépassé, mais que la procédure de protection n'est pas encore conclue, ces familles doivent normalement être transférées vers le réseau d'accueil. Il semblerait que de nombreuses familles sont au contraire restées dans les centres pour familles. Ces derniers seraient ainsi détournés et utilisés pour ne pas davantage mettre le réseau d'accueil sous pression.

Quoi qu'il en soit, le fait que ces personnes resteraient en centre pour familles alors qu'elles ne sont plus sous le coup d'un titre de détention rend problématique le calcul de leur délai de détention. Une fois que le titre de détention est levé, Move n'est plus autorisé à rendre visite à ces familles.

Situations médicales

13 des 20 des familles que nous avons rencontrées (65%) nous ont fait part de problèmes médicaux. Ceux-ci pouvaient être physiques ou/et psychologiques. Parmi ces derniers étaient régulièrement cités : les troubles du sommeil, la perte d'appétit, le stress et l'anxiété. Alors qu'un centre pour familles n'est pas une prison fermée, une famille déclarait par exemple ressentir un sentiment d'enfermement qui générait une réelle angoisse liée à leur potentiel rapatriement. Au niveau des problèmes physiques, un quart des mères rencontrées nous ont rapporté souffrir de problèmes gynécologiques.

Il est important de préciser que ces problèmes nous ont été purement rapportés lors de

discussions avec ces personnes. Nos visiteur·euses n'ont aucune formation médicale et ne sont pas en état de confirmer ou non l'existence des symptômes décrits, ni d'en tirer des conclusions médicales. Nous ne travaillons pas non plus de manière structurelle avec des médecins qui diagnostiqueraient les personnes rencontrées.

De nombreux parents s'inquiétaient aussi du bien être psychologique de leurs enfants. Ils rapportaient des problèmes de sommeil, essentiel pour leur développement, et/ou d'angoisses liés à ce que les enfants avaient expérimenté avant leur détention ou à leur situation dans les centres pour familles. La manière et le moment de l'arrestation précédant le transfert en centre pour famille était souvent cité comme ayant un impact déterminant sur le bien être psychologique des enfants.

Scolarisation compliquée

Nous continuons de constater que de nombreux enfants maintenus en centre pour familles ne sont pas scolarisés. Il en allait ainsi pour 50% des enfants tombant sous l'obligation scolaire que nous avons rencontrés. La situation administrative d'un enfant ou de ses parents ne devrait, juridiquement, en rien influencer la possibilité d'être scolarisé. Chez toutes les familles que nous avons rencontrées, les enfants souhaitaient aller à l'école (à l'exception d'un enfant) et ceci était le souhait des parents.

Il n'y avait, en 2021, qu'un seul site, celui de Zulte, où les plus de 12 ans allaient à l'école. Dans les autres sites, ces enfants ne sont pas systématiquement scolarisés. A Zulte, tous les enfants sont scolarisés ; même les très jeunes vont à l'école maternelle. Les enfants sont inscrits peu après leur arrivée et sont en mesure d'aller à

l'école rapidement à la grande satisfaction des parents que nous y avons rencontrés.

Les enfants de familles interceptées sur le territoire sont souvent déjà scolarisés avant qu'ils ne soient placés en centre de détention pour familles. Le transfert vers celles-ci rend alors maintes fois impossible de continuer à fréquenter le même établissement scolaire pour des raisons pratiques (distance et trajet). L'Office des étrangers relève plusieurs difficultés à la scolarisation des enfants en centre pour familles : les écoles ne sont pas toujours désireuses d'accueillir ces enfants car cela génère de l'instabilité tant pour eux que pour les autres enfants de l'école ; les écoles sont complètes, rendant l'inscription impossible tandis que d'autres écoles sont trop éloignées ; et enfin le manque de partenariats développés avec les écoles secondaires.

Dans pratiquement l'intégralité des cas que nous avons rencontrés, les parents trouvent important que, malgré la situation difficile, temporaire et incertaine dans laquelle ils se trouvent, leurs enfants puissent être scolarisés. L'école est considérée comme un lieu de jeu, d'épanouissement et d'apprentissage. Les enfants non scolarisés se plaignent régulièrement de s'ennuyer dans les centres pour familles. Quand un enfant doit patienter longtemps avant d'enfin pouvoir aller à l'école, les parents, surtout ceux de familles ayant demandé l'asile, craignent que la conséquence puisse être le redoublement de l'année scolaire.

Tous les enfants scolarisés que nous avons rencontrés, ainsi que leurs parents, appréciaient le fait de pouvoir aller à l'école.



ADMINISTRATIEVE DETENTIECENTRA IN 2021 : CIJFERS EN OBSERVATIES VAN BEZOEKERS

© ANTONIO GOMEZ GARCIA



Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant-e-s

Inhoudstafel

INLEIDING	4
MOVE EN ZIJN WERKING	4
METHODOLOGISCHE NOOT	5
ADMINISTRATIEVE DETENTIE IN BELGIË IN 2021: ENKELE CIJFERS.....	7
OVERZICHT VAN DETENTIE PER CENTRUM	8
EVOLUTIE VAN HET AANTAL TERUGGEKEERDEN EN TERUGDRIJVINGEN	9
EVOLUTIE VAN DE CAPACITEIT VAN DE ADC.....	10
DE ADMINISTRATIEVE DETENTIECENTRA IN 2021.....	11
127BIS	12
BRUGGE.....	16
CARICOLE	20
HOLSBEK	25
MERKSPLAS	28
VOTTEM.....	32
CENTRA VOOR GEZINNEN	36

Ieder mens heeft een fundamenteel recht op vrijheid. De Move-coalitie werd in januari 2021 opgericht als een gezamenlijk initiatief van Caritas, Ciré, JRS Belgium en Vluchtelingenwerk Vlaanderen. De leden van Move bundelen hun krachten om een einde te maken aan de detentie van mensen om migratieredenen. Wij geven er de voorkeur aan om te spreken over "administratieve detentiecentra (ADC) voor migranten" in plaats van "gesloten centra", om verwarring te vermijden met de opvangcentra die openstaan voor mensen die internationale bescherming zoeken. Door deze keuze van terminologie wordt de aandacht gevestigd op de realiteit van detentie. Bovendien willen wij ons ook richten op alle andere vormen van detentie om migratieredenen, zoals terugkeerhuizen, die wij "administratieve detentiecentra (ADC) voor gezinnen" noemen.

Inleiding

Administratieve detentie bestaat in België sinds 1988. Buiten het zicht en ver van het publiek, dat er slechts zeer beperkt toegang toe heeft, worden elk jaar duizenden mannen en vrouwen opgesloten. In deze detentiecentra, waarvan de gevangenisachtige dimensie al vaak aan de kaak is gesteld, worden vreemdelingen ondergebracht van wie de meesten geen enkel misdrijf hebben gepleegd. Zonder de documenten die ze nodig hebben om legaal in België te verblijven, worden ze dagen, weken of zelfs maandenlang opgesloten om hun uitwijzing te organiseren of hun verzoek tot internationale bescherming (VIB) te onderzoeken. Het doel van dit verslag is om de situatie van het afgelopen jaar onder de loep te nemen.

Move en zijn werking

De Move-coalitie werd in januari 2021 gevormd als een gezamenlijk initiatief van Caritas International, CIRÉ, Jesuit Refugee Service Belgium en Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Deze organisaties nemen al meer dan 20 jaar deel aan

een platform van Belgische ngo's dat geaccrediteerde bezoekers van detentiecentra voor migranten samenbrengt.

Move bevestigt het recht op vrijheid en wil een einde maken aan de administratieve detentie van migranten.

Move is opgebouwd rond vier onderling verweven pijlers:

- sociaal-juridische begeleiding van personen in detentie en *monitoring* van administratieve detentiecentra via geaccrediteerde bezoekers,
- de ontwikkeling van juridische expertise om de rechten van personen in detentie beter te kunnen verdedigen,
- de verwezenlijking van een politiek pleidooi op basis van observaties uit het veld,
- bewustmaking van het grote publiek zodat het principe zelf van administratieve detentie in vraag wordt gesteld.

Methodologische noot

Dit verslag is voornamelijk gebaseerd op de wekelijkse bezoeken aan de zes Belgische detentiecentra en de detentie-eenheden voor gezinnen door een vijftiental geaccrediteerde bezoekers van Move via de volgende verenigingen: JRS Belgium, Caritas international, Vluchtelingenwerk Vlaanderen en Point d'appui (lid van CIRé).

De bezoeken bestaan voornamelijk uit het ontmoeten van personen in detentie en het bieden van een luisterend oor voor de situatie en de ervaringen van degenen die dat wensen. De gesprekken zijn ook sociaal-juridisch van aard en de bezoekers kunnen optreden als tussenpersoon met het personeel van het centrum, de dokter, de advocaat, familieleden, enz. op voorwaarde dat ze hiertoe uitdrukkelijk zijn geïnstrueerd door de personen in detentie. Op deze manier verzamelen geaccrediteerde bezoekers informatie over de situaties die ze tegenkomen in "bezoekverslagen", die vervolgens binnen Move worden geanalyseerd in overeenstemming met de algemene verordening gegevensbescherming (AVGB).

In 2021 bezochten de 17 geaccrediteerde bezoekers van Move ongeveer elke week alle detentiecentra in België en werden **328 mensen** in detentiecentra voor volwassenen begeleid. Dit komt overeen met **ongeveer 14% van het totale aantal mensen in detentiecentra** voor volwassenen (6 ADC's). Daarnaast werden **20 gezinnen** met kinderen in detentiecentra voor gezinnen ondersteund, wat overeenkomt met **ongeveer 32% van het totale aantal gedetineerde gezinnen**.

Wij zijn ons ervan bewust dat onze observaties en conclusies niet kunnen pretenderen volledig te zijn, aangezien wij niet alle personen in detentie bezoeken en geen toegang hebben tot alle informatie waarover de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) beschikt.

We doen verslag van wat de honderden personen in detentie die we hebben ontmoet, ons hebben verteld, waarbij we geloof hechten aan de veelvuldige en overeenstemmende

getuigenissen en alleen de terugkerende opmerkingen overhouden.

Tot slot hebben we dit rapport ook opgesteld op basis van de door de DVZ doorgestuurde jaarverslagen van elk detentiecentrum en bepaalde gesprekken met DVZ over specifieke situaties in de ADC in 2021.

Dit format bevat geen juridische onderzoek of analyses van specifieke fenomenen, zoals we in het verleden hebben kunnen doen¹ of zoals JRS Belgium heeft gedaan² of nog zoals la Cimade in Frankrijk.³ Deze laatste twee publicaties zijn een essentiële bron van inspiratie geweest voor Move en we willen de bijdragers bedanken. Lezers die op zoek zijn naar meer diepgaande analyses over specifieke onderwerpen worden verwezen naar onze website movecoalition.be

Ovolg moeilijker gemaakt voor geaccrediteerde NGO-bezoekers in 2021

Aan de ene kant, en dat is niet verrassend, heeft de sanitaire crisis een grote impact gehad op de ADC, zoals alle gemeenschappelijke woonplaatsen. Zowel het personeel van het centrum als de gedetineerden werden op de proef gesteld. De mogelijkheid voor bezoekers om personen in detentie te bezoeken werd ook aangetast; één van de maatregelen van de autoriteiten verbod geaccrediteerde bezoekers de leefruimtes te betreden, waardoor het contact met de personen in detentie en het opbouwen van een vertrouwensband ernstig werd beperkt. Het was extreem moeilijk, zo niet onmogelijk, geworden om toegang te krijgen tot de meest kwetsbare mensen en de werkelijke omstandigheden van detentie na te gaan.

Bezoek kon alleen plaatsvinden in de bezoekersruimtes op een specifieke locatie in het centrum, wat vaak tijdrovend was voor alle betrokkenen, omdat de gedetineerde door alle poortjes moest voordat hij aankwam.

Aan de andere kant gebruikten sommige centrumdirecteurs in 2021 het voorwendsel van

¹ Groupe Transit, Centres fermés : état des lieux, 2016, [disponible en ligne](#).

² JRS Belgium, Detentiecentra voor migranten : rapport 2021, november 2022, [online beschikbaar](#).

³ La Cimade, Centres et locaux de rétention administrative : rapport 2021, 2022, [online beschikbaar](#). De maquette die werd ontwikkeld door de Marnat studio werd gebruikt als inspiratie om het statistische gedeelte van elke ADC te illustreren.

de AVGB-regelgeving om te weigeren elementen uit hun dossiers, waaronder detentiebeslissingen, door te geven aan onze NGO-bezoekers. Zonder toegang tot deze basisinformatie in de dossiers vonden ze het moeilijk om snel de juridische *ins en outs* van de individuele situatie te begrijpen.

Uitleg van enkele begrippen gebruikt in de fiche "statistiek" per ADC

Op de pagina statistiek markeren we wat we de "rode cijfers" noemen. Deze cijfers komen meestal uit het jaarverslag van de Dienst Vreemdelingenzaken, dus de interpretatie van wat wel en niet onder deze definitie valt, wordt bepaald door de DVZ zelf.

Laten we het voorbeeld van de "hongerstaking" nemen: in 2021 gingen volgens de DVZ in totaal 76 mensen in hongerstaking in administratieve detentiecentra. De definitie van wat een hongerstaking is, en dus hoe deze wordt geteld, verschilt echter van centrum tot centrum:

- **In 127bis:** De gegevens over hongerstakingen omvatten alle mensen die door de medische dienst zijn gecontroleerd in het kader van een hongerstaking, ongeacht de duur van de staking.
- **In Vottem, Holsbeek en Merksplas:** de gegevens hebben alleen betrekking op hongerstakingen die langer dan 48 uur duren; stakingen van minder dan 48 uur zijn dus niet meegeteld.
- **In Caricole:** iemand wordt geacht in hongerstaking te zijn als hij 3 dagen of 9 achtereenvolgende maaltijden niet in de refter is geweest. Hongerstakingen van kortere duur worden dus niet meegeteld.
- **In Brugge:** de methode voor het tellen van hongerstakers is niet gespecificeerd.

Het totale aantal hongerstakingen lijkt daarom onderschat. Dezelfde redenering geldt voor "zelfmoordpogingen". Hoe onderscheid je ernstige zelfverminking van een zelfmoordpoging? En maakt elk centrum hetzelfde onderscheid?

Ten slotte stellen talrijke rapporten⁴ de huidige procedure aan de kaak, die gedetineerde ontmoedigt om klachten in te dienen.

Deze paragraaf herinnert ons eraan dat cijfers met een korrel zout moeten worden genomen. In ieder geval benadrukken deze "rode cijfers" zaken die de nood waarin gedetineerden zich bevinden en de verschrikkelijke impact van detentie aantonen.

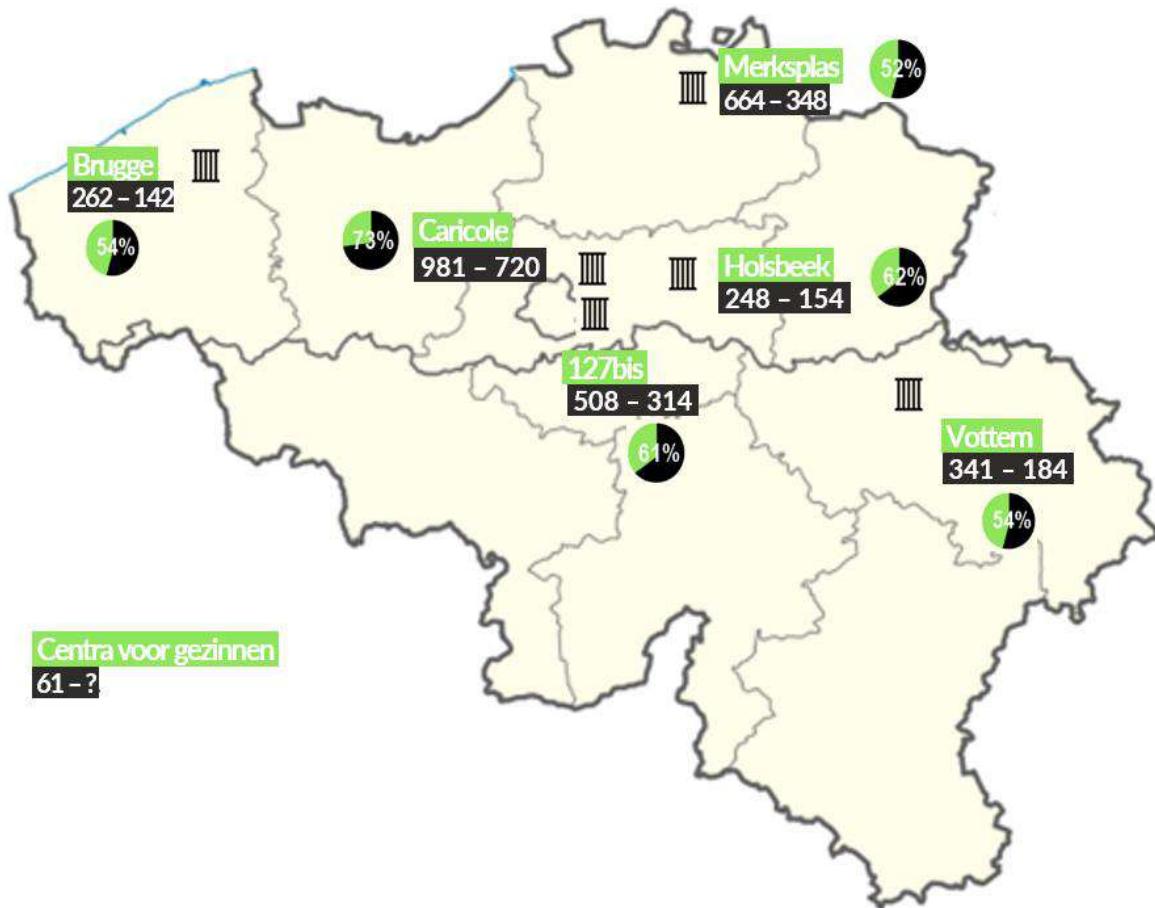
⁴ Zie voornamelijk, Move, *Contribution à la réforme du code belge de la migration*, zomer 2021, p.33, [online beschikbaar](#).



Administratieve detentie in België in 2021 : Enkele cijfers

Overzicht van detentie per centrum

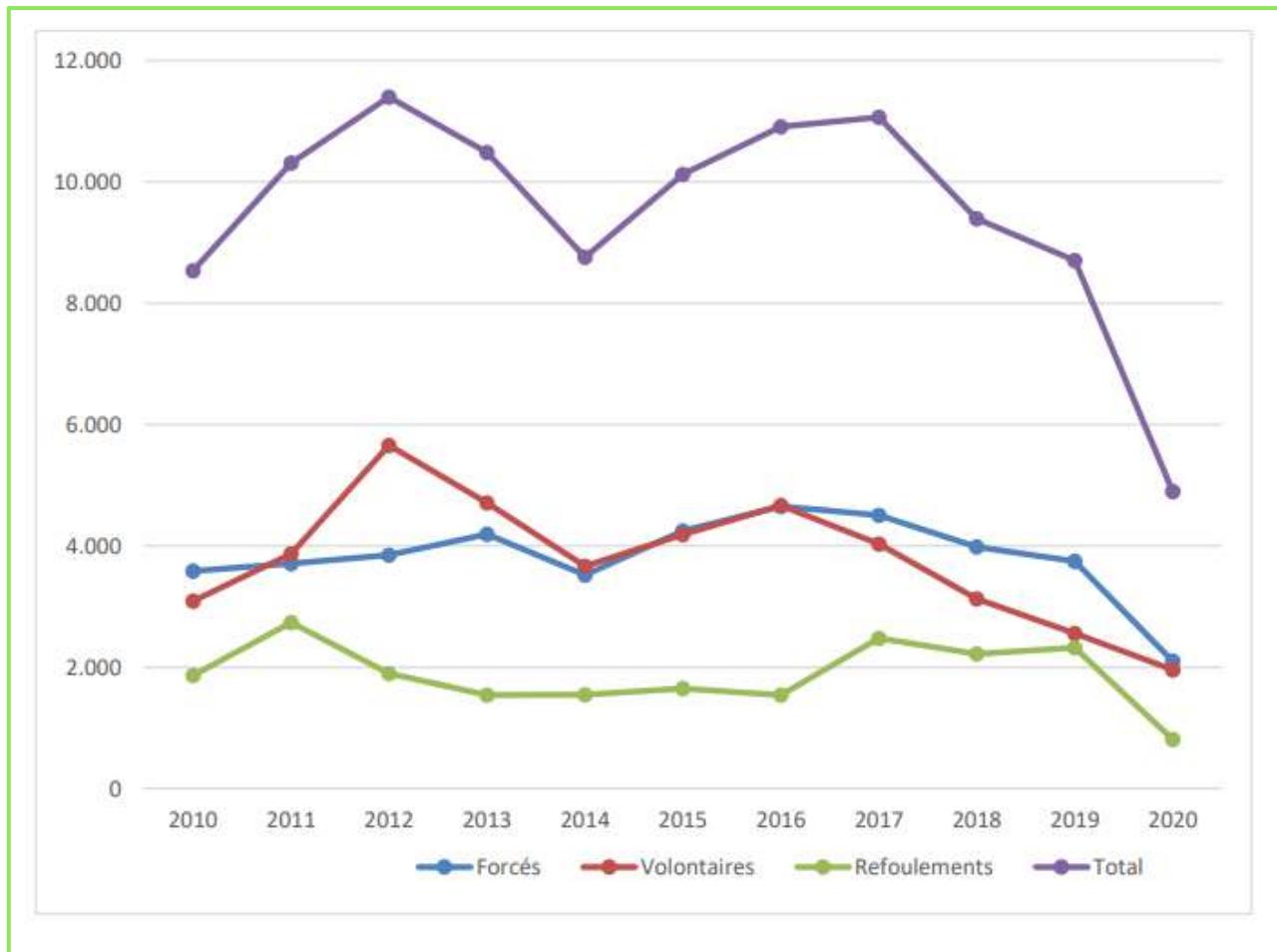
Gedetineerde en verwijderde peronen per detentiecentrum⁵



Naam Ligging van het centrum **Cijfer** Aantal gedetineerden in 2021 en effectief verwijderden. Voor de detentiecentra voor gezinnen gaat het om het aantal gezinnen **Percentage** Percentage effectief verwijderden

⁵ Bronnen: Jaarverslagen 2021 van de verschillende centra en Activiteitenverslag 2021 van DVZ voor de detentiecentra voor gezinnen. Voor die laatste is het percentage niet te berekenen. 41 families zijn volgens DVZ "vertrokken" maar dit cijfer houdt, volgens ons, ook de families in die zijn ondergedoken die nergens anders worden opgenomen.

Evolutie van het aantal teruggekeerden en terugdrijvingen⁶

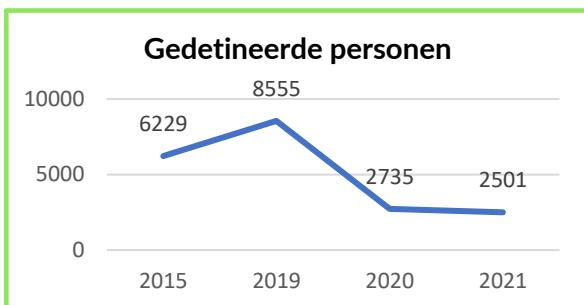
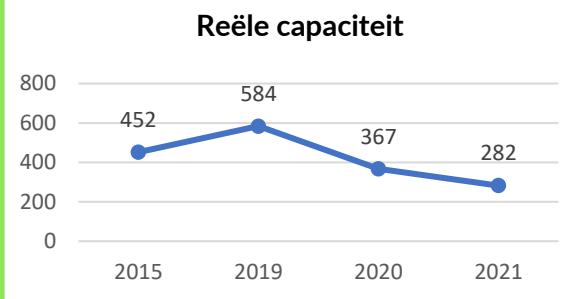


⁶ Dienst Vreemdelingenzaken, *Maandelijkse statistieken*, 2021, p. 3, [online beschikbaar](#).

Evolutie van de capaciteit van de ADC

De laatste jaren is de capaciteit van de detentiecentra blijven verhogen. De ADC voor gezinnen werden in 2008 gecreëerd. In 2012 werd de uitbreiding van de centra 127bis en Merksplas goedgekeurd. In 2019 opende het centrum voor vrouwen van Holsbeek en het huidig regeerakkoord voorziet ook de opening van twee nieuwe centra.

Op papier tellen de ADC rond de 600 plaatsen en kunnen tot 28 families in de ADC voor gezinnen worden opgesloten. De reële capaciteit van de centra wordt o.a. beïnvloed door hun staat, door de nood aan renovatie en door het beschikbaar personeel. In 2020 en 2021 is de capaciteit gedaald wegens de gezondheidsmaatregelen die door de DVZ werden genomen. De capaciteit werd inderdaad gehalveerd om *social distancing* mogelijk te maken gedurende de COVID-19 pandemie. Bijgevolg daalde ook het aantal gedetineerden: in 2019 werden 8555 vreemdelingen in de detentiecentra vastgehouden, in 2021 waren dat er 2501.



Aantal detentiecentra	6
Capaciteit van de centra in 2021	282
Aantal gedetineerden in de centra in 2021	2501
Aantal detentiecentra voor gezinnen	28
Aantal meerderjarige gedetineerden in de centra voor gezinnen in 2021	85
Aantal gedetineerde kinderen in de centra voor gezinnen in 2021	121



De administratieve detentiecentra in 2021



127bis

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Brenda Melis
Opening	Mars 1994
Adres	Tervuursesteenweg 300, 1820 Steenokkerzeel
Contact	onthaalbis@ibz.fgov.be 02/755.00.00
Capaciteit	120 plaatsen, beperkt tot 40 tot in juni 2021 door COVID-maatregelen
Cellen	30, 2 stapelbedden per cel 4 isolatiecellen
Collectieve ruimte	cafetaria, salon met TV, fitnessruimte
Binnenplaats	Ja
Verblijf bewoners service	5 sociaal assistenten
Medisch personeel	3 artsen 5 verplegers 1 psycholoog en 1 consultant + 1 stagiaire vanaf oktober 2021

Het centrum en de buitenwereld

Visites	Gedurende de week kunnen 8 gedetineerden bezoek krijgen van 13u30 tot 14u30. 's Avonds kunnen 5 personen bezoek krijgen. Gedurende de weekend en vakantiedagen kunnen 2 bezoeken plaats vinden van 19u30 tot 20u30
Toegang openbaar vervoer	Trein station Nossegem
Partnerziekenhuis	Psychiatrisch hospitaal Sint- Alexius in Grimbergen, UPC Kortenberg
Bezoeker Move	Werner Verhaegen (Caritas international) w.verhaegen@brabantia.brussels
Andere ngo	Nansen (3x), Rode Kruis (1x), Pag-Asa (9x)
Aantal bezoeken advocaten	192
Aantal bezoeken familie & vrienden	452
Bezoek politiek vertegenwoordiger	Ja – 14

Statistieken

508

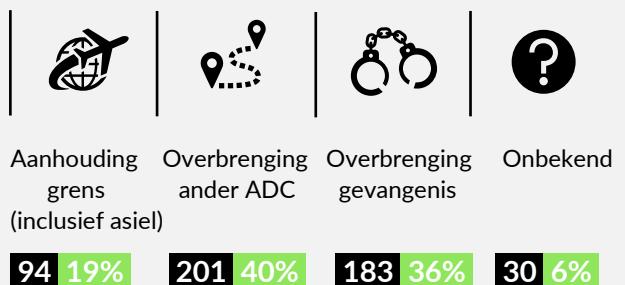
Personen werden in 2021 in het centrum 127 bis opgesloten

98% waren mannen
2% waren vrouwen die overnachtten in afwachting van hun vliegtuig

Voornaamste nationaliteiten

7,9%	40	Marokko
7,9%	40	Roemenië
6,7%	34	Albanië
5,5%	28	Algerije
3,7%	19	Tunesië
3,1%	16	Turkije
3,0%	15	Guinee
2,8%	14	Afghanistan
2,6%	13	Brazilië
2,6%	13	DRC

Omstandigheden aanhouding

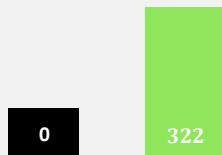


Gemiddelde duur van detentie

⌚ Totaal (in dagen)	→	24,5
⌚ Vrijgelaten personen	→	50,2
⌚ Verwijderde personen	→	14,7

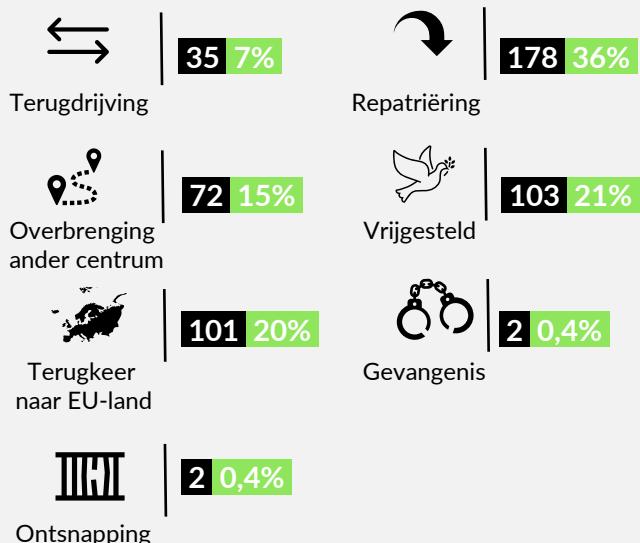
Noot: het cijfer van het centrum neemt niet in acht dat iemand al opgesloten was in een ander ADC (201 personen - 40%) of dat detentie zal voortduren in een ander ADC (72 personen - 15%). Het cijfer werd berekent door het aantal dagen te delen door het aantal gedetineerden. Het gemiddelde zou dus geen rekening houden met personen al gedetineerd in 2020 of verder opgesloten in 2022.

Minimum- en maximumduur



Noot: 136 personen werden voor minder dan 24u opgesloten. 134 van hen kwam uit de gevangenis waarvan 120 werden gerepatrieerd en 12 naar een ander centrum overgebracht.

Uitkomst van de detentie (493 personen)



Rode cijfers

- ⌚ Zelfmoordpoging: 5
- 🍴 Hongerstaking: 29
- 📄 Aantal klachten: 47
- 🏛️ Disciplinaire afzondering: 48
- 🏥 Medische afzondering: 178
- 🔒 Afzondering voor veiligheid: 61

Opmerkelijke feiten in 2021



Centrum 127bis is het oudste ADC van België. Het werd opgericht in maart 1994 naast Brussels Airport, met een oorspronkelijke capaciteit van 120 plaatsen. Het Caricole centrum is bevindt zich ook vlakbij. Hier worden alleen mannen vastgehouden. Officieel wordt het een "repatrieringscentrum" genoemd, maar een groot deel van de gedetineerden wordt niet gerepatrieerd naar hun land van herkomst. In 2021 werd 20% van hen overgebracht naar een ander EU-land, ondanks de context van de pandemie.

Er zijn herhaaldelijk klachten over de omstandigheden van de opsluiting in 127bis en de impact ervan op de mentale gezondheid van de gevangenen. Het jaar 2021 heeft de gevangenisachtige en willekeurige aard van deze opsluitingen alleen maar geaccentueerd. De vervallen staat van de gebouwen accentueert het penitentiaire aspect van dit ADC. Er is heel weinig licht, vooral van de weinige ramen met tralies in de verschillende ruimtes. De cellen bestaan uit twee stapelbedden en de toiletten staan in rijen opgesteld en worden gescheiden door deuren, waardoor er weinig ruimte is voor privacy voor de gedetineerden. De meeste ruimtes zijn oud en vervallen.

Centrum 127bis valt op door de buitensporig lange detentieperiodes. De maximale duur is 322 dagen, aldus de Dienst Vreemdelingenzaken. In oktober 2021 werd ook een Burkinese onderdaan vrijgelaten na meer dan een jaar in detentie in centrum 127bis.

De blijvende gevolgen van de wereldwijde COVID-19-pandemie

De wereldwijde pandemie bleef in 2021 een impact hebben op de detentie van mensen in ADC en het werk van geaccrediteerde bezoekers.

Bezoekers kregen geen toegang meer tot de verblijfruimtes, wat hun werk bemoeilijkte door

het tijdverlies. Deze werking was niet bevorderlijk voor de vertrouwensrelatie met de personen in detentie.

Dit was gerechtvaardigd vanwege de gezondheidsrisico's voor de personen in detentie. Vanaf 1 november 2021 kregen geaccrediteerde bezoekers weer toegang tot de vleugels van de gedetineerden, op voorwaarde dat zij zich hielden aan de gezondheidsmaatregelen (het dragen van mondmaskers en het respecteren van de sociale afstand).

Ook het bezoek van familieleden aan gedetineerden bleef beperkt, maar in de loop van het jaar werden enkele aanpassingen doorgevoerd. Vanaf juni 2021 werden bezoeken opnieuw toegestaan voor 2 volwassenen per persoon in detentie. De beperking op het aantal bezoeken per week is ook opgeheven.

Om de verspreiding van het virus te beperken, werden er richtlijnen opgesteld voor het personeel van het centrum. In januari 2021 werd besloten dat nieuwe gedetineerden twee keer getest zouden worden, op de 1e en 7e dag na hun aankomst. De persoon in detentie bleef de eerste 7 dagen in quarantaine blijven. Voor deze quarantaine werd een hele vleugel van het centrum gereserveerd. Vanaf de zomer tot november 2021 werd een beperking op aankomsten ingevoerd vanwege het gebrek aan ruimte voor quarantaine en de renovatie van de L1 vleugel.

Wanhoop – mentale gezondheid

Centrum 127bis valt helaas op door de tekenen van wanhoop en de negatieve impact op de geestelijke gezondheid van de gevangenen. Regelmatische klachten bij de psycholoog van het centrum en bij familieleden en bezoekers omvatten, maar zijn niet beperkt tot, problemen met acceptatie van gevangenschap, verslaving, slaapproblemen, zelfverminking, angst, depressieve symptomen, zelfmoordgedachten, posttraumatisch syndroom, enzovoort.

In het centrum worden meerdere ondersteunende diensten aangeboden om personen in detentie te waarschuwen en te ondersteunen. Kwetsbare personen worden bijvoorbeeld geïdentificeerd door de afdeling psychologie, die hen een "HOR"-code toekent voor "handelings- en omgangsrichtlijnen", om het personeel wegwijs te maken in het profiel van de gedetineerden zonder het medisch beroepsgeheim te doorbreken. Daarnaast werden in 2021 62 EZA-dossiers (extra-zorg en aandacht) geopend, bedoeld om kwetsbare personen te registreren tijdens multidisciplinaire personeels-

bijeenkomsten.

Van de 11 pogingen tot zelfdoding die door de DVZ werden geregistreerd voor alle administratieve detentiecentra, vonden er evenwel 5 plaats in centrum 127bis in 2021. 3 gedetineerden pleegden effectief zelfmoord.

Er waren 29 hongerstakingen, met bijzonder grote gewichtsverliezen gaande tot 21,10 kilo in 20 dagen. In april 2021 ging een hele vleugel van het centrum twee dagen in hongerstaking.



Brugge

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Yves Rahier
Opening	Januari 1995
Adres	Zandstraat 150, 8200 Bruges
Contact	cib-directie@ibz.fgov.be 02/488.74.40
Capaciteit	112 plaatsen (80 voor mannen en 32 voor vrouwen), beperkt tot 40 en vervolgens vanaf oktober tot 50 door de COVID maatregelen
Cellen	4 slaapzalen van 20 bedden voor de mannen, 2 slaapzalen van 16 bedden voor de vrouwen
Sanitair	3 toiletten naast elke slaapzaal, 1 lokaal van 20 douches
Collectieve ruimte	3 vleugels. Onderling geen vrije doorgang. 1 rookzaal en 2 zalen uitgerust met biljardtafel, tafeltennis, televisie en computers per vleugel 1 fitnesszaal toegankelijk 1u/dag op vaste tijden 1 bibliotheek toegankelijk op aanvraag
Binnenplaats	Sportterreinen; 3x40min/dag op vaste tijden

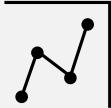
Verblif bewoners service	6 sociaal assistenten
Medisch personeel	2 artsen, 4 verplegers 1 psycholoog

16

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Dagelijks van 13u15 tot 14u15
Toegang openbaar vervoer	Station Turnhout en bus nr. 432 richting Brecht, halte Merksplas-Kolonie
Partnerziekenhuis	AZ Sint Jan
Bezoeker Move	Pieter-Paul Lembrechts (JRS Belgium) pieter-paul@jrsbelgium.org
Andere ngo	Nansen
Aantal bezoeken advocaten	75
Aantal bezoeken familie & vrienden	241
Bezoek politiek vertegenwoordiger	0 in 2021

Statistieken



262

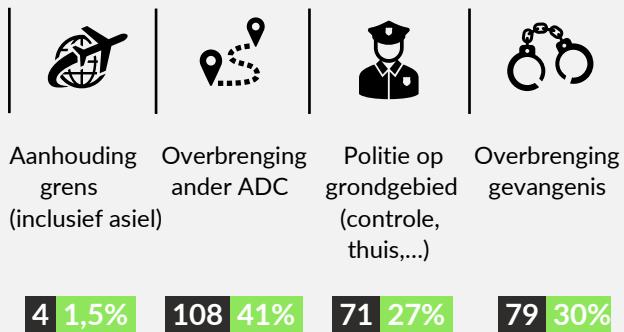
Personen werden in het centrum van Brugge opgesloten in 2021. Move heeft er 42 opgevolgd.

98% waren mannen
2% waren vrouwen (de afdeling voor vrouwen heropende maar in oktober)

Voornaamste nationaliteiten

11,8%	31	Albanië
11,5%	30	Algerije
6,9%	18	Marokko
5,7%	15	Tunesië
5,3%	14	Vietnam
4,6%	12	Servië
4,6%	12	Afghanistan
4,2%	11	Eritrea
4,2%	11	Irak
3,1%	8	Roemenië

Omstandigheden aanhouding



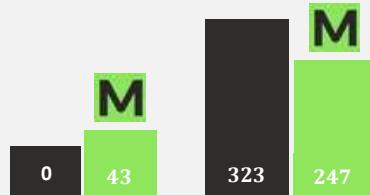
Gemiddelde duur van de detentie

	Totaal (in dagen)		27,7
	Personen opgevolgd door Move		86

Noot: Het cijfer van het centrum houdt geen rekening met het feit dat een persoon al opgesloten was wanneer hij wordt overgebracht naar het centrum (betrifft 108 personen – 41%) of dat de detentie zal verdergaan na overbrenging naar een ander centrum (40 personen – 14%). Het wordt ook berekend door het aantal detentiedagen te delen door het aantal gedetineerden in 2021. Het cijfer zou dus geen rekening houden met wie al in 2020 was gedetineerd en er nog in 2022 verbleef.

Noot²: het cijfer van JRS houdt met dit alles rekening en is daarom gebaseerd op 22 personen (mensen die van of naar een centrum worden overgebracht zijn uitgesloten).

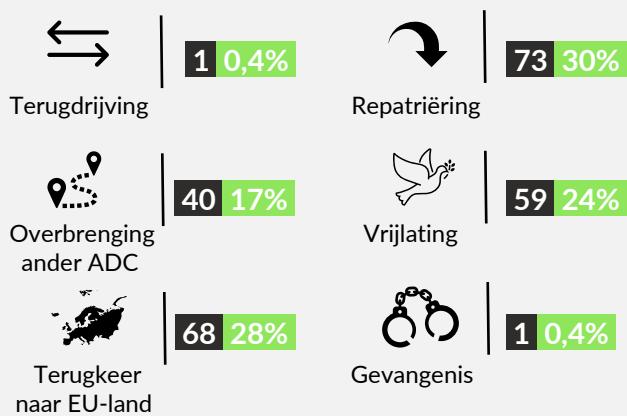
Minimum- & maximumduur



Noot: één persoon werd bij aankomst na screening vrijgelaten.

Noot²: JRS houdt enkel rekening met wie in 2021 in detentie werd geplaatst en wiens detentie in 2022 was afgelopen maar niet met wie in 2020 werd opgesloten en in 2021 vrijgelaten.

Uitkomst van de detentie (242 personen)



	Vrijlating	14 – 33%
	Terugdrijving, vrijwillige terugkeer en repatriëring	8 – 19%
	Overbrenging ander ADC	15 – 36%
	Terugkeer ander EU-land	5 – 12%

Rode cijfers

-
- Zelfmoordpoging: 0
-
- Hongerstaking: 4
-
- Aantal klachten: 16
-
- Disciplinaire afzondering: 39
-
- Medische afzondering: 218
-
- Afzondering voor veiligheid: 38

Opmerkelijke feiten in 2021



Het centrum van Brugge bevindt zich in de gebouwen van de voormalige vrouwengevangenis van Sint-Andries. Het gebouw is duidelijk verouderd en moet op middellange termijn worden vervangen. In Brugge worden grotendeels personen zonder papieren opgesloten, die op het grondgebied werden aangehouden.

Vragen omtrent het groepsleven

Brugge verschilt van de andere centra door zijn groepsleven. Gedetineerden worden in groepen opgedeeld en slapen, eten, douchen en nemen deel aan activiteiten op vaste tijden. De rest van de tijd moet samen worden doorbracht in de collectieve zalen. Die levenswijze werd door de pandemie op proef gesteld. Zelf nadat de capaciteit van het centrum werd gehalveerd en gedetineerden na aankomst in quarantaine werden geplaatst, was contact met de buitenwereld onvermijdelijk (personeel, bezoeken, leveranciers,...) en was er een verhoogd risico op verspreiding van het virus wegens het groepsleven. Door gebrek aan personeel werden de twee groepen van mannen bovendien overdag samengevoegd in één vleugel.

Toen de besmettingen in december weer in het hele land opliepen, ontstond er in het centrum van Brugge een uitbraak. Alle gedetineerden werden toen getest. Het aantal besmettingen werd niet publiek gemaakt. De gedetineerden met wie we per telefoon (onze bezoeken werden unilateraal geschorst) contact konden opnemen in die periode, spraken van een tiental positieve gevallen, wat ook in het activiteitenverslag van de DVZ staat vermeld. De situatie zal voor veel mensen ongewoon en zenuwslopend zijn geweest.

In verband met COVID moet nog worden vermeld dat het centrum van Brugge in 2021 geen computers met toegang tot het internet had. Daardoor waren er nog minder contacten met de

buitenwereld, wat het gevoel van afzondering heeft vergroot.

Toename van mensen uit de gevangenis

Mensen die direct uit de gevangenis kwamen vormden 30% van de bevolking van Brugge in 2021 (zie statistieken). In Merksplas (zie hieronder) was dit 28%. In totaal zijn 309 personen van de gevangenissen naar de administratieve detentiecentra overgebracht in 2021. In 2019, vóór COVID en toen er drie keer meer mensen waren gedetineerd in de detentiecentra, kwamen er slechts 292 uit de gevangenis.

Die cijfers tonen aan hoe administratieve detentie wordt omgebogen en meer en meer een verlenging vormt van de gevangenisstraf, om mensen te neutraliseren die als gevaarlijk worden beschouwd door de overheid. Die mensen hebben nochtans hun straf, die een rehabiliterend karakter zou moeten hebben, uitgezeten.

Die transfers werden in 2002 ingevoerd om de gevangenissen te onlasten. Door de betrokkenen wordt dit vaak ervaren als een dubbele straf en een stigmatisatie. Het bevordert dan ook het amalgaam dat al te dikwijs gemaakt wordt tussen administratieve en strafrechtelijke detentie.

Vier maanden voor hun voorlopige vrijlating en zes maanden voor het einde van de straf, heeft de DVZ de mogelijkheid om de uitzetting van mensen direct vanuit de gevangenis te organiseren. In de gevangenissen worden daarvoor speciale terugkeerbegeleiders ingezet. Als de terugkeer niet succesvol is verlopen binnen die termijn en als er geen nieuwe elementen zijn opgedoken, lijkt het twijfelachtig dat dit wel zal gebeuren wanneer de mensen zijn overgebracht naar een administratieve detentiecentrum.

In 2021 heeft de staatssecretaris voor asiel en migratie permanenties ingesteld in verscheidene gevangenissen. Hopelijk zal dit initiatief de doorstroming vanuit de gevangenissen en de

detentiecentra verminderen. Administratieve detentie moet een uitzondering blijven en moet echt dienen om mensen van het grondgebied te verwijderen, niet om mensen die hun straf hebben uitgezeten verder van hun vrijheid te beroven.

Heropening van de vleugel voor vrouwen

In oktober 2021 werd de afdeling voor vrouwen na bijna 18 maanden heropend. Er werden zes vrouwen in opgesloten.

Het vervallen uitzicht van het gebouw waar de vrouwen vastzitten was opmerkelijk en zette de veroudering van het centrum bijzonder in de verf. In de eerste dagen klaagden de vrouwelijke gedetineerden over het gebrek aan of problemen met warm water. Hun deel van het gebouw is ook bijzonder somber en vochtig.

Lagere bezettingsgraad

De sluiting van de vrouwendeling tot in oktober, de algemene verouderde staat van de gebouwen en infrastructuur en allicht ook het gebrek aan toegang tot het internet en het potentieel problematisch groepsregime in coronatijden (en de bezoekbeperking) zijn allemaal elementen die leidden tot een onderbenutting van het centrum van Brugge in 2021. De bezettingsgraad bedroeg 51,5%. Dat cijfer steekt schril af tegen de bezettingsgraad van 2019 die nog 80% bedroeg, alsook met de bezetting in 2021 van Merkplas (76%) en Caricole (100%, weliswaar onder invloed van het constante gebruik van de medische afdeling voor quarantaines).



Caricole

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Rika Goethals
Opening	Mai 2012
Adres	Tervuursesteenweg 302, 1820 Steenokkerzeel
Contact	caricole.visit@ibz.fgov.be
Capaciteit	90 plaatsen, beperkt tot 45 in 2021 door COVID- maatregelen
Cellen	18 kamers van 4 tot 6 bedden
Sanitair	Douche en WC in kamer
Collectieve ruimte	3 voor iedereen toegankelijke en verschillend uitgeruste zalen (biljardtafel, televisie, tafelvoetbal...) 1 internetlokaal dat toegankelijk is. Toen de bezoeken werden beperkt, kregen de gedetineerden 3 extra beurten van 2 uur om hun dierbaren te bellen 1 fitnesszaal, 1 u/dag toegankelijk 1 bibliotheek, toegankelijk op aanvraag 1 creatieve ruimte waar workshops worden georganiseerd
Binnenplaats	Verdeeld in een collectieve plaats voor iedereen en sportterreinen voor specifieke activiteiten

Verblijf bewoners service	5 sociaal assistenten, 2 terugkeerfunctionarissen
	4 verplegers
	+ 1 deeltijds
	4 artsen
	+ 1 in opleiding
	1 psycholoog

20

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Elke dag van 13u30 tot 15u30
Toegang openbaar vervoer	Station Nossegem (lijn Brussel-Leuven)
Partnerziekenhuis	AZ Jan Portaels
Bezoeker Move	Ruben Bruynooghe (JRS Belgium- (ruben@jrsbelgium.org) en 3 vrijwilligers
Andere ngo	Nansen
Aantal bezoeken advocaten	291
Aantal bezoeken familie & vrienden	165
Bezoek politieke vertegenwoordiger	0 in 2021

Statistieken



981

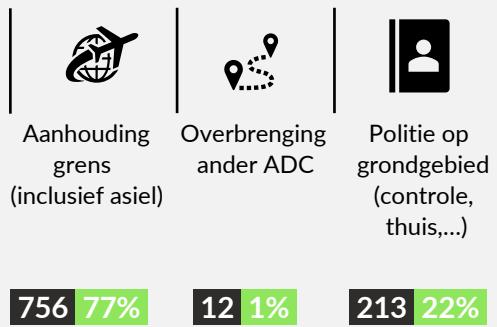
Personen werden in 2021 in het Transitcentrum van Caricole opgesloten. Move heeft er 72 opgevolgd.

81% waren mannen
19% waren vrouwen, 4 waren zwanger
3 personen verklaarden minderjarig te zijn maar werden als volwassen beschouwd door de dienst voogdij

Voornaamste nationaliteiten

31,8%	225	Albanië
7,1%	50	Marokko
6,1%	43	Turkije
5,5%	39	Brazilië
5,4%	38	DRC
5,1%	36	Roemenië
4,5%	32	Palestina
4,4%	31	Verenigde Staten
3,8%	27	Moldavië
4,4%	26	Oekraïne

Omstandigheden aanhouding

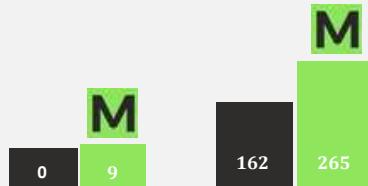


Gemiddelde duur van de detentie

⌚ Totaal (in dagen)	→	12,7
👑 Verzoekers bescherming	→	31,5
👤 Mensen zonder wettig verblijf	→	16,2
✈️ 'Niet-toegelatenen'	→	6,7
M Personen gevolgd door Move	→	70,9

Noot: de door het centrum berekende gemiddelde duur is laag omdat het de personen die er enkel hun quarantaine uitzaten, meerekent. Personen die aan de grens worden aangehouden en snel weer vertrekken zijn hier ook in verrekend. Ten derde wordt het gemiddelde berekend door het aantal dagen van detentie te delen door het aantal gedetineerden in 2021. Het cijfer zou dus geen rekening houden met wie al in 2020 was gedetineerd en er nog in 2022 verbleef.

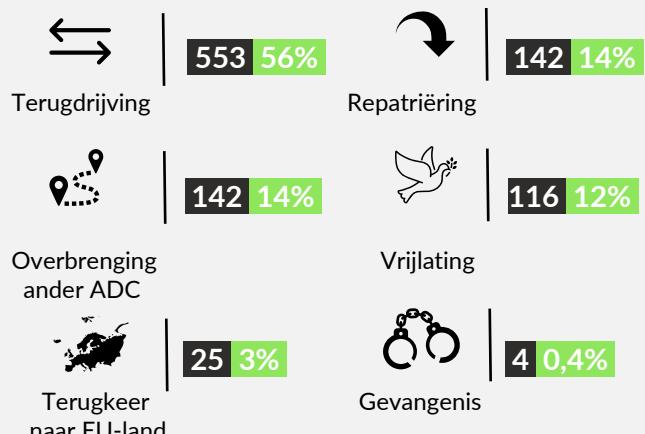
Minimum- & maximumduur



Noot: sommige personen die aan de grens zijn aangehouden en niet voldoen aan de criteria om het grondgebied te betreden, verblijven minder dan 24u in het centrum, waar ze wachten op de volgende vlucht.

Noot²: ter herinnering, Move houdt rekening met wie verder gedetineerd bleef in 2022.

Uitkomst van de detentie (982 personen)



M	Vrijlating	34 - 47%
	Terugdrijving & repatriëring	20 - 28%
	Overbrenging ander ADC	16 - 22%
	Terugkeer naar EU-land	2 - 3%

Rode cijfers

- 🧠 Zelfmoordpoging: 1
- 🍴 Hongerstaking: 11
- 📄 Aantal klachten: 2
- 🏛️ Disciplinaire afzondering: 3
- 🏥 Medische afzondering : 970

Opmerkelijke feiten in 2021



De naam van het transitcentrum Caricole verwijst naar de cirkelvormige architectuur van het gebouw. Het is operationeel sinds 2012 en werd gebouwd om twee andere centra te vervangen, die moesten worden gesloten. Door de ligging vlakbij Brussels Airport bestaat de grote meerderheid gedetineerden uit ‘inadmissibles’ oftewel ‘niet-toegelatenen’ tot het grondgebied (77% in 2021). Die personen worden aangehouden aan de grens (lees luchthaven) omdat ze niet voldoen aan de voorwaarden om het Belgisch grondgebied te betreden. Ze worden dan opgesloten in Caricole in afwachting dat ze worden teruggedreven naar het land van waar ze reisden. Dat kan zeer snel gaan: een volgende vlucht kan in sommige gevallen gewoon worden geboekt. JRS ontmoet dus maar zelden verstrooide toeristen. Onze bezoekers zien eerder mensen die asiel aanvragen aan de grens of eens ze in Caricole zijn opgesloten.

Echt transitcentrum: quarantaines en teruggedreven mensen

In 2021 heeft het transitcentrum zijn naam nadrukkelijk eer gedaan. Omdat de medische afdeling bestaat uit 24 bedden, werden vreemdelingen – waaronder personen die op het grondgebied werden aangehouden – er in quarantaine geplaatst vooraleer ze naar een ander centrum werden overgebracht. Dit verklaart, samen met het aantal teruggedreven mensen, waarom de gemiddelde detentieduur in 2021 redelijk kort was in Caricole. Die “rotatie” heeft het bovendien moeilijker gemaakt om mensen op te volgen, zowel voor het personeel als voor JRS.

De gezondheidscrisis heeft ook invloed gehad op het aantal mensen dat werd teruggedreven, het aantal niet-toegelatenen. Er werd immers een nieuw criterium ingevoerd om op het grondgebied te worden toegelaten: de reis naar

België moest, althans gedurende een deel van 2021, “essentieel” zijn. 20 Britse onderdanen werden zo teruggedreven (4de meeste teruggedreven nationaliteit). Dit is hoogst waarschijnlijk het gevolg van een tekortkoming aan die regel dan het effect van de Brexit. Dat bevestigen toch degenen die wij hebben ontmoet. Merkwaardig genoeg werden er ook veel Amerikaanse burgers teruggedreven (2de meest teruggedreven nationaliteit). Dat heeft te maken met het feit dat sommige personeelsleden van de Amerikaanse ambassade nog niet in orde waren met hun werkvergunning toen ze in België aankwamen.

Onder de meer problematische gevallen van mensen die werden teruggedreven hebben de detenties van Junior Wasso en Ouia Ziti het nieuws gehaald. Beiden waren in het bezit van een visum waarvan de geldigheid werd betwist door de luchthavenpolitie en vervolgens door de DVZ. Hun gevallen zijn veelzeggend over de vrijheid die de politie aan de grens heeft, een vrijheid die kan leiden tot willekeur.

Impact van corona

De gezondheidscrisis heeft heel wat onzekerheid veroorzaakt en het luchtverkeer verscheidene keren stilgelegd. Een direct gevolg daarvan is dat veel in het buitenland vertoevende mensen met een Belgische verblijfsvergunning, deze laatste niet op tijd hebben kunnen verlengen. Wanneer ze terugkwamen in België, werden ze op de luchthaven aangehouden en in Caricole opgesloten. Velen konden vrij gemakkelijk worden bevrijd met de hulp van een advocaat en vernieuwden dan vervolgens hun verblijfsvergunning. Anderen, die zich ergerden aan die toestand of die het moeilijk hadden met hun detentie, besloten vrijwillig terug te keren van waar ze kwamen en werden dus in feite teruggedreven.

Om het door de beperking van het bezoekersrecht verergerde gevoel van eenzaamheid tegen te gaan, heeft het centrum besloten om wekelijks €5 belkrediet uit te delen aan de gedetineerden en heeft meer gebruik van smartphones en computers toegelaten.

Tenslotte heeft het openlaten van vensters en deuren om het centrum te verluchten, veel geluidsoverlast veroorzaakt door de nabijheid van de luchthaven.

Illegaal gebruik van videoverhoren door het CGVS

Op 18 november 2020 kondigde het CGVS – de instantie die internationale bescherming verleent – aan dat er persoonlijke verhoren per video zouden gebeuren, ook in de detentiecentra. Op 7 december 2020 vernietigde de Raad van State die beslissing omdat het CGVS niet bevoegd was om de regels inzake verhoren te veranderen. Daar is een koninklijk besluit voor nodig. Het CGVS trok zich echter niets aan van dit arrest en bleef videoverhoren organiseren, vooral in Caricole, het centrum met het grootste aantal asielzoekers.

Videoverhoren zijn weliswaar zuiniger en minder risicotvol in coronatijden, maar worden tevens fel bekritiseerd. Onder de vele tegenargumenten vindt men o.a. het onpersoonlijk karakter van zulke verhoren, de emotionele afstandelijkheid van de interviewer, de moeilijkheid om een vertrouwensband te scheppen, de verschillen inzake beeld en geluidskwaliteit die tot gebrekkige communicatie en verstaanbaarheid leiden, ongeschikte lokalen, het erg bemoeilijken van het werk van de tolk, de onmogelijkheid om documenten te onderzoeken, en de totale ongeschiktheid van die verhoren voor kwetsbare personen (slachtoffers van marteling enz.). Dat videoverhoren een mogelijkheid kunnen zijn, is zonder twijfel positief. Dat ze zouden worden opgelegd is volgens ons niet normaal.

Bij de personen die we volgden, was er in ieder geval enige verwarring merkbaar. Zelfs al kon een videoverhoor worden afgewezen op verzoek van een advocaat, hebben velen dit niet gedaan omdat ze vreesden dat de datum van hun verhoor zou worden uitgesteld en hun detentie verlengd.

Detentie van niet-begeleide minderjarigen

Het opsluiten van niet-begeleide minderjarigen is wettelijk verboden. Wanneer iemand aan de grens, vaak de luchthaven, niet voldoet aan de voorwaarden om het grondgebied te betreden en verklaart minderjarig te zijn, kan de (luchthaven)politie die minderjarigheid echter betwisten. In dat geval zal de betrokkenen naar Caricole worden gebracht, waar diens leeftijd zal worden bepaald. De wet zegt dat dit moet gebeuren binnen drie werkdagen. In buitengewone omstandigheden kan dit termijn worden verlengd met drie werkdagen.

In de praktijk merken we dat de termijn vaak niet wordt nageleefd. Zo hebben we iemand ontmoet (die uiteindelijk als meerderjarig werd beschouwd), die 25 dagen in Caricole heeft moeten wachten vooraleer het resultaat van zijn leeftijdstest aankwam, alsook twee anderen die 15 dagen hebben moeten wachten. Acht personen die in Caricole werden opgesloten verklaarden zich in 2021 minderjarig. Vijf van hen zijn na een botscan effectief als minderjarig beschouwd.

Gemiddeld hebben niet-begeleide minderjarigen in 2021 13 dagen in Caricole verbleven, wat aantoont dat het wettelijk termijn systematisch werd overschreden. De Voogdijdienst, die verantwoordelijk is voor het organiseren van de testen, verklaarde dat dit te wijten was aan de quarantaineperiode. De directie van het centrum liet ons echter weten dat de botscan kan plaatsvinden na het krijgen van de uitslag van de COVID-test die bij de aankomst wordt uitgevoerd en die maximum 48u vergt.

Rustige sfeer

Over het algemeen is de sfeer in Caricole veeleer kalm gebleven in 2021. Behalve de medische afdeling, die vaak vol was met mensen in quarantaine, bleef het centrum zelf eerder leeg gedurende het jaar. Pas in september zijn de 45 plaatsen zijn begonnen vollopen. De (COVID)capaciteit van het centrum werd enkel in december kort overschreden.

Qua incidenten heeft er één protest plaatsgevonden. In december protesteerden de gedetineerden tegen de kwaliteit van het eten en tegen het verminderen van het

smartphonegebruik. Het centrum heeft hierna een ruimere keuze aan gerechten aangeboden, maar vond het niet opportuun om de regels i.v.m. het gebruik van smartphones te veranderen.



Holsbeek

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Carla De Becker
Opening	Mei 2019
Adres	De Vunt 19, Holsbeek
Contact	cih-directie@MiBz.FGov.be
Capaciteit	28 plaatsen, maar gehalveerd tot in oktober 2021 omwille van COVID
Cellen	31 cellen van 2
Sanitair	8 douches, 11 toiletten
Collectieve ruimte	Cafetaria en salon met TV ; Bibliotheek ; toegang internet (30min/dag)
Binnenplaats	Kleine cour
Verblijf bewoners service	2 terugkeerfunctionarissen
Medisch personeel	1 arts 2 verplegers 1 psycholoog 2 d./week

Het centrum en de buitenwereld

Bezoek	Maximum 2 volwassenen per dag. Van 14u tot 15u
Toegang openbaar vervoer	15 min bus vanuit station Leuven
Partnerziekenhuis	UZ Leuven, met Campus Gasthuisberg, Campus Sint-Rafael Kapucijnenvoer en Campus Pellenberg.
Bezoeker Move	Jasmijn Helsen (Caritas international)
Andere ngo	Nansen (3x), Gams (1x), Pag-Asa (1x)
Aantal bezoeken advocaten	Niet beschikbaar
Aantal bezoeken familie & vrienden	263

Statistieken



248

Personen werden in 2021 opgesloten in het centrum van Holsbeek

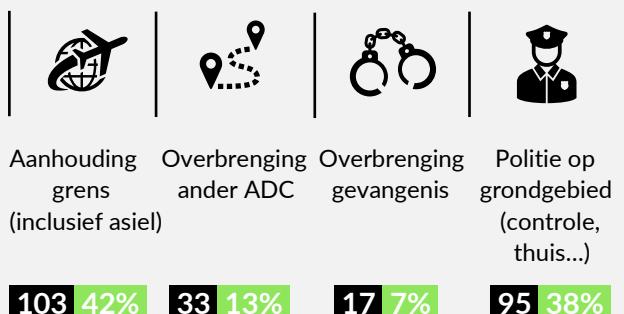
100% waren vrouwen (geen afdeling voor mannen)

1 vrouw verklaarde minderjarig te zijn maar werd door de dienst voogdij als volwassen beschouwd

Voornaamste nationaliteiten

8,1%	20	Albanië
8,1%	20	Brazilië
6,5%	16	DRC
6,0%	15	Moldavië
4,8%	12	Marokko
4,8%	12	Oekraïne
4,4%	11	Eritrea
4,4%	11	Turkije
3,2%	8	Kameroen
3,2%	8	Nigeria

Omstandigheden aanhouding

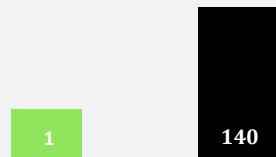


Gemiddelde duur van de detentie

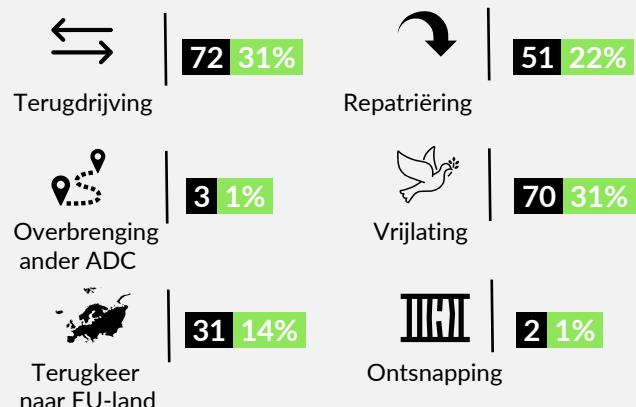
☒ Totaal (in dagen)	➡	26
☒ Personen vrijgesteld	➡	43,5
☒ Personen teruggekeerd	➡	19

Noot: het cijfer neemt niet in acht dat een persoon reeds werd opgesloten voor ze aankwamen in het (201 personen - 40%) of dat detentie verder zal duren in een ander ADC (3 personen - 1,3%).

Minimum- & maximumduur



Uitkomst van de detentie (229 personen)



Voornaamste redenen voor vrijlating

Lopende asielprocedure	15
Erkenning bescherming door CGVS	13
Administratieve reden	10
Medische reden	7
Vrijlating door RvV	6
Nieuwe elementen in het dossier	5
Einde termijn	3
Vrijlating door raadkamer	3

Rode cijfers

- ☒ Zelfmoordpoging: 1
- ☒ Hongerstaking: 0
- ☒ Aantal klachten: **onbekend**
- ☒ Disciplinaire afzondering: 0
- ☒ Medische afzondering: 224

Opmerkelijke feiten

in 2021



Het centrum Holsbeek is een voormalig Formule 1-hotel. Het gebouw werd in 2012 door de staat gekocht. Het werd eerst gebruikt als een "open" terugkeercentrum voordat het Rode Kruis het gebruikte als opvangcentrum voor niet-begeleide minderjarigen. De overheid besloot het in 2017 om te bouwen tot een ADC voor vrouwen. Het centrum is operationeel sinds 2019.

Profiel van de gedetineerden

De gedetineerden in Holsbeek zijn geen homogene groep. De grootste groep bestaat uit vrouwen die internationale bescherming zoeken, waaronder de 'Dubliners'. Zij kunnen aan de grens zijn gearresteerd of op het grondgebied zijn onderschept. Hun aantal schommelt, maar is over het algemeen ongeveer de helft van de gedetineerden. Er waren ook verschillende overbrengingen rechtstreeks vanuit Belgische gevangenissen. Deze groep had vaak een verblijfsvergunning voor een andere EU-lidstaat, die ze vanwege hun gevangenschap niet konden verlengen.

Zwangerschap is geen obstakel voor administratieve detentie

Holsbeek was in 2021 de plaats van detentie voor twee zwangere vrouwen. De ene was in het beginstadium van haar zwangerschap en haar misselijkheid maakte het leven in het centrum erg moeilijk. De andere was 6 maanden zwanger toen ze werd gearresteerd. De eerste ontsnapte tijdens een bezoek aan het ziekenhuis, terwijl de andere uiteindelijk werd vrijgelaten.

Gedetineerde echtgenotes, partners en moeders

Er zijn een aantal verhalen bij ons bekend van echtgenotes, partners en moeders voor wie detentie zorgde voor een lange of minder lange scheiding. We denken met name aan het kenmerkende geval van een Palestijnse vrouw die in België aankwam met haar man en twee

minderjarige kinderen. Deze laatsten dienden een verzoek tot internationale bescherming in en werden opgevangen binnen het netwerk van Fedasil. De vrouw daarentegen werd aan de grens aangehouden toen ze haar VIB indiende en werd in bewaring gesteld in Holsbeek. Het gezin werd 3 maanden van elkaar gescheiden.

Het notoire gebrek aan beroeps mogelijkheden tegen isolatiemaatregelen

Als we de cijfers voor Holsbeek voor 2021 bekijken, valt op dat de toepassing van de afzondering (als ordemaatregel of voor een aangepast regime) totaal onbestaande is. Dit is het resultaat van een aantal factoren: de hierboven vermelde bijzondere infrastructuur en krappe ruimtes die het moeilijk maken om een afzonderingsmaatregel toe te passen, het kleine aantal gedetineerden en ook de afwezigheid van geweld in dit volledig vrouwelijke centrum. Deze statistische asymmetrie in vergelijking met de volledig mannelijke centra (Merksplas, Brugge en Vottem) doet denken aan het werk van Coline CARDI, een sociologe die gespecialiseerd is in de gevangeniswereld, over het uiterst marginale geweld van vrouwen in vergelijking met dat van mannen in de penitentiaire sfeer. CARDI legt uit dat vrouwen niet inherent minder gewelddadig zijn, maar dat ze het product zijn van een geschiedenis van differentiële socialisatie en dat ze evolueren binnen een maatschappij die hun capaciteit om gewelddadig te zijn niet erkent, waardoor het met andere woorden ondenkbaar wordt.



Merksplas

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Eric Kivit
Opening	Januari 1994
Adres	Steenweg op Wortel 1A, 2330 Merksplas
Contact	cim.info@ibz.fgov.be 014/63.91.10
Capaciteit	142 plaatsen, beperkt tot 71 + 20 in de medische afdeling in 2021 door COVID-maatregelen
Cellen	Cellen van 2 tot 5 bedden uitgerust met televisies en tafels
Sanitair	Toilet en wasbak op kamer, collectieve douchezaal en in de kamers in één van de vier blokken
Collectieve ruimte	Blokken verdeeld in vleugels van 2 verdiepingen uitgerust met televisie, biljart, tafeltennis of tafelvoetbal. Fitnesszaal 1x/dag toegankelijk Computers 3x1uur/week toegankelijk Bibliotheek toegankelijk op aanvraag
Binnenplaats	Twee plaatsen uitgerust met sportterreinen, fitnessstoestellen, moestuin

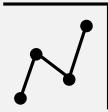
	3x/dag toegankelijk in de zomer, 2x/dag in de winter
Verblijf bewonersservice	1 sociaal assistent per vleugel
Medisch personeel	3 artsen, 1 psycholoog, 6 verplegers

28

Het centrum & de buitenwereld

Bezoek	Van 13u15 tot 14u15
Toegang openbaar vervoer	Station Turnhout, bus 432 halte Merksplas-Kolonie
Partnerziekenhuis	AZ Turnhout en PC Multiversum
Bezoekers Move	Guy Verstraeten, Eddy Denckers (JRS Belgium) en Chris Van Aken (VVV)
Aantal bezoeken advocaten	Onbekend
Aantal bezoeken familie & vrienden	601
Bezoek politieke vertegenwoordiger	1 (Greet Daems)

Statistieken

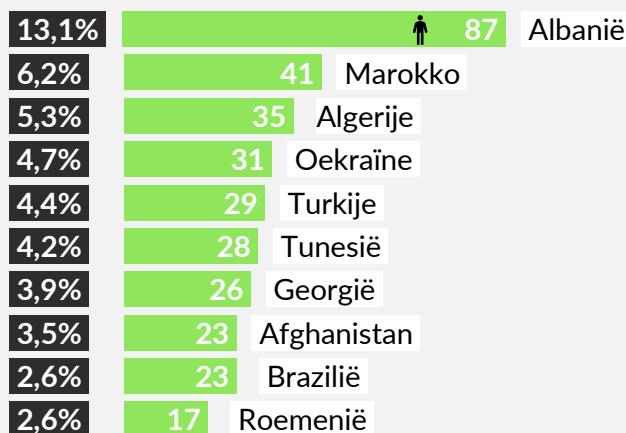


664

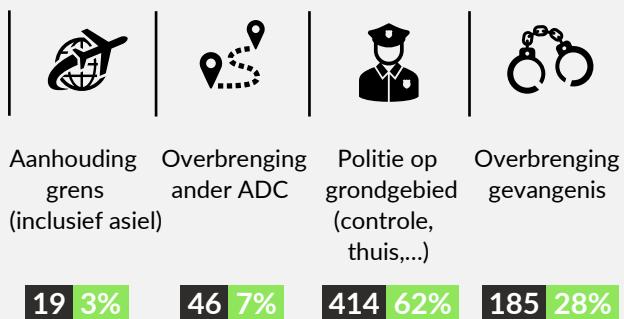
Personen werden in het centrum van Merksplas opgesloten in 2021.
Move heeft er 67 opgevolgd.

100% waren mannen (geen vleugel voor vrouwen)

Voornaamste nationaliteiten



Omstandigheden aanhouding



Gemiddelde duur van de detentie

Totaal (in dagen)	32,6
Vrijgestelde personen	87,6
Verwijderde personen	19,2
Bezoeken Move	124

Noot: Het cijfer van het centrum houdt geen rekening met het feit dat iemand al opgesloten was vóór de overbrenging naar het centrum (46 personen - 7%) of dat detentie zal voortduren na overbrenging naar een ander centrum (196 personen - 30%). Het wordt ook berekend door het aantal dagen van detentie te delen door het aantal gedetineerden in 2021. Het cijfer zou dus geen rekening houden met wie al in 2020 was gedetineerd en er nog in 2022 verbleef.

Noot²: het cijfer van JRS houdt met dit alles rekening en is daarom berekend op basis van 57 personen. Lange detenties eindigden bovendien in 2022 (11 overschreden 87,6 dagen).

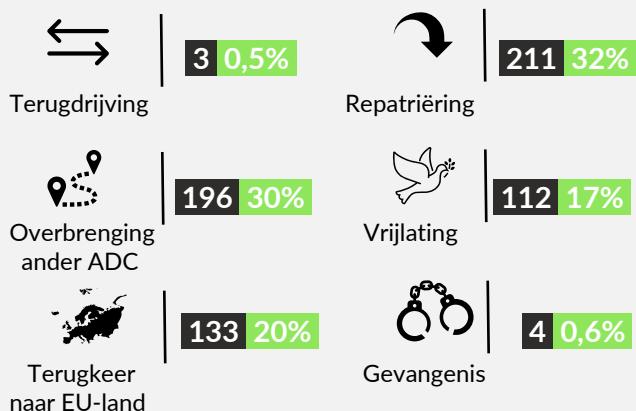
Minimum- & maximumduur



Noot: de langste in het centrum geregistreerde detentie betreft iemand die opgesloten werd in 2019.

Noot²: de langslopende door JRS geregistreerde detentie betreft iemand die nog steeds opgesloten was toen dit verslag in september 2021 werd geschreven.

Uitkomst van de detentie (661 personen)



	Vrijlating	39 - 58%
	Terugdrijving, vrijwillige terugkeer en repatriëring	10 - 15%
	Overbrenging ander ADC	4 - 6%
	Terugkeer naar EU-land	13 - 19%

Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: 5
- Hongerstaking: 20
- Disciplinaire afzondering: 68
- Medische afzondering: 692

Opmerkelijke feiten in 2021



Het centrum van Merksplas werd in 1875 oorspronkelijk gebouwd om er zogenaamde landlopers op te sluiten. Sinds 1994 wordt het gebruikt als detentiecentrum voor migranten. Het centrum ligt dicht bij de Nederlandse grens en is bijzonder moeilijk te bereiken met het openbaar vervoer. Het grootste aantal gedetineerden in Merksplas zijn mensen zonder papieren die op het grondgebied worden aangehouden. Het centrum bestaat uit een indrukwekkende infrastructuur die contrasteert met het zeer gedeeltelijke gebruik ervan in 2021.

Detenties waarbij vragen kunnen worden gesteld

In augustus 2021 grepen de Taliban in Afghanistan de macht. Die grote verandering dwong het CGVS, de instantie die in België internationale bescherming toekent, om haar negatieve beslissingen te bevriezen om de uitzetting van Afghaanse onderdanen te voorkomen. Het CGVS wou hiermee de tijd nemen om de veiligheidssituatie ter plaatse opnieuw te evalueren. Meer problematisch was het feit dat het CGVS ook volgende asielverzoeken besliste te bevriezen van mensen die al afgewezen waren. Die personen verbleven dus zonder papieren op het grondgebied en liepen dus het risico dat ze zouden worden opgesloten.

Vijf Afghanen werden in Merksplas gedetineerd tussen augustus en oktober 2021. Die personen konden nochtans niet worden uitgedreven omdat de veiligheidssituatie ter plaatse nog deels onbekend was en omdat België geen mensen kon terugsturen als die daar een risico liepen op vervolging zonder het internationaal recht te schenden. Aangezien administratieve detentie wettelijk enkel kan worden gebruikt wanneer terugkeer mogelijk is, zou de detentie van die personen onwettig zijn geweest.

Door de COVID-maatregelen hebben we die personen niet kunnen ontmoeten. De directie van het centrum heeft ons uiteindelijk wel laten

weten dat al de Afghanen moesten worden overgebracht naar een ander EU-land en niet naar Afghanistan.

In november 2021 besloot Marokko om zijn grenzen te sluiten om de verspreiding van het Omicron-variant van COVID-19 te beperken. Uitwijzingen naar dat land werden dus onmogelijk en verdere detentie van Marokkaanse onderdanen werd bijgevolg onwettig. Zeven Marokkanen zijn na dat besluit echter opgesloten gebleven in Merksplas. Drie van hen zouden, volgens de reden van hun detentie, moeten worden teruggestuurd naar Marokko; de vier anderen naar een Europees land. Bij ons laatste bezoek, op 29 december 2021, waren er nog steeds zes Marokkanen gedetineerd, waaronder twee die naar Marokko moesten worden uitgewezen.

In de tweede helft van 2021 hebben we in Merksplas een aantal personen ontmoet met grote psychologische en cognitieve problemen. Detentie maakt kwetsbaar en benadrukt kwetsbaarheid. Ondanks de aanwezigheid van psychologen en de mogelijkheid om een aangepast regime te voorzien voor die gedetineerden, pleiten we voor alternatieven voor de detentie voor deze mensen.

Heel lange detenties

De personen die JRS heeft opgevolgd zijn gemiddeld 124 dagen opgesloten gebleven. Veel van die detenties werden in 2022 beëindigd en zijn dus niet opgenomen in het gemiddelde van de DVZ. Het verschil, in de cijfers van de DVZ, tussen de duur van de detentie van personen die werden uitgewezen (19 dagen) en vrijgesteld (87 dagen) is eveneens opvallend. De cijfers lijken erop te wijzen dat een verlengde detentie de kansen op een effectieve terugkeer niet verhogen, wel integendeel. Dat is ook uit de cijfers van JRS af te leiden: 58% van de personen die we hebben opgevolgd, en wier detentie statistisch lang duurde, werden uiteindelijk vrijgesteld.

Een aantal factoren kunnen deze cijfers verklaren. Er is ten eerste de door veel landen ingevoerde verplichting om een negatieve PCR-test voor te kunnen leggen. De weigering van talrijke gedetineerden om de test af te leggen, leidde tot de reset van hun detentieperiode. Het is in de praktijk dan ook onmogelijk sommige mensen terug te sturen (vb. Marokkaanse onderdanen eind 2021). Ten slotte kan ook het potentieel gebrek aan juridische bijstand worden aangekaart. Iemand vrij krijgen vergt een

proactieve houding van een in vreemdelingenrecht gespecialiseerde advocaat. Het samenvoegen van de balies van Turnhout en Antwerpen is een goede stap om tot degelijke bijstand te komen. De gezondheidscrisis heeft de uitvoering van die samenvoeging wel vertraagd.



Vottem

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Didier Stassens
Opening	Maart 1999
Adres	Visé Voiestraat 1, 4041 Vottem
Contact	civ.info@ibz.fgov.be 04/228.89.00
Capaciteit	119, beperkt tot 55 door COVID
Cellen	Vier bedden
Sanitair	Collectieve WC en douche
Collectieve ruimte	4 vleugels uitgerust met tafelvoetbal of pingpongtafels Internet lokaal toegankelijk 2x/dag Fitnessruimte toegankelijk op inschrijving Bibliotheek
Binnenplaats	Twee plaatsen, toegankelijk 1uur/dag

Verblijf bewoners service	7 terugkeerfunctionarissen
Medisch personeel	5 verplegers, 3 artsen, 1 psycholoog en assistenten

32

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Van 14u tot 18u
Toegang openbaar vervoer	Station Luik Cadran en bus 71 tot halte Vottem
Partnerziekenhuis	Onbekend
Bezoeker Move	Amélie Feye (Point d'Appui) a.feye@pointdappui.be
Andere ngo	Myria (1x)
Aantal bezoeken advocaten	30
Aantal bezoeken familie & vrienden	245 (geen intieme bezoeken)
Bezoek politieke vertegenwoordiger	3

Statistieken



341

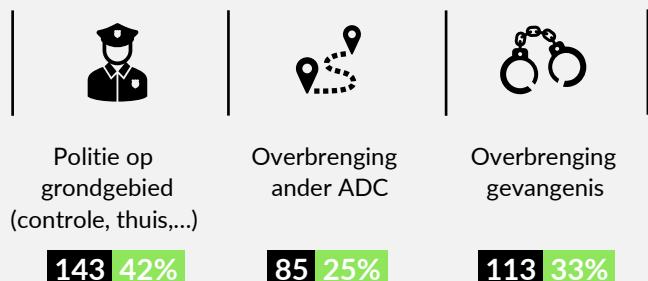
Personen werden in 2021
het centrum van Vottem
opgesloten

100% waren mannen (geen vleugel voor vrouwen)
1 man verklaarde minderjarig te zijn maar werd volwassen verklaard door dienst voogdij

Voornaamste nationaliteiten

13,2%	45	Albanië
11,4%	39	Marokko
11,4%	39	Tunesië
8,5%	29	Algerije
4,4%	15	Afghanistan
3,8%	13	Georgië
3,5%	12	Eritrea
2,9%	10	Guinee
2,9%	10	Roemenië
2,9%	10	Oekraïne

Omstandigheden aanhouding



Noot: 4 van de personen die werden overgebracht vanuit een ander centrum werden aan de grens aangehouden.

Gemiddelde duur van de detentie

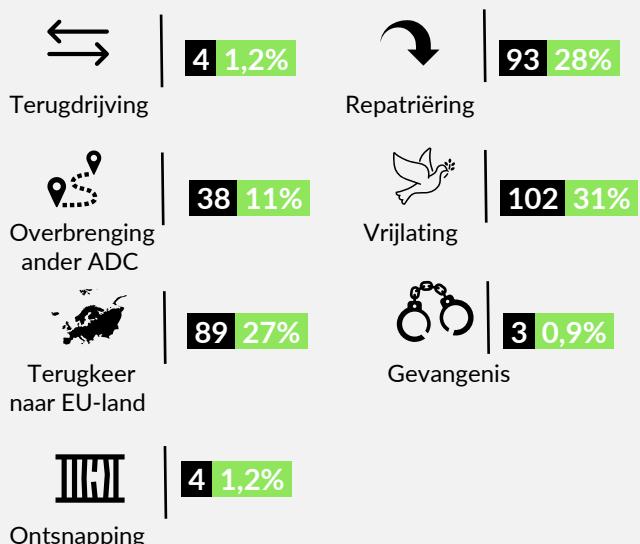
	Totaal (in dagen)		42,4
	Vrijgestelde personen		93,4
	Verwijderde personen		38,5

Noot: Het cijfer van het centrum houdt geen rekening met het feit dat iemand al opgesloten was vóór de overbrenging naar het centrum (85 personen – 25%) of dat detentie zal voortduren na overbrenging naar een ander centrum (38 personen – 11%). Het wordt ook berekend door het aantal dagen van detentie te delen door het aantal gedetineerden in 2021. Het cijfer zou dus geen rekening houden met wie al in 2020 was gedetineerd en er nog in 2022 verbleef.

Minimum- & maximumduur

Niet beschikbaar

Uitkomst van de detentie (333 personen)



Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: 5
- Hongerstaking: 28
- Aantal klachten: 50
- Disciplinaire afzondering: 47
- Afzondering voor veiligheid: 127

Opmerkelijke feiten

in 2021



Het administratief detentiecentrum van Vottem, dichtbij Luik, is in gebruik sinds 1999. Hoewel het over een moderne infrastructuur beschikt, heeft dit ADC toch echt gevangenisachtige kenmerken: elke vleugel is afgesloten met twee rijen tralies, de toegang tot de buitenruimtes die bekend staan als "de wandeling" is beperkt en de enige mogelijkheden om vrij te bewegen zijn tussen de cellen en de gemeenschappelijke ruimte. De plafonds zijn vrij laag, wat het gevoel van opluiting nog versterkt.

De ASV: "Aile Security Vleugel"

Het gevangeniskarakter van het ADC Vottem is verder geaccentueerd door de omvorming van één van de vleugels tot een beveiligde zone. In deze zone worden gedetineerden die door hun gedrag voor of tijdens hun detentie in het detentiecentrum door de Dienst Vreemdelingenzaken ongeschikt worden geacht om onder een groepsregime te leven, onderworpen aan een zogenaamd "kamerregime". Onder dit regime verblijven de gedetineerden 21 uur per dag in hun cel, die alle kenmerken heeft van een gevangeniscel. De cel bevat een bed, een lavabo en toilet, een kast of schap en een televisie. In principe kan elke cel twee gedetineerden vasthouden, maar in de praktijk sluit de directie niet meer dan één persoon op.

De ASV heeft een detentiecapaciteit van 11 personen. In 2021 werden 67 mensen gedetineerd in de ASV, tegenover 51 in 2020, 98 in 2019 en 121 in 2018. De gemiddelde verblijfsduur in de ASV was 31,6 dagen in 2021, tegenover 47,68 dagen in 2020 en 30,37 dagen in 2019. Het werk van geaccrediteerde NGO-bezoekers in dit deel van het centrum is niet altijd gemakkelijk, omdat de veiligheidsmaatregelen verscherpt zijn.

Daarnaast sluiten de ADC's sinds 2002 mensen op die rechtstreeks uit een penitentiaire inrichting

komen aan het einde van hun straf of hun voorlopige hechtenis. Gedetineerden afkomstig uit de gevangenissen maken 33,13% uit van de populatie opgesloten in 2021.

Gescheiden gezinnen

Het ADC van Vottem sluit sinds 2016 enkel mannen op. Dit betekent niet dat deze mannen geen familieleden hebben van wie ze gescheiden zijn en die in het land zijn, met of zonder legale verblijfsvergunning. Sommige van deze familieleden hebben zelfs een verblijfsvergunning.

In 2021 was 1 van de 30 bevraagde gedetineerden gehuwd of had een relatie met een Belgische onderdaan en 1 was gehuwd of had een relatie met een persoon die legaal in België verblijft. Eén is de vader van meerdere kinderen die legaal in België verblijven. Deze situatie is niet nieuw en VZW Point d'Appui stelde voor 2019 het volgende vast: "*Van de 133 ondervraagde gedetineerden zijn er 7 gehuwd of in een relatie met een Belg en 9 zijn gehuwd met iemand met een legale verblijfsvergunning in België. 11 hebben een of meer Belgische kinderen en 5 hebben een of meer kinderen die legaal in België verblijven*" (vrije vertaling). Dezelfde trend werd waargenomen in 2020: "*Van de 47 bevraagde gedetineerden waren er 3 gehuwd of in een relatie met een Belgische onderdaan en 3 waren gehuwd of in een relatie met een persoon die legaal in België verblijft. 4 hebben één of meer Belgische kinderen en 4 hebben één of meer kinderen die legaal in België verblijven*" (vrije vertaling).

Deze mannen leiden een echt en effectief gezinsleven op ons grondgebied, maar toch lopen ze het risico uitgewezen te worden. Dit zijn vrouwen en kinderen die onder dwang gescheiden worden van hun partner en vader, een scheiding die permanent of zeer lang kan zijn als de gedetineerde wordt uitgezet. Volgens de DVZ zijn communicatiemiddelen zoals WhatsApp voldoende om op afstand contact te houden.

Permanente rechtsbijstand

Laten we eens kijken naar de goede praktijk die bestaat bij het ADC Vottem, dat al vele jaren een " permanente juridische eerste- en tweedelijnsbijstand" organiseert. Een tiental advocaten van de balie van Luik heeft er een dienstrooster zodat twee keer per week permanentie wordt gehouden. Deze praktijk is

inspirerend en Move roept op om deze te duplizeren in andere centra. In 2021 waren de permanenties niet fysiek aanwezig, maar er vond regelmatig uitwisseling op afstand plaats tussen de balie van Luik en het ADC van Vottem.

"Op het hoogtepunt van de COVID-crisis vonden familiebezoeken plaats op de gang, aanvankelijk zelfs in aanwezigheid van de bewaker. Na het bezoek moest de gedetineerde het meubilair schoonmaken. Ik vond het bijzonder vernederend toen een bewaker zonder woorden naar een hoek van de tafel wees die de gedetineerde vergeten was schoon te maken terwijl zijn tienerdochter nog aanwezig was..."

Ik vond de activiteit die de opvoeders voorstelden voor Valentijnsdag ook cynisch. De gedetineerden maakten kaarten om naar hun familie te sturen.

Ik herinner me ook de keer dat een vader bezoek kreeg van zijn 7- tot 8-jarige zoon. Tijdens het hele bezoek slaagde de vader erin om vrolijk en speels te blijven, maar zodra zijn zoon hem door de 5 deuren verliet, stortte de vader voor mijn ogen in."

Geaccrediteerd bezoekster aan het ADC Vottem over het onderwerp gezinsleven van de gedetineerden



Centra voor gezinnen

Beschrijving centrum & personeel

36

Alternatieve namen	FITT-woningen, terugkeerwoningen, community based open woonunits
Opening	Oktober 2008
Sites en capaciteit	Bevekom (6 woningen), Sint-Gilles-Waas (7), Tielt (3), Tubeke (6) en Zulte (6)
Totale capaciteit	28 woningen
Woningen	Studio, appartement of huisje met bepaald aantal kamers
Sanitair	Privé douche en toilet in elke woning
Collectieve ruimte	Keuken en binnenplaats of tuin op elke site
Mogelijkheid om site te verlaten	Tussen 9 en 22u, maar één ouder moet steeds op de site aanwezig zijn

Medisch personeel	DVZ werkt samen met lokale dokters
Sociaal assistenten	9 terugkeerambtenaren

Le CDA et le monde extérieur

Bezoeken	Maximum 5 personen (exclusief minderjarigen), registratie nodig
Bezoeker Move	Kristien Vliegen (kristien@jrsbelgium.org) en Stephan Burger (stephan@jrsbelgium.org)
Andere ngo	Geen
Partnerziekenhuis	Geen partnerschappen. Overbrenging indien nodig
Parlementaire bezoeken	0 in 2021

Statistieken



61

Gezinnen werden in de centra voor gezinnen in 2021. Move heeft er 20 opgevolgd.

De gezinnen bestonden uit **121 kinderen**, 58 vrouwen en 27 mannen.

Voornaamste nationaliteiten

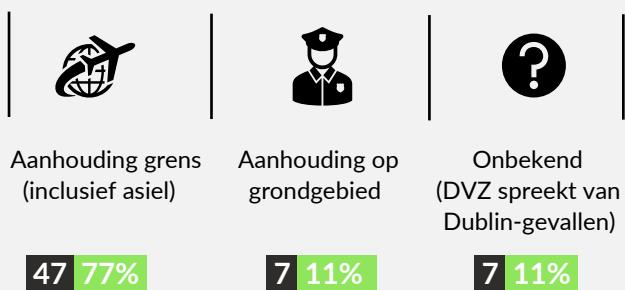
Aanhouding grens



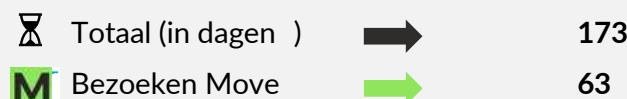
Aanhouding grondgebied + Dublin procedure



Omstandigheden aanhouding

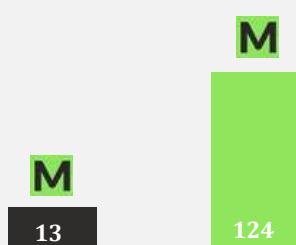


Gemiddelde duur van de detentie



Noot: het cijfer van 173 dagen is de gemiddelde duur van verblijf en niet van detentie (zie "Opmerkelijke feiten").

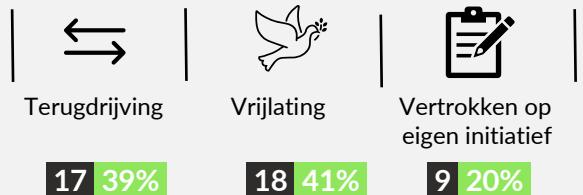
Minimum- en maximumduur



Noot: de cijfers van DVZ zijn niet beschikbaar.

Uitkomst van de detentie (63 gezinnen)

Aanhouding grens (44 gezinnen)

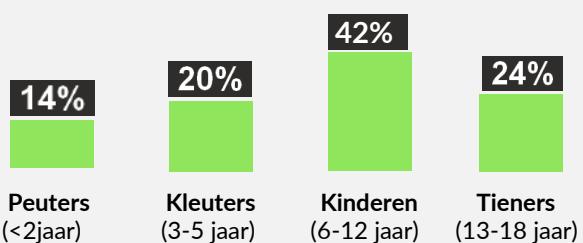


Noot: volgens ons bevinden de gezinnen die onderdoken zich in de categorie "vertrokken op eigen initiatief".

Aanhouding grondgebied + Dublin procedure (19 gezinnen)



Leeftijd van de kinderen



Scholing van de kinderen

	Kleuterklas (van 2,5 tot 5 jaar – geen schoolplicht)	2 op 7
	Lagere school	8 op 16
	Middelbare school	5 op 10
	Totaal (met schoolplicht)	13 op 26

Noot: 3 extra kinderen tussen 12 en 18 gingen niet naar school wegens de schoolvakantie (2 kinderen) en besmetting door coronavirus (1 kind).

Opmerkelijke feiten

in 2021



Van 2001 tot 2008 werden gezinnen met minderjarige kinderen in administratieve detentiecentra opgesloten. Na in oktober 2006 door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens te zijn veroordeeld wegens het opluiten van kinderen in ongeschikte omstandigheden, heeft de Belgische overheid in 2008 de eerste detentiecentra voor gezinnen ingewijd. Het is in die alternatieve vorm dat gezinnen met kinderen maar zonder papieren of gezinnen die sedert 2008 aan de grens werden aangehouden, worden geplaatst.

En 2021 heeft JRS 20 van de 61 gezinnen die gedetineerd waren in de detentiecentra voor gezinnen ontmoet. Ons werk is onderhevig aan een hele reeks beperkingen. Hierdoor zijn analyses niet exhaustief. Maar ook al kunnen we enkel 'steekproefsgewijs' informatie verzamelen, we merken heel wat signalen op over de situatie waarin gezinnen zich bevinden en over de wijze waarop de wet wordt toegepast, die toch extra aandacht verdienen.

De bezoekers doen gesprekken met de gezinnen die worden vastgehouden in de centra voor gezinnen. Families worden gevraagd om een formulier voor akkoord te ondertekenen. Enkel dan kunnen wij hun data voor analyse gebruiken. Dit wordt bijna altijd ondertekend. De informatie waarop onderstaande analyse steunt werd in hoofdzaak verzameld bij de gezinnen. Ze is gebaseerd op de gegevens die te vinden zijn in de individuele gezinsfiches, in de algemene verslagen over het bezoek aan de woning en in het activiteitenverslag van de DVZ. In uitzonderlijke gevallen kregen we extra informatie van de coaches, van de advocaat of van derden.

Verlengde verblijven

Eén statistiek springt in het oog: dat van de gemiddelde duur dat gezinnen in de detentiecentra verbleven. In 2019 was dat gemiddeld 33,8 dagen, in 2020 47,35 dagen en in 2021 173 dagen. De gezinnen die JRS heeft

ontmoet bleven gemiddeld 63 dagen in de woning.

De Dienst Vreemdelingenzaken verklaart deze stijging door naar de pandemie te wijzen. Gedurende de lockdown hadden gezinnen die werden vrijgelaten de keuze om in de woningen te blijven of naar een collectief open Fedasil-centrum te verhuizen en velen hebben voor het eerst gekozen. We konden die gezinnen in 2021 niet ontmoeten, maar we kunnen veronderstellen dat alle normaal van toepassing zijnde beperkingen (beperkt bezoekrecht, vrijheid om de woning te verlaten, mogelijkheid voor de ambtenaren om de woning onverwacht te betreden enz.) werden opgeheven van zodra er geen reden voor detentie meer was.

Bovendien kan men aannemen dat het cijfer van 2021 ook beïnvloed is door de verzadiging op het einde van het jaar van het Fedasil-onthaalnetwerk voor asielzoekers. Gezinnen in de detentiecentra voor gezinnen wiens detentie tot een einde kwam zouden de keuze hebben gehad om in de centra te blijven. De centra werden zo gebruikt om het onthaalnetwerk niet verder onder druk te zetten.

Het feit dat gezinnen na hun detentie in de woningen zijn gebleven, is hoe dan ook problematisch om de duur van hun detentie te berekenen.

Medische problemen

13 (of 65%) van de 20 gezinnen die we hebben ontmoet, zegden ons dat ze medische problemen hadden. Die konden lichamelijk en/of psychologisch zijn.

Wat opviel is dat 1/4de van de moeders met zwaardere gynaecologische problemen te kampen had. Slapeloosheid, verminderde of geen eetlust, stress en angsten waren vaak benoemde psychologische klachten. Hoewel een administratieve detentiecentrum voor gezinnen geen gesloten gevangenis is, vertelde een gezin spontaan dat het wel het gevoel hadden dat het

vastgehouden werden en dat het daardoor angst voor de terugkeer kreeg.

Het is van belang te melden dat al die problemen enkel werden aangekaart tijdens gesprekken met de personen die we ontmoeten. Onze bezoekers hebben geen medische opleiding en zijn niet in staat om het bestaan van bepaalde symptomen wel of niet te bevestigen of daaruit enig medisch besluit te trekken. We werken ook niet structureel samen met artsen die de gezondheidstoestand zouden kunnen beoordelen van de mensen die we ontmoeten.

Veel gezinnen maakten zich daarnaast ook zorgen over het psychologisch welzijn van hun kinderen. Slaapproblemen en/of angsten die in verband staan met wat ze meegemaakt hebben vóór hun detentie of met de situatie in het centrum zelf werden daarbij aangekaart. De manier en het moment waarop de arrestatie heeft plaatsgevonden bleek heel bepalend te zijn voor het verdere psychische welzijn van de kinderen.

Toegang tot onderwijs

We blijven zien dat veel kinderen die in de detentiecentra voor gezinnen verblijven, niet naar school gaan. 50% van de schoolplichtige kinderen van de gezinnen die we hebben ontmoet, gingen niet naar school en dat gold zowel voor het lager als voor het middelbaar onderwijs. De administratieve toestand van een kind of van zijn ouders zou, juridisch gezien, geen invloed mogen hebben op de mogelijkheid om naar school te gaan. In alle gezinnen wilden de kinderen (behalve 1 kindje) heel graag naar school en dat wilden de ouders ook altijd.

In 2021 was er maar één site – Zulte – waar alle kinderen boven de 12 jaar naar school gingen. Op de andere sites was dat niet systematisch het geval. In Zulte gaan alle kinderen naar school: zelfs de zeer jonge gaan naar de kleuterklas. Kinderen worden kort na hun aankomst ingeschreven en kunnen snel naar school gaan wat als zeer positief wordt ervaren door de ouders die we hebben ontmoet.

Kinderen van gezinnen die op het grondgebied worden aangehouden gaan vaak al naar school vóór ze naar een detentiecentrum voor gezinnen worden overgebracht. De verhuizing maakt het dan vaak moeilijk om naar dezelfde school te

blijven gaan (door afstand en traject). De DVZ ziet verschillende redenen die scholing moeilijk maken: scholen staan niet altijd open voor het ontvangen van kinderen uit de detentiecentra omdat dit instabiliteit zou veroorzaken bij zowel de betrokken kinderen van het gezin als bij de andere kinderen in de klas; scholen zijn volzet waardoor het kind niet kan worden ingeschreven en andere scholen liggen te ver weg; er bestaat geen samenwerkingsverband met middelbare scholen in de buurt.

Ondanks de moeilijke, tijdelijke en onzekere situatie waar ze zich in bevinden, vinden ouders het in bijna alle gevallen belangrijk dat hun kinderen naar school kunnen gaan. Het is een moment om te kunnen spelen en bij te leren. Daar hechten de ouders veel belang aan. Wanneer kinderen lang moeten wachten of uiteindelijk niet naar school kunnen gaan tijdens het verblijf in de detentiecentra voor gezinnen zijn ouders, vooral die van asielzoekende gezinnen, heel bezorgd dat dit het verlies van een schooljaar tot gevolg zou hebben. Wanneer kinderen wel naar school gaan, vinden zij dit in alle gevallen heel fijn.



ADMINISTRATIEVE DETENTIECENTRA IN 2022 : CIJFERS EN OBSERVATIES VAN BEZOEKERS

© ANTONIO GOMEZ GARCIA

Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant-e-s

Inhoudstafel

INLEIDING	4
MOVE EN ZIJN WERKING.....	4
METHODOLOGISCHE NOOT	5
ADMINISTRATIEVE DETENTIE IN BELGIË IN 2022: ENKELE CIJFERS	7
OVERZICHT VAN DETENTIE PER CENTRUM	8
EVOLUTIE VAN HET AANTAL TERUGGEKEERDEN EN TERUGDRIJVINGEN	9
EVOLUTIE VAN DE CAPACITEIT VAN DE ADC	10
DE ADMINISTRATIEVE DETENTIECENTRA IN 2022.....	11
127BIS	12
BRUGGE	16
CARICOLE.....	20
HOLSBECK.....	24
MERKSPLAS.....	28
VOTTEM.....	32
CENTRA VOOR GEZINNEN	36

Ieder mens heeft een fundamenteel recht op vrijheid. De Move-coalitie werd in januari 2021 opgericht als een gezamenlijk initiatief van Caritas, Ciré, JRS Belgium en Vluchtelingenwerk Vlaanderen. De leden van Move bundelen hun krachten om een einde te maken aan de detentie van mensen om migratieredenen. Wij geven er de voorkeur aan om te spreken over "administratieve detentiecentra (ADC) voor migranten" in plaats van "gesloten centra", om verwarring te vermijden met de opvangcentra die openstaan voor mensen die internationale bescherming zoeken. Door deze keuze van terminologie wordt de aandacht gevestigd op de realiteit van detentie. Bovendien willen wij ons ook richten op alle andere vormen van detentie om migratieredenen, zoals terugkeerhuizen, die wij "administratieve detentiecentra (ADC) voor gezinnen" noemen.

Inleiding

Administratieve detentie bestaat in België sinds 1988. Buiten het zicht en ver van het publiek, dat er slechts zeer beperkt toegang toe heeft, worden elk jaar duizenden mannen en vrouwen opgesloten. In deze detentiecentra, waarvan de gevangenisachtige dimensie al vaak aan de kaak is gesteld, worden vreemdelingen ondergebracht van wie de meesten geen enkel misdrijf hebben gepleegd. Zonder de documenten die ze nodig hebben om legaal in België te verblijven, worden ze dagen, weken of zelfs maandenlang opgesloten om hun uitwijzing te organiseren of hun verzoek tot internationale bescherming (VIB) te onderzoeken. Het doel van dit verslag is om de situatie van het afgelopen jaar onder de loep te nemen.

Move en zijn werking

De Move-coalitie werd in januari 2021 gevormd als een gezamenlijk initiatief van Caritas International, CIRÉ, Jesuit Refugee Service Belgium en Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Deze

organisaties nemen al meer dan 20 jaar deel aan een platform van Belgische ngo's dat geaccrediteerde bezoekers van detentiecentra voor migranten samenbrengt.

Move bevestigt het recht op vrijheid en wil een einde maken aan de administratieve detentie van migranten.

Move is opgebouwd rond vier onderling verweven pijlers:

- sociaal-juridische begeleiding van personen in detentie en *monitoring* van administratieve detentiecentra via geaccrediteerde bezoekers,
- de ontwikkeling van juridische expertise om de rechten van personen in detentie beter te kunnen verdedigen,
- de verwezenlijking van een politiek pleidooi op basis van observaties uit het veld,
- bewustmaking van het grote publiek zodat het principe zelf van administratieve detentie in vraag wordt gesteld.

Methodologische noot

Dit verslag is voornamelijk gebaseerd op de wekelijkse bezoeken aan de zes Belgische detentiecentra en de detentie-eenheden voor gezinnen door een vijftiental geaccrediteerde bezoekers van Move via de volgende verenigingen: JRS Belgium, Caritas international, Vluchtelingenwerk Vlaanderen en Point d'appui (lid van CIRé).

De bezoeken bestaan voornamelijk uit het ontmoeten van personen in detentie en het bieden van een luisterend oor voor de situatie en de ervaringen van degenen die dat wensen. De gesprekken zijn ook sociaal-juridisch van aard en de bezoekers kunnen optreden als tussenpersoon met het personeel van het centrum, de dokter, de advocaat, familieleden, enz. op voorwaarde dat ze hiertoe uitdrukkelijk zijn geïnstrueerd door de personen in detentie. Op deze manier verzamelen geaccrediteerde bezoekers informatie over de situaties die ze tegenkomen in "bezoekverslagen", die vervolgens binnen Move worden geanalyseerd in overeenstemming met de algemene verordening gegevensbescherming (AVGB).

In 2022 bezochten de 17 geaccrediteerde bezoekers van Move ongeveer elke week alle detentiecentra in België en werden **628 mensen** in detentiecentra voor volwassenen begeleid. Dit komt overeen met **ongeveer 14% van het totale aantal mensen in detentiecentra** voor volwassenen (6 ADC's). Daarnaast werden **37 gezinnen** met kinderen in detentiecentra voor gezinnen ondersteund, wat overeenkomt met **ongeveer 33% van het totale aantal gedetineerde gezinnen**.

Wij zijn ons ervan bewust dat onze observaties en conclusies niet kunnen pretenderen volledig te zijn, aangezien wij niet alle personen in detentie bezoeken en geen toegang hebben tot alle informatie waarover de Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) beschikt.

We doen verslag van wat de honderden personen in detentie die we hebben ontmoet, ons hebben verteld, waarbij we geloof hechten

aan de veelvuldige en overeenstemmende getuigenissen en alleen de terugkerende opmerkingen overhouden.

Tot slot hebben we dit rapport ook opgesteld op basis van de door de DVZ doorgestuurde jaarverslagen van elk detentiecentrum en bepaalde gesprekken met DVZ over specifieke situaties in de ADC in 2022.

Dit formaat bevat geen juridische onderzoek of analyses van specifieke fenomenen, zoals we in het verleden hebben kunnen doen¹ of zoals JRS Belgium heeft gedaan² of nog zoals la Cimade in Frankrijk.³ Deze laatste twee publicaties zijn een essentiële bron van inspiratie geweest voor Move en we willen de bijdragers bedanken. Lezers die op zoek zijn naar meer diepgaande analyses over specifieke onderwerpen worden verwezen naar onze website movecoalition.be.

Uitleg van enkele begrippen gebruikt in de fiche "statistiek" per ADC

5

Op de pagina statistiek markeren we wat we de "rode cijfers" noemen. Deze cijfers komen meestal uit het jaarverslag van de Dienst Vreemdelingenzaken, dus de interpretatie van wat wel en niet onder deze definitie valt, wordt bepaald door de DVZ zelf.

Laten we het voorbeeld van de "hongerstaking" nemen. De definitie van wat een hongerstaking is, en dus hoe deze wordt geteld, verschilt echter van centrum tot centrum:

- **In 127bis:** De gegevens over hongerstakingen omvatten alle mensen die door de medische dienst zijn gecontroleerd in het kader van een hongerstaking, ongeacht de duur van de staking.
- **In Vottem, Holsbeek en Merksplas:** de gegevens hebben alleen betrekking op hongerstakingen die langer dan 48 uur

¹ Groupe Transit, Centres fermés : état des lieux, 2016, [disponible en ligne](#).

² JRS Belgium, Detentiecentra voor migranten : rapport 2021, november 2022, [online beschikbaar](#).

³ La Cimade, Centres et locaux de rétention administrative : rapport 2021, 2022, [online beschikbaar](#). De maquette die werd ontwikkeld door de Marnat studio werd gebruikt als inspiratie om het statistische gedeelte van elke ADC te illustreren.

duren; stakingen van minder dan 48 uur zijn dus niet meegeteld.

- **In Caricole:** iemand wordt geacht in hongerstaking te zijn als hij 3 dagen of 9 achtereenvolgende maaltijden niet in de refter is geweest. Hongerstakingen van kortere duur worden dus niet meegeteld.
- **In Brugge:** de methode voor het tellen van hongerstakers is niet gespecificeerd.

Dezelfde redenering geldt voor "zelfmoordpogingen". Hoe onderscheid je ernstige zelfverminking van een zelfmoordpoging? En maakt elk centrum hetzelfde onderscheid?

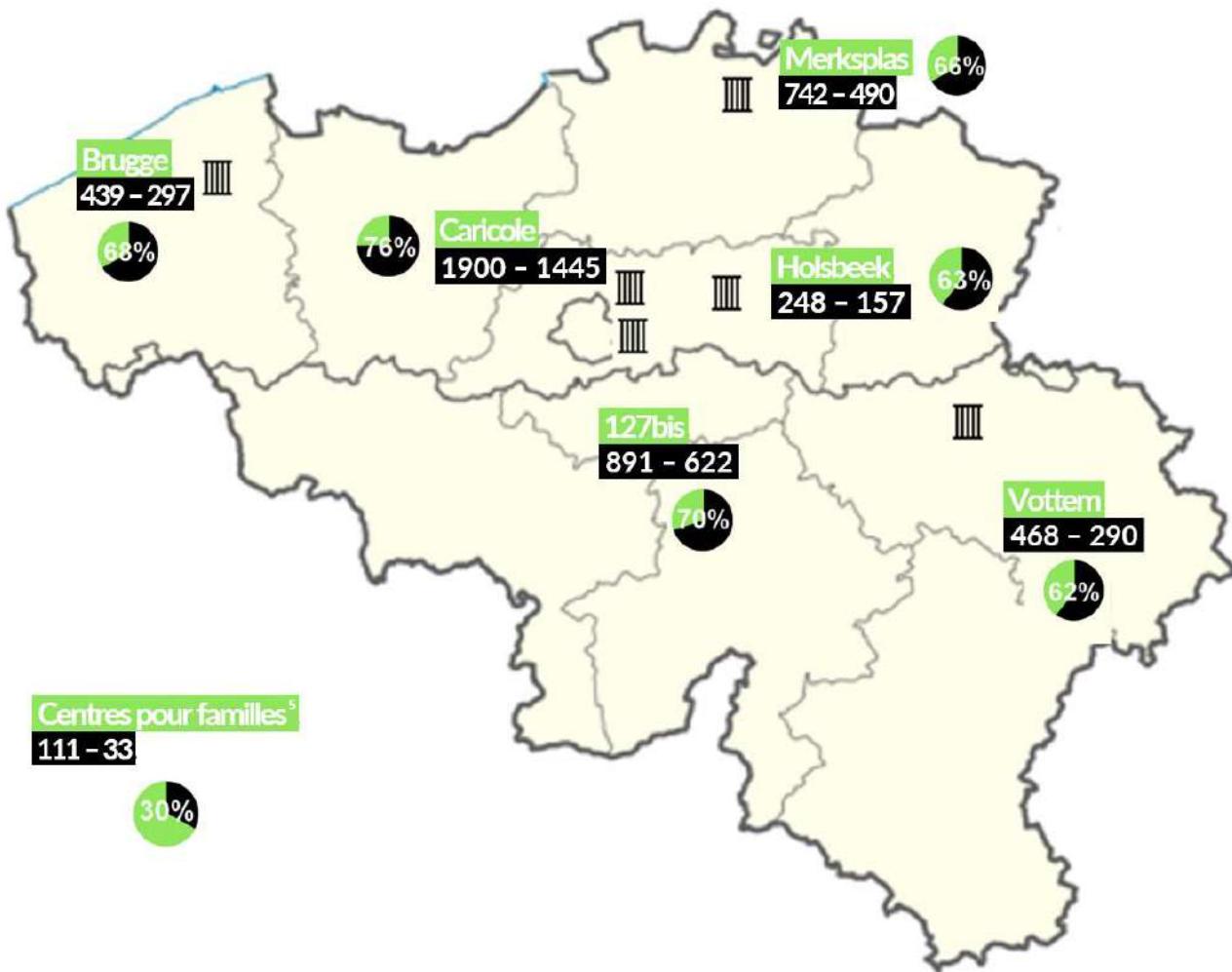
Deze paragraaf herinnert ons eraan dat cijfers met een korrel zout moeten worden genomen. In ieder geval benadrukken deze "rode cijfers" zaken die de nood waarin gedetineerden zich bevinden en de verschrikkelijke impact van detentie aantonen.



Administratieve detentie in België in 2022 : Enkele cijfers

Overzicht van detentie per centrum

Gedetineerde en verwijderde peronen per detentiecentrum⁴



Naam Ligging van het centrum

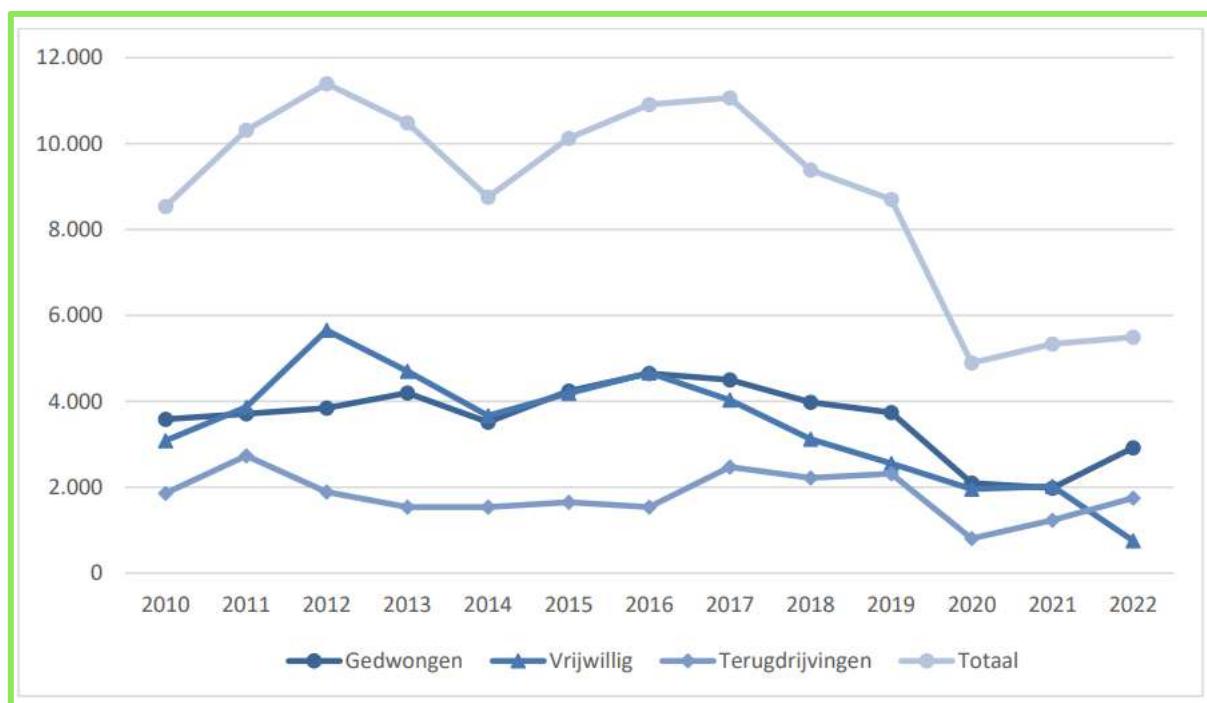
Cijfer Aantal gedetineerden in 2021 en effectief verwijderden. Voor de detentiecentra voor gezinnen gaat het om het aantal gezinnen

Percentage effectief verwijderden

⁴ Bronnen: Jaarverslagen 2022 van de verschillende centra en Activiteitenverslag 2022 van DVZ voor de detentiecentra voor gezinnen. De term "verwijdering" omvat personen die werden gerepatrieerd, teruggedreven en de terugkeren naar een ander Europees land.

⁵ Wegens het gebrek aan verduidelijking van de DVZ en onze cijfers, beschouwen we de gezinnen die in het activiteitenverslag als "vertrokken op eigen initiatief" staan aangeduid als gezinnen die zijn ondergedoken.

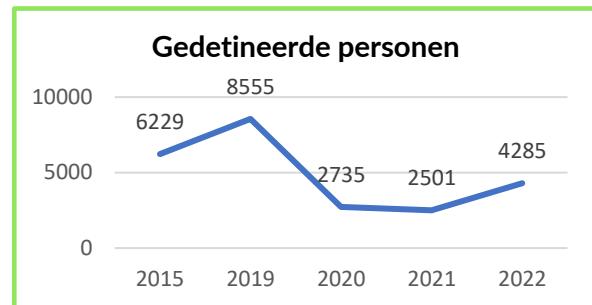
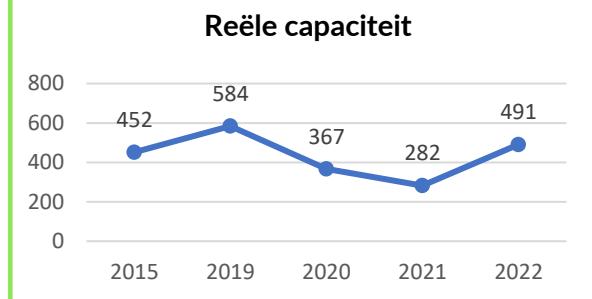
Evolutie van het aantal teruggekeerden en terugdrijvingen⁶



⁶ DVZ, Verwijderingen- Maandelijkse statistieken, 2023, p. 6, [beschikbaar online](#).

Evolutie van de capaciteit van de ADC

Op papier tellen de ADC rond de 600 plaatsen en kunnen tot 28 families in de ADC voor gezinnen worden opgesloten. De reële capaciteit van de centra wordt o.a. beïnvloed door hun staat, door de nood aan renovatie en door het beschikbaar personeel. In 2020 en 2021 is de capaciteit gedaald wegens de gezondheidsmaatregelen die door de DVZ werden genomen. De capaciteit werd inderdaad gehalveerd om *social distancing* mogelijk te maken gedurende de COVID-19 pandemie. Bijgevolg daalde ook het aantal gedetineerden. In 2022 stabiliseerde de gezondheidstoestand en werd de reële capaciteit geleidelijk verhoogd tot 491 tegen het einde van het jaar. Het aantal gedetineerde personen is van 2501 in 2021 tot 4285 in 2022 gestegen.



Aantal detentiecentra	6
Capaciteit van de centra in 2022	491
Aantal gedetineerde in de centra in 2022	4285
Aantal detentiecentra voor gezinnen	28
Aantal meerderjarige gedetineerden in de centra voor gezinnen in 2022	152
Aantal gedetineerde kinderen in de centra voor gezinnen in 2022	195



De administratieve detentiecentra in 2022



127bis

Beschrijving centrum & personeel

Directrice	Brenda Melis
Opening	Maart 1994
Adres	Tervuursesteenweg 300, 1820 Steenokkerzeel
Contact	onthaalbis@ibz.fgov.be 02/755.00.00
Capaciteit	120
Cellen	30, 2 stapelbedden per cel 4 isolatiecellen
Collectieve ruimte	cafetaria, salon met TV, fitnessruimte
Binnenplaats	Ja
Verblijf bewoners service	5 sociaal assistenten
Medisch personeel	3 artsen 5 verplegers 1 psycholoog en 1 consultant

Het centrum en de buitenwereld

Visites	Gedurende de week kunnen 8 gedetineerden bezoek krijgen van 13u30 tot 14u30. 's Avonds kunnen 5 personen bezoek krijgen. Gedurende de weekend en vakantiedagen kunnen 2 bezoeken plaats vinden van 19u30 tot 20u30
Toegang openbaar vervoer	Trein station Nossegem
Partnerziekenhuis	Psychiatrisch hospitaal Sint-Alexius in Grimbergen, UPC Kortenberg
Bezoeker Move	Werner Verhaegen (Caritas international) w.verhaegen@brabantia.brussels
Andere ngo	Nansen (3x), Rode Kruis (1x), Pag-Asa (9x)
Aantal bezoeken advocaten	192
Aantal bezoeken familie & vrienden	452
Bezoek politiek vertegenwoordiger	Ja – 14

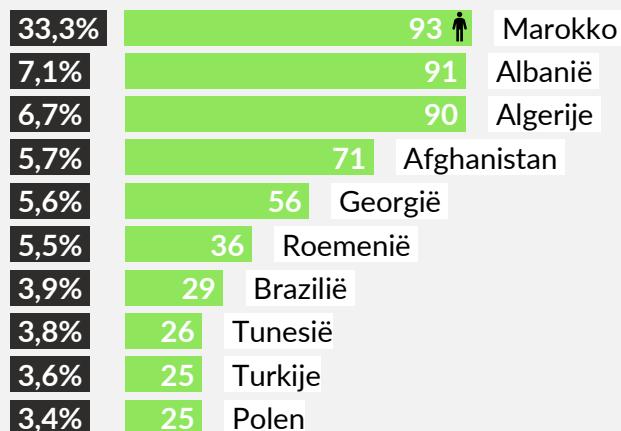
Statistieken

891

Personen werden in 2022 in het centrum 127 bis opgesloten

99% waren mannen
1% waren vrouwen die overnachtten in afwachting van hun vliegtuig

Voornaamste nationaliteiten



Omstandigheden aanhouding



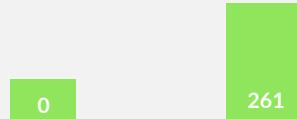
549 **62%** **94** **11%** **248** **28%**

Gemiddelde duur van de detentie

☒ Totaal (in dagen)	→	24,7
☒ Verwijderde personen	→	20
☒ Vrijgelaten personen	→	45

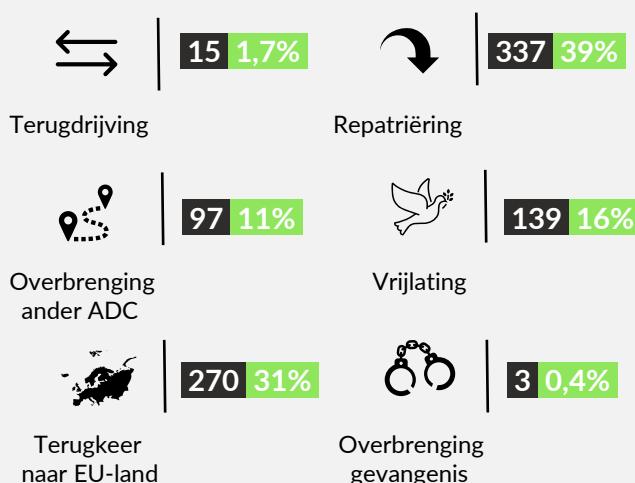
Noot : het cijfer van het centrum neemt niet in acht dat iemand al opgesloten was in een ander centrum voor aankomst of dat detentie zal voortduren in een ander. Het is onduidelijk of het cijfer de 177 overnachters in acht neemt.

Minimum- en maximumduur

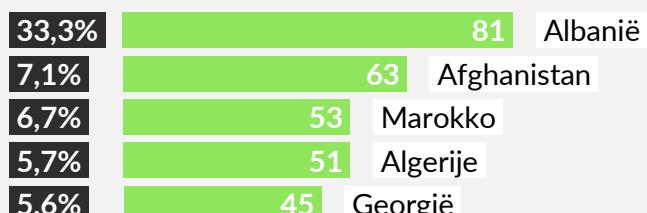


Noot: de persoon die 261 dagen was opgesloten werd vrijgesteld. 177 personen bleven minder dan 1 dag in het centrum.

Uitkomst van de detentie (866 personen)



Voornaamste verwijderde nationaliteiten



Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: 7
- Hongerstaking: 40
- Aantal klachten: 44
- Disciplinaire afzondering : 217
- Medische afzondering: 355
- Afzondering voor veiligheid : 170

Opmerkelijke feiten in 2022



Centrum 127bis is het oudste ADC van België. Het werd opgericht in maart 1994 naast de luchthaven van Brussel, met een oorspronkelijke capaciteit van 120 plaatsen. Het Caricole centrum bevindt zich eveneens in de buurt. Hier worden alleen mannen vastgehouden. Officieel wordt het een "repatrieringscentrum" genoemd, maar een groot deel van de gedetineerden wordt niet gerepatrieerd naar hun land van herkomst. In 2022 werd 28,6% van hen overgebracht naar een andere EU lidstaat onder de Dublin III-verordening (236 van de 825 mensen die het ADC in 2022 verlieten).

Er zijn terugkerende klachten over de omstandigheden van detentie in centrum 127bis en de impact daarvan op de geestelijke gezondheid van de gevangenen. De vervallen staat van de gebouwen accentueert het gevangenisaspect van dit ADC. Er is heel weinig licht, vooral door de weinige ramen met tralies in de verschillende ruimtes. De cellen bestaan uit twee stapelbedden en de toiletten staan in rijen opgesteld en worden gescheiden door deuren, waardoor er weinig ruimte is voor privacy voor de gevangenen. Daarbij komt nog het oorverdovende lawaai van vliegtuigen die opstijgen en landen op het vliegveld Zaventem vlak naast de deur, wat het heersende klimaat van angst alleen maar versterkt.

Duur van de detentie

Centrum 127bis is met zijn buitensporige bewaringstermijnen geen uitzondering. Voor het jaar 2022 is de maximale duur 261 dagen volgens de Dienst Vreemdelingenzaken. Deze persoon is uiteindelijk vrijgelaten. Dit is in lijn met de trend dat mensen die door de DVZ worden vrijgelaten de mensen zijn met de langste detentieduur. Op Europees niveau heeft PICUM al geconstateerd dat hoe langer mensen vastzitten, hoe kleiner de kans is dat ze gerepatrieerd worden.¹

Wanhoop & onbegrip

Detentie kwetst en beschadigt mensen. Naarmate de detentie vordert, nemen de tekenen van wanhoop en de negatieve impact op de geestelijke gezondheid toe. Regelmatige klachten bij de psycholoog van het Centrum en bij bezoekers van NGO's omvatten, maar zijn niet beperkt tot; problemen met het accepteren van gevangenschap, verslaving, slaapproblemen, zelfbeschadiging, angst, depressieve symptomen, zelfmoordgedachten, posttraumatisch syndroom, enz.

Dit klimaat van wanhoop wordt nog versterkt door het gebrek aan informatie die de gedetineerden hebben over hun administratieve dossiers. Onze bezoekers constateren vaak een gebrek aan inzicht in de complexiteit van de procedures, moeilijkheden om contact op te nemen met hun advocaat en frustratie over verwachtingen die niet zijn ingelost. Dit is evenwel het geval in alle centra, maar in 127bis heeft meer dan de helft van de gedetineerden (60%) geen advocaat (pro deo of privé) die hen kan vertegenwoordigen.

Gedreven door wanhoop ondernemen sommige gedetineerden actie. Volgens informatie van de DVZ ondernamen 7 gedetineerden in 2022 een zelfmoordpoging en was bij 10 personen sprake van zelfbeschadiging.

Risicolanden

In maart 2022, enkele weken na het uitbreken van de oorlog in Oekraïne, werd een Oekraïens staatsburger die op het grondgebied gearresteerd was, vastgehouden in 127bis. Procedures voor zijn vrijlating liepen op niets uit. Er werd geen poging ondernomen om hem tijdens zijn detentie te verwijderen van het grondgebied. De persoon werd uiteindelijk in mei 2022 op initiatief van DVZ vrijgelaten.

Mensen uit landen met een bewezen risico (zoals Eritrea, Afghanistan of Burundi) worden niet

uitgezet naar hun land van herkomst, maar worden vastgehouden met het oog op een Dublinoverdracht. Rond september 2022 was er een massale toestroom van Burundese onderdanen die onder een Dublin overdrachtsbesluit vielen naar Croatië. Velen werden gearresteerd in het "Dublin"-centrum in Zaventem, dat in augustus 2022 werd geopend. Een Soedanees onderdaan die vastzat en dreigde te worden uitgezet naar Soedan werd uiteindelijk in juni vrijgelaten door de Raadkamer.

Incident

Een bijzonder opmerkelijk incident in 2022 betrof een klacht die een gevangene indiende tegen een arts in 127bis wegens aanranding. De arts werd onmiddellijk uit zijn functie ontheven. Volgens onze informatie loopt het strafrechtelijk onderzoek nog steeds. De arts werd onmiddellijk uit zijn functie ontheven. Volgens onze informatie loopt het strafrechtelijk onderzoek nog steeds.



Brugge

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Yves Rahier
Opening	Januari 1995
Adres	Zandstraat 150, 8200 Bruges
Contact	cib-directie@ibz.fgov.be 02/488.74.40
Capaciteit	112 plaatsen (80 voor mannen en 32 voor vrouwen), in praktijk beperkt tot 104
Cellen	4 slaapzalen van 20 bedden voor de mannen, 2 slaapzalen van 16 bedden voor de vrouwen
Sanitair	3 toiletten naast elke slaapzaal, 1 lokaal van 20 douches
Collectieve ruimte	3 vleugels. Onderling geen vrije doorgang. 1 rookzaal en 2 zalen uitgerust met biljardtafel, tafeltennis, televisie en computers per vleugel 1 fitnesszaal toegankelijk 1u/dag op vaste tijden 1 bibliotheek toegankelijk op aanvraag
Binnen-plaats	Sportterreinen; 3x40min/dag op vaste tijden

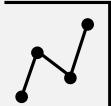
Verblijf bewoners service	6 sociaal assistenten
Medisch personeel	2 artsen, 4 verplegers 2 psychologen

16

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Dagelijks van 13u15 tot 14u15
Toegang openbaar vervoer	Bus 52 of 55 vanaf station Brugge. Halte St-Andries de Nieulant
Partnerziekenhuis	AZ Sint Jan
Bezoeker Move	Pieter-Paul Lembrechts (JRS Belgium) pieter-paul@jrsbelgium.org
Andere ngo	Nansen
Aantal bezoeken advocaten	112
Aantal bezoeken familie & vrienden	579 + 27 intieme bezoeken
Bezoek politiek vertegenwoordiger	Frank Casteleyn en Eva Plateau

Statistieken

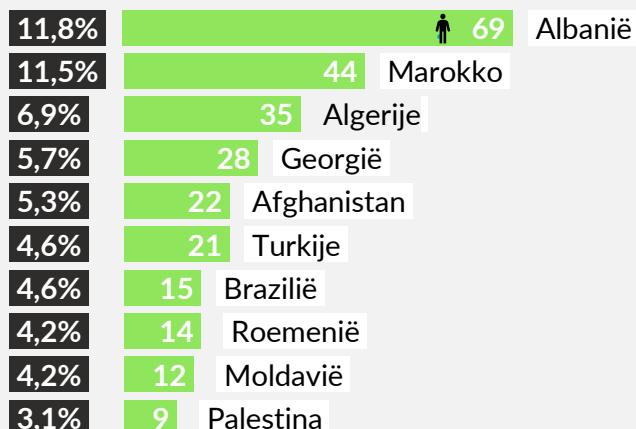


439

Personen werden in het centrum van Brugge opgesloten in 2022.
Move heeft er 122 opgevolgd.

91% waren mannen
8% waren vrouwen (de afdeling voor vrouwen heropende maar in oktober)

Voornaamste nationaliteiten



Omstandigheden aanhouding



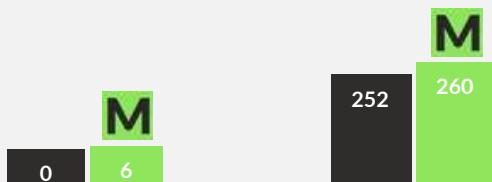
Gemiddelde duur van de detentie

Total (en jours) → **29,7**

Personen opgevolgd door Move → **72**

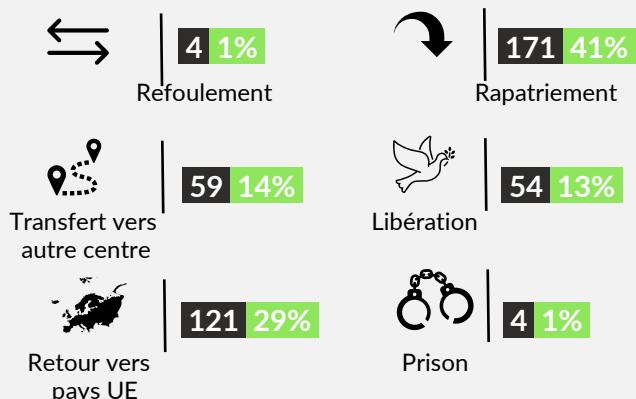
Noot: het cijfer van het centrum neemt niet in acht dat iemand al opgesloten was in een ander centrum voor aankomst of dat detentie zal voortduren in een ander (59 personen). Het cijfer werd berekend voor die die het centrum hebben verlaten. 11 personen werden vrijgesteld binnen de 48u. Het cijfer van JRS houdt met transfers rekening en is berekend op basis van 86 personen.

Minimum- & maximumduur



Noot: 5 personen werden juist na intake vrijgelaten.

Uitkomst van de detentie (413 personen)



	Vrijlating	23 – 19%
	Terugdrijving & repatriëring	22 – 18%
	Vrijwillige terugkeer	9 – 8%
	Terugkeer naar EU-land	33 – 28%
	Overbrenging ander ADC	15 – 13%
	Onbekend	16 – 14%

Voornaamste repatrieringen



Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: **0**
- Hongerstaking: **4**
- Aantal klachten: **16**
- Isolement disciplinaire : **39**
- Medische afzondering: **218**
- Afzondering voor veiligheid: **38**

Opmerkelijke feiten

in 2022



Het Brugse centrum is gevestigd in de gebouwen van de voormalige vrouwengevangenis Sint-Andries. Het gebouw valt op door zijn vervallen, gevangenisachtige karakter. De regering heeft haar intentie herhaald om het op middellange termijn te vervangen. Migranten zonder papieren die in het land worden onderschept, worden voornamelijk in Brugge vastgehouden.

Een traag werkend centrum

Brugge is het enige centrum met een echt "groepsregime". Gevangenen worden ingedeeld in groepen waarmee ze voortdurend in contact staan, van de slaapzaal tot de douches, van de maaltijden tot de vrije tijd in de salons. Met andere woorden, er is weinig ruimte voor privacy.

Het groepsregime werd op de proef gesteld tijdens de COVID-periode. Brugge was het centrum dat de meeste moeite had om de besmettingen onder controle te houden, omdat de gevangenen voortdurend met elkaar in contact stonden. Dit is ongetwijfeld een van de redenen waarom het centrum relatief leeg bleef tijdens de pandemie. Eind januari 2022 testten sommige gedetineerden opnieuw positief op het coronavirus, waardoor het centrum in quarantaine werd geplaatst en onze bezoeken door een beslissing van de directie werden opgeschort.

Ook eenmaal het centrum onder controle was, bleef het centrum het grootste deel van 2022 relatief leeg. Het lijkt erop dat er meerdere gevechten uitbraken tijdens pogingen om het aantal gedetineerden te verhogen. Vooral in de eerste maanden van 2022, toen de maatregelen in verband met het coronavirus werden opgeheven, zagen we een aantal incidenten. Er waren enkele aanvaringen op 7 en 14 maart en op 11 april. Het aantal isolaties om disciplinaire redenen was in 2022 zelfs hoger dan in de pre-COVID-periode, ondanks de lagere bezetting: 145 mensen werden in isolatie geplaatst, vergeleken met 127 in 2019 (toen er 1.319 gedetineerden waren dat jaar) en 131 in 2018 (voor 1.342 gedetineerden).

In ieder geval schommelde het aantal gevangenen rond de 20 in de eerste maanden van 2022 en daarna rond de 40 in de periode tot na de zomer. De vrouwenafdeling, die eind 2021 heropend werd, bleef tot oktober leeg door een gebrek aan personeel. Er werden ook slechts 59 mensen overgeplaatst naar het Brugse centrum in 2022, tegenover 108 in 2021, dat een COVID-jaar was. Gemiddeld zal het centrum in 2022 een bezettingsgraad van 54,6% per dag hebben gehad.

De algemene staat en de voortdurende renovatie van het centrum zijn andere factoren die bijdragen aan de onderbezetting. In 2022 alleen al, werd het toegangsportaal vervangen, de airconditioning geïnstalleerd, het dak gerepareerd, de keuken gerenoveerd en Wi-Fi geïnstalleerd. In totaal werd in 2022 856 183 euro uitgegeven aan exploitatiekosten, IT-apparatuur en duurzame goederen. De inzet van deze middelen en het aantal personeelsleden staan in contrast met de onderbezetting van het centrum.

Goede praktijk: de juridische permanenties

Elke vrijdagochtend wordt er in het centrum een primaire juridische dienst gehouden. Gedetineerden kunnen juridische informatie krijgen en vragen stellen aan een onafhankelijke advocaat die voor de gelegenheid naar het centrum komt. Ze moeten zich van tevoren inschrijven, waarna de Sociale Dienst het dossier naar de advocaat stuurt die verantwoordelijk is voor de permanentie. Advocaten die deelnemen aan deze initiatieven kunnen niet zelf de specifieke zaak van een persoon die ze adviseren op zich nemen. Het systeem is niet bedoeld als een manier voor advocaten om hun aantal cliënten te vergroten.

De kantooruren werden in het midden van het jaar hervat, niet omdat ze tijdens de COVID-periode waren opgeschort, maar omdat er geen vraag naar was, wat deels kan worden verklaard door het lage aantal gedetineerden in Brugge.

Uit onze waarnemingen blijkt dat de kwaliteit van de rechtsbijstand door pro deo advocaten niet altijd voldoet. In 2022 konden slechts 112 gedetineerden persoonlijk een advocaat spreken, hetzij hun eigen advocaat, hetzij in het juridisch adviescentrum. Met andere woorden, slechts 26% van de gedetineerden sprak persoonlijk met een advocaat.

Staking personeel

Op 9 november vond in België een algemene staking plaats. De demonstranten wilden hun

bezorgdheid uiten over de stijgende energieprijzen en de kosten van levensonderhoud.

Verschillende personeelsleden van het centrum namen deel aan de staking. Ze bleven elke woensdag staken tot het einde van het jaar. Dit had een impact op de werking van het centrum: bezoeken van familie en vrienden van gedetineerden werden meermaals opgeschort omdat er te weinig bewakingspersoneel aanwezig was. De bezoeken van Move, die normaal op woensdag plaatsvinden, moesten ook verplaatst worden naar een andere dag van de week.



Caricole

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Rika Goethals
Opening	Mai 2012
Adres	Tervuursesteenweg 302, 1820 Steenokkerzeel
Contact	caricole.visit@ibz.fgov.be
Capaciteit	90 plaatsen, beperkt tot 45 in 2021 door COVID- maatregelen
Cellen	18 kamers van 4 tot 6 bedden
Sanitair	Douche en WC in kamer
Collectieve ruimte	3 voor iedereen toegankelijke en verschillend uitgeruste zalen (biljardtafel, televisie, tafelvoetbal...) 1 internetlokaal dat toegankelijk is. Toen de bezoeken werden beperkt, kregen de gedetineerden 3 extra beurten van 2 uur om hun dierbaren te bellen 1 fitnesszaal, 1 u/dag toegankelijk 1 bibliotheek, toegankelijk op aanvraag 1 creatieve ruimte waar workshops worden georganiseerd
Binnenplaats	Verdeeld in een collectieve plaats voor iedereen en

sportterreinen voor specifieke activiteiten

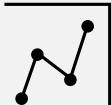
Verblijf bewoners service	3 sociaal assistenten, 2 terugkeerfunctionarissen. 3 tot 4 opvoeders aanwezig per dag
	4 verplegers + 1 deeltijds 4 artsen + 1 in opleiding 1 psycholoog

20

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Elke dag van 13u30 tot 15u30
Toegang openbaar vervoer	Station Nossegem (lijn Brussel-Leuven)
Partnerziekenhuis	AZ Jan Portaels
Bezoeker Move	Ruben Bruynooghe (JRS Belgium- (ruben@jrsbelgium.org) en 3 vrijwilligers
Andere ngo	Nansen
Aantal bezoeken advocaten	722
Aantal bezoeken familie & vrienden	873 + 1 intiem bezoek
Bezoek politieke vertegenwoordiger	Petya Obolenski & Kalvin Soiresse

Statistieken

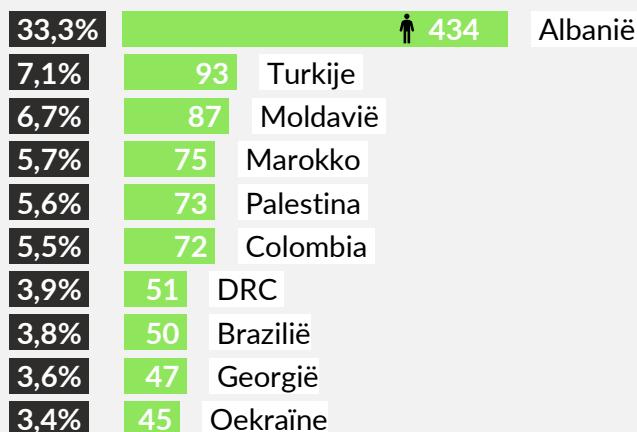


1900

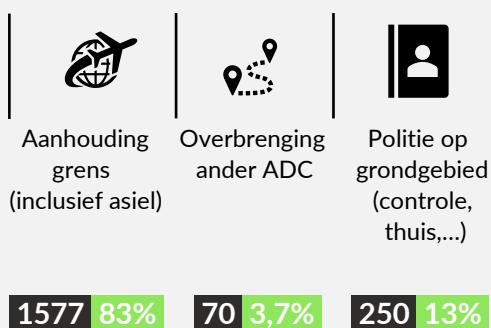
Personen werden in het centrum van Caricole gedetineerd in 2022.
Move heeft er 148 opgevolgd.

78,5% waren mannen
21,5% waren vrouwen, 9 waren zwanger
2 personen verklaarden minderjarig te zijn maar werden als volwassen beschouwd door DV

Voornaamste nationaliteiten



Omstandigheden aanhouding

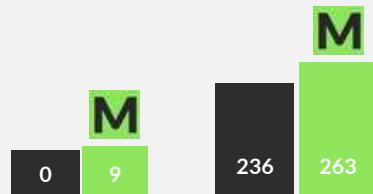


Gemiddelde duur van de detentie

☒ Totaal (in dagen)	→ 12
👑 Verzoekers bescherming	→ 46,7
✉ Mensen zonder wettig verblijf	→ 14,3
🌐 'niet toegelatenen'	→ 4,9
Ⓜ️ Opgevolgd door Move	→ 66,6

Noot: het cijfer van het centrum werd berekent door het aantal dagen te delen door het aantal gedetineerden in 2022. Het cijfer zou dus geen rekening houden met wie al in 2021 was gedetineerd en er nog in 2022 verbleef. Het neemt de 80 personen die overgebracht werden naar een ander CDA ook niet in acht.

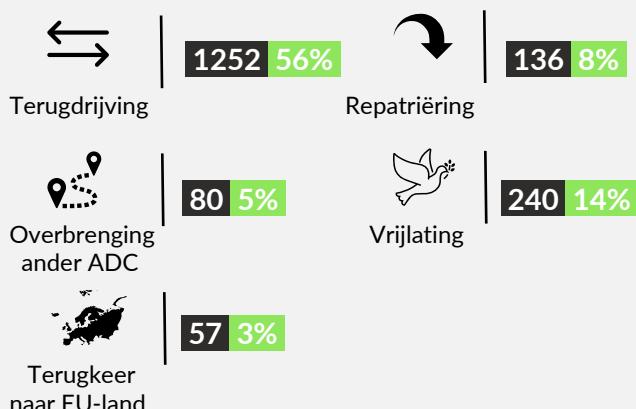
Durée minimale & maximale



Noot: sommige personen die aan de grens zijn aangehouden en niet voldoen aan de criteria om het grondgebied te betreden, verblijven minder dan 24u in het centrum, waar ze wachten op de volgende vlucht.

Noot²: ter herinnering, Move houdt rekening met wie verder gedetineerd bleef in 2023.

Uitkomst van de detentie (1776 personen)



Rode cijfers

- ⌚ Zelfmoordpoging: 1
- 🍴 Hongerstaking: 10
- 📝 Aantal klachten: 8
- 🏛️ Disciplinaire afzondering: 12
- 🏥 Medische afzondering: 277
- 🔒 Afzondering voor veiligheid: onbekend

Opmerkelijke feiten in 2022



Het transitcentrum Caricole dankt zijn naam aan zijn cirkelvormige architectuur. Het is operationeel sinds 2012 en werd gebouwd ter vervanging van twee andere centra die moesten sluiten. Het ligt op een steenworp van Brussels Airport en de overgrote meerderheid van de mensen die er worden vastgehouden, zijn naar verluidt "ontoelaatbaar" (83% in 2022). Ze voldoen niet aan de voorwaarden om België binnen te komen en worden daarom in Caricole vastgehouden in afwachting van hun terugkeer - "terugdrijving" - naar het land van waaruit ze zijn gereisd. Dit kan heel snel gebeuren, gewoon door de volgende vlucht naar dat land te boeken. Move komt zelden onhandige toeristen tegen. Bij Caricole ontmoeten onze bezoekers asielzoekers meestal aan de grens of nadat ze zijn opgepakt.

Moeilijk herstel van toerisme

Tijdens de COVID-periode daalde het luchtverkeer aanzienlijk. De sluiting van de grenzen, het reisverbod behalve voor "essentiële redenen", de noodzaak om een PCR-test voor te leggen of om gevaccineerd te worden, waren allemaal factoren die bijdroegen aan een afname van het aantal toeristische reizen.

Tegen 2022 waren de meeste van deze belemmeringen voor het toerisme geleidelijk opgeheven. Het toerisme is weer op gang gekomen, zoals blijkt uit het grotere aantal toeristen dat op de luchthaven wordt tegengehouden en naar Caricole wordt overgebracht door de - soms strenge - toepassing van toegangscriteria.

We hebben veel toeristen ontmoet die, ondanks het feit dat ze een geldig visum hadden, werden vastgehouden om verschillende redenen: een hotel geboekt maar nog niet betaald, geen retourticket, niet in staat om bepaalde aardrijkskundige vragen te beantwoorden of om details van hun bezoekprogramma te geven, enzovoort. De overgrote meerderheid van deze

mensen kwam uit Afrika. We moeten ook de bijzondere situatie vermelden van een Libanese vrouw met een C-visum die het grootste deel van haar spaargeld had overgeschreven op de rekening van haar dochter die in België woont, omdat geldopnames beperkt zijn in Libanon, dat in een ernstige financiële crisis is gestort. Bij gebrek aan geld werd ook zij de toegang geweigerd, vastgehouden en uiteindelijk teruggestuurd naar Libanon.

Detentie van Oekraïners

In 2021 vormden Oekraïense onderdanen de tiende meest voorkomende nationaliteit in Caricole. Op 24 februari 2022 viel Rusland Oekraïne binnen. Enkele dagen later werden Oekraïense onderdanen nog steeds vastgehouden in Caricole, hoewel het Oekraïense luchtruim gesloten was en het onmogelijk was om terug te keren. Op 4 maart besloot de Europese Unie tijdelijke bescherming te bieden aan Oekraïners die hun toevlucht zochten in Europa. Een Oekraïner werd na die datum echter nog enkele dagen vastgehouden in Caricole.

Gedurende het hele jaar werden 45 Oekraïense onderdanen vastgehouden in Caricole. Ondanks de context bleven ze de tiende meest vertegenwoordigde nationaliteit in het centrum, ook al is er geen visumplicht voor hen met een paspoort. De DVZ wilde eerst controleren of deze mensen geen verblijfsstatus, of tijdelijke bescherming, hadden in een andere lidstaat. Achttien van deze 45 mensen kregen uiteindelijk tijdelijke bescherming in België en werden vrijgelaten.

In totaal werden 109 mensen uit Caricole vrijgelaten na toekenning van de beschermingsstatus. Dit is bijna de helft van alle vrijlatingen (45,4%). Naast de Oekraïners waren er 37 Palestijnen (op een totaal van 50 gedetineerden), 25 Turken (op 35) en 11 Syriërs (op 17).

We moeten ook de detentie van verschillende Russische mannen vermelden die aan de grens aankwamen op de vlucht voor de dienstplicht.

Impact van de opvangcrisis

Sinds september 2021 kan België geen onderdak meer bieden aan mensen die internationale bescherming zoeken. Deze opvangcrisis houdt ook in 2022 aan.

Veel mensen die aan de grens aankomen en in Caricole worden vastgehouden, vragen internationale bescherming aan. Wanneer de behandeling van hun aanvraag lang op zich liet wachten, werden sommigen van hen vrijgelaten en zouden ze door Fedasil worden opgevangen. Op het hoogtepunt van de crisis, in oktober, toen vrouwen en kinderen niet meer zeker waren van onderdak, kwamen veel mensen die in Caricole vastzaten en vervolgens werden vrijgelaten ook op straat te staan. Dit veroorzaakte veel stress bij de vrijgelaten gedetineerden die recht hadden op opvang.

De toename van het aantal aanvragers van internationale bescherming heeft ook geleid tot ernstige vertragingen bij de verwerking van deze aanvragen door het CGVS. De aanvraag van een persoon die aan de grens wordt onderschept en vastgehouden, moet volgens de wet binnen vier weken worden behandeld. Na deze tijd wordt de persoon verondersteld toegelaten te worden tot het grondgebied en vrijgelaten te worden. Tijdens de zomer, toen veel medewerkers van het CGVS op vakantie waren en de capaciteit ontoereikend was, ontdekten we dat de behandeling van sommige aanvragen meerdere maanden in beslag nam. De mensen in kwestie waren waarschijnlijk toegelaten tot het land, maar de DVZ had een detentiebeslissing genomen op basis van een andere wettelijke basis. Het is vastgesteld dat veel aanvragers meerdere maanden in detentie bleven. Zo werd een zwangere Burundese vrouw 61 dagen vastgehouden.

Beleidsverandering t.o.v. Burundi

De politieke situatie in Burundi is uiterst kritiek. Terwijl de verkiezing van president Ndayishimiye in 2020 de hoop wekte dat er een einde zou komen aan de wijdverspreide

mensenrechtencrisis, heeft de CNDD-FDD, de partij die het land sinds 2005 regeert, haar machtsmonopolie behouden. Er zijn berichten over buitengerechtelijke executies, willekeurige arrestaties en verdwijningen van vermeende tegenstanders van de regering.

Ten gevolge hiervan kregen Burundezen die in België internationale bescherming aanvroegen, deze systematisch. In augustus 2022 stelden we echter een duidelijke beleidsverandering vast bij het CGVS. Verschillende Burundezen die in Caricole werden vastgehouden, werd internationale bescherming geweigerd. Hoewel sommigen na vele weken opsluiting en na beroep weer werden vrijgelaten, vond eind november de eerste begeleide gedwongen terugkeer naar Burundi plaats.



Holsbeek

24

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Carla De Becker
Opening	Mei 2019
Adres	De Vunt 19, Holsbeek
Contact	cih-directie@MiBz.FGov.be
Capaciteit	28 plaatsen
Cellen	Cellen van 2
Sanitair	8 douches, 11 toiletten
Collectieve ruimte	Cafetaria en salon met TV ; Bibliotheek ; toegang internet (30min/dag)
Binnenplaats	Kleine cour
Verblif bewoners service	2 terugkeerfunctionarissen
Medisch personeel	1 arts 2 verplegers 1 psycholoog 2 d./week

Het centrum en de buitenwereld

Bezoek	Van 14u tot 15u
Toegang openbaar vervoer	15 min bus vanuit station Leuven
Partnerziekenhuis	UZ Leuven, met Campus Gasthuisberg, Campus Sint-Rafael Kapucijnenvoer en Campus Pellenberg.
Bezoeker Move	Jasmijn Helsen (Caritas international)
Andere ngo	Nansen (3x), Gams (1x), Pag-Asa (1x)
Aantal bezoeken advocaten	Niet beschikbaar
Aantal bezoeken familie & vrienden	1002 + 38 intieme bezoeken

Statistieken



207

Personen werden in 2022 opgesloten in het centrum van Holsbeek

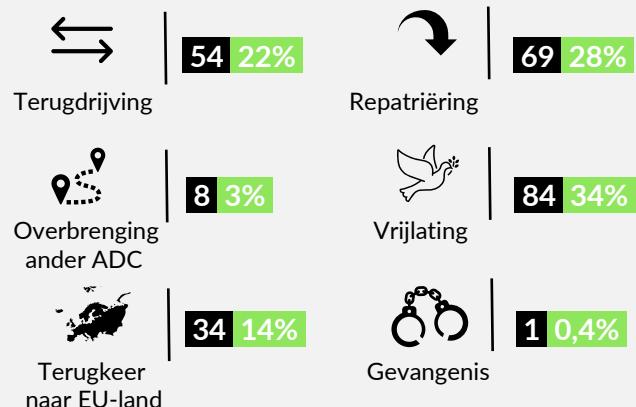
100% waren vrouwen (geen afdeling voor mannen)

1 vrouw verklaarde minderjarig te zijn maar werd door de dienst voogdij als volwassen beschouwd

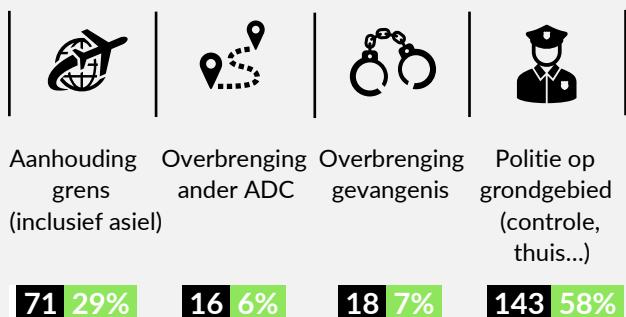
Voornaamste nationaliteiten



Uitkomst van de detentie (250 personen)



Omstandigheden aanhouding



Gemiddelde duur van de detentie

Totaal (in dagen) 35

Noot: het is onduidelijk of het cijfer in acht neemt dat een persoon reeds werd opgesloten voor ze aankwam in het centrum of dat haar detentie verder zal duren in een ander ADC.

Minimum- en maximumduur



Voornaamste redenen vrijlating



Voornaamste repatriëringen



Rode cijfers

- Zelfmoordpogingen: 0
- Hongerstaking: 6
- Aantal klachten: **onbekend**
- Disciplinaire afzondering: 0
- Medische afzondering: 83

Opmerkelijke feiten in 2022



Het centrum te Holsbeek is een voormalig Formule 1 hotel. Het gebouw werd in 2012 door de staat gekocht. Het werd eerst gebruikt als een "open" terugkeercentrum waarna het Rode Kruis het gebruikte als opvangcentrum voor niet-begeleide minderjarigen. In 2017 besloot de overheid het om te bouwen tot een administratief detentiecentrum. Het centrum is operationeel sinds juli 2019.

Het ADC Holsbeek is uniek in België omdat er alleen vrouwen worden vastgehouden. In het ADC van Brugge is er een vrouwenvleugel waardoor een minderheid van vrouwen kan worden opgesloten tussen een meerderheid van mannen. In het ADC Caricole was bijna 20% van de gedetineerden in 2022 vrouw.

Het ADC Holsbeek heeft een maximale capaciteit van 28 plaatsen. Van mei tot april 2022 had ADC Holsbeek een bezettingsgraad tussen 79% en 82%, maar sinds mei 2022 is de bezetting steeds bijna maximaal. Het aantal vrouwelijke gedetineerden in 2022 is precies hetzelfde als in 2021, namelijk 248 vrouwen.

De gemiddelde leeftijd van vrouwelijke gedetineerden in 2022 is 35 jaar.

Meer dan één op de zes vrouwen zit in de asielprocedure en meer dan één op de drie vrouwen is aangehouden op het vliegveld

248 bevonden zich in de asielprocedure volgend op hun arrestatie bij aankomst op de luchthaven van Zaventem. Als gevolg van hun opsluiting en de angst voor een snelle deportatie, staan de vrouwen onder grote stress, waardoor het moeilijk is om bewijzen te verzamelen en zich voor te bereiden op de hoorzitting over de redenen van hun vlucht. Bovendien is het moeilijk om advocaten te vinden die de vrouwen op zo'n korte termijn willen verdedigen.

Een aantal vrouwen werd na hun arrestatie op de luchthaven overgebracht van het doorgangscentrum Caricole. In 2022 werd ten aanzien van 52 vrouwen (bijna 1 op 5) een refoulementbeslissing genomen met het oog op terugkeer naar het land van waaruit ze op de vlucht naar België waren gestapt. Dit is vaak niet hun land van herkomst en de risico's die ze lopen als ze daarheen worden teruggestuurd, worden over het algemeen niet specifiek onderzocht door de Belgische overheid.

Diverse nationaliteiten en risicolanden

Naast de nationaliteiten die het meest vertegenwoordigd zijn, zoals vermeld in de bovenstaande statistische fiche, zijn bepaalde nationaliteiten van gedetineerden eveneens het vermelden waard.

Zo behoren 3 van de top 10 nationaliteiten die in het ADC Holsbeek vertegenwoordigd zijn, tot de nationaliteiten met de meeste beslissingen tot erkenning van de vluchtelingenstatus. Dit zijn Turkije, Burundi en Eritrea².

Daarnaast werden 2 mensen uit Afghanistan vastgehouden, 5 uit Oekraïne en 4 uit Iran.

Al deze landen kennen grote veiligheidsproblemen, zodat een terugkeer naar deze landen of naar een transitland (of Dublinland) noodzakelijkerwijs een risico inhoudt. Hoewel de mogelijkheid om een asielprocedure te starten vanuit het ADC gewaarborgd blijft, herinneren we niettemin aan de aanbeveling van het Comité tegen Foltering (CAT), zoals herhaald door het Europees Migratiennetwerk, om een einde te maken aan de praktijk van het systematisch vasthouden van aanvragers van internationale bescherming die aan de grens worden aangehouden.³

Specifieke kwetsbare profielen

Behoudens een vergissing, wordt in het jaarverslag van het ADC Holsbeek het aantal zwangere vrouwen niet vermeld en wordt deze kwestie, die nochtans specifiek voor vrouwen is, niet behandeld. Dit in tegenstelling tot het jaarverslag van het ADC Caricole (p. 52). Naar aanleiding van de aanbevelingen van de Commissie Vermeersch is het beleid van de DVZ ten aanzien van zwangere vrouwen als volgt: gedwongen verwijdering is mogelijk tot de 24e week, daarna is gedwongen verwijdering niet langer mogelijk. Na 36 weken kan verwijdering (gedwongen of vrijwillig) niet meer plaatsvinden en moet de persoon worden vrijgelaten.

Het jaarverslag vermeldt dat "4 niet-begeleide minderjarige vreemdelingen werden vastgehouden, waarvan één werd erkend".

Daarnaast ontmoette de geaccrediteerde bezoeker ten minste één transseksueel persoon.

Verschillende vrouwen werden verdacht van mensenhandel. Volgens het jaarverslag van de DVZ heeft Pag-aso (de organisatie die verantwoordelijk is voor het opsporen en monitoren van slachtoffers van mensenhandel) het ADC Holsbeek twee keer bezocht.

Tenslotte hebben vrouwen regelmatige medische controle nodig. Het ADC heeft een medische dienst bestaande uit een centrumarts en een aantal verpleegkundigen. Deze laatsten voeren de medische screening uit bij elke vrouw die in het centrum aankomt. Hierna hebben vrouwen het recht te vragen om ten minste één keer door de arts van het centrum gezien te worden. De arts gebruikt het rapport dat de verpleegkundigen bij aankomst hebben opgesteld om het document "fit to fly" op te stellen. Dit document geeft de DVZ toestemming om de persoon op het vliegtuig te zetten.

In 2022 volgden we een aantal cases van mensen die aan een ernstige ziekte lijden. Eén zo'n geval betrof een vrouw uit West-Afrika die een tumor had, maar het was nog niet duidelijk of deze kwaadaardig of goedaardig was. Ze had zich via een terugkeeragent tot een re-integratiedienst in haar land van herkomst gewend, maar de dienst besloot dat het niet mogelijk was om haar in haar land van herkomst medisch te laten behandelen. Ondanks dit advies werd ze na 9 maanden detentie toch uitgezet.

In 2022 werden 83 vrouwen in medische isolatie geplaatst, waarvan 72 omdat ze in afwachting waren van de resultaten van hun COVID-test.

Begin februari werd het ADC Holsbeek in quarantaine geplaatst vanwege positieve gevallen van COVID-19. Tijdens deze periode werden geaccrediteerde bezoekers niet toegelaten. De geaccrediteerde bezoekers moesten eveneens een negatieve COVID-test kunnen voorleggen en een FFP2-masker dragen.

Het dient benadrukt te worden dat de psycholoog van het centrum contact heeft gehad met 62 vrouwelijke gedetineerden die aangaven haar te willen spreken. De verpleegkundigen voerden 1.736 consulten uit (exclusief intakes) en de arts van het centrum voerde 723 consulten uit.

In 2022 werd er enige zorg verleend buiten het ADC Holsbeek, waaronder

9 spoedopnames, 21 gynaecologische afspraken, 10 tandartsafspraken, 3 psychiatrische afspraken, 3 oncologische afspraken en 40 afspraken in andere medische domeinen... Deze cijfers tonen de uiteenlopende en aanzienlijke medische follow-up behoeften van veel gedetineerden.

Divers

Er moet opgemerkt worden dat uit het jaarverslag niet kan worden opgemaakt hoeveel klachten vrouwelijke gedetineerden hebben ingediend.

De in 2021 vermelde scheiding van vrouwen van hun familie blijft helaas een realiteit in 2022. Een aantal vrouwen is thuis gearresteerd terwijl zij bezig waren met het vervullen van de administratieve formaliteiten die nodig zijn om gezinsherening met hun familielid aan te vragen. In het jaarverslag staat dat er speciale activiteiten worden georganiseerd voor Valentijnsdag in het ADC.

Er zijn talrijke pogingen tot uitzetting, die volgens het jaarverslag niet geteld kunnen worden omdat de database daarvoor niet is ingericht. Wel is er een vrouw bekend waarvoor 6 pogingen tot uitzetting zijn ondernomen, waarvan de 7e resulteerde in haar daadwerkelijke uitzetting.



Merksplas

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Eric Kivit
Opening	Januari 1994
Adres	Steenweg op Wortel 1A, 2330 Merksplas
Contact	cim.info@ibz.fgov.be 014/63.91.10
Capaciteit	142 plaatsen, beperkt tot 94 door werken en gebrek aan personeel
Cellen	Cellen van 2 tot 4 bedden uitgerust met televisies en tafels
Sanitair	Toilet en wasbak op kamer, collectieve douchezaal en in de kamers in één van de vier blokken
Collectieve ruimte	Blokken verdeeld in vleugels van 2 verdiepingen uitgerust met televisie, biljart, tafeltennis of tafelvoetbal. Fitnesszaal 1x/dag toegankelijk Computers 3x1uur/week toegankelijk Bibliotheek toegankelijk op aanvraag
Binnenplaats	Twee plaatsen uitgerust met sportterreinen, fitnessstoestellen, moestuin

	3x/dag toegankelijk in de zomer, 2x/dag in de winter
Verblijf bewonersservice	1 sociaal assistent per vleugel
Medisch personeel	3 artsen, 1 psycholoog, 7 verplegers

28

Het centrum & de buitenwereld

Bezoek	Van 13u15 tot 14u15
Toegang openbaar vervoer	Station Turnhout, bus 432 halte Merksplas-Kolonie
Partnerziekenhuis	AZ Turnhout en PC Multiversum
Bezoekers Move	Guy Verstraeten, Eddy Denckers (JRS Belgium) en Chris Van Aken (VVV)
Aantal bezoeken advocaten	Onbekend
Aantal bezoeken familie & vrienden	905 + 123 intieme bezoeken
Bezoek politieke vertegenwoordiger	Nicole De Moor

Statistieken

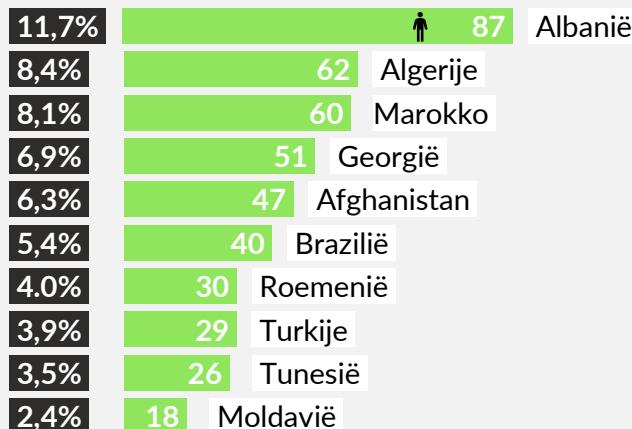


742

Personen werden in het centrum van Merksplas opgesloten in 2021.
Move heeft er 179 opgevolgd.

100% waren mannen (geen vleugel voor vrouwen)

Voornaamste nationaliteiten



Omstandigheden aanhouding



Politie op grondgebied Overbrenging ander ADC Overbrenging vanuit DVZ Overbrenging gevangenis

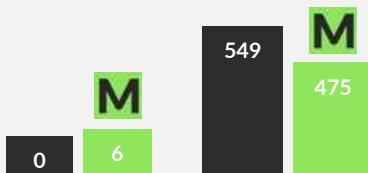
505 68% 76 10% 1 0,1% 160 22%

Gemiddelde duur van de detentie

Vrijgelaten personen	→	56,5
Verwijderde personen	→	35
Opgevolgd door Move	→	102

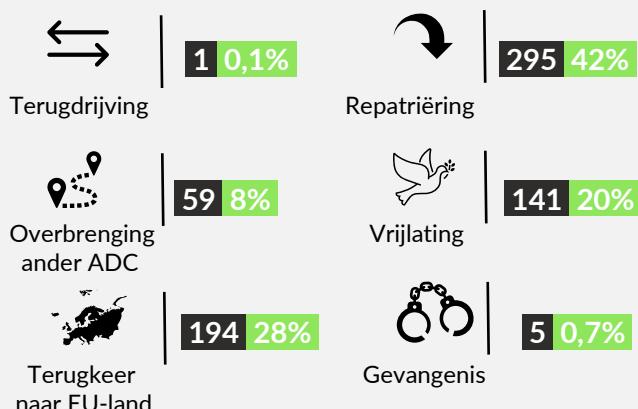
Noot: Het cijfer van het centrum houdt geen rekening met het feit dat iemand al opgesloten was vóór de overbrenging naar het centrum (76 personen) of dat detentie zal voortduren na overbrenging naar een ander centrum (59 personen). Het cijfer van Move houdt hiermee rekening en is berekend op basis van 149 personen.

Minimum- en maximumduur



Noot: de langste opsluiting betreft iemand die in 2019 aankwam.

Uitkomst van de detentie (695 personen)



M	Vrijlating	71 - 40%
	Terugdrijving & repatriëring	43 - 24%
	Vrijwillige terugkeer	5 - 3%
	Terugkeer naar EU-land	32 - 18%
	Overbrenging ander ADC	27 - 15%

Voornaamste repatriëringen



Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: 1
- Hongerstaking: 30
- Aantal klachten: **Onbekend**
- Disciplinaire afzondering: 139
- Medische afzondering: 284
- Afzondering voor veiligheid : **onbekend**

Opmerkelijke feiten in 2022



Het Merksplascentrum werd oorspronkelijk gebouwd in 1875 om zogenaamde "landlopers" te huisvesten en wordt sinds 1994 gebruikt voor de detentie van migranten. Het centrum ligt aan de Nederlandse grens en is door zijn geïsoleerde ligging moeilijk bereikbaar met het openbaar vervoer. De overgrote meerderheid van de gedetineerden in Merksplas zijn migranten zonder papieren die op het grondgebied gearresteerd zijn. Het centrum heeft een imposante infrastructuur bestaande uit vijf grote gebouwen van twee verdiepingen.

Detentie van kwetsbare personen en opening van een speciale vleugel

De afschaffing van corona maatregelen, in combinatie met de toename van het aantal gedetineerden, heeft ervoor gezorgd dat er opnieuw meer mensen met een kwetsbaar profiel zijn opgesloten. We ontmoetten een aantal gedetineerden met ernstige psychische of cognitieve problemen, mensen die verklaarden minderjarig te zijn, gevallen van zelfbeschadiging en ook LGBT+ mensen. In detentiecentra worden laatstgenoemden blootgesteld aan meer pesterijen, discriminatie en psychologisch, fysiek en seksueel geweld door andere gedetineerden.⁷

In december 2022 heropende de 'speciale vleugel' in Merksplas, vergelijkbaar met de vleugel die al bestond in het gesloten centrum van Vottem. Deze vleugel werd in 2019 gesloten wegens personeelsgebrek. Gedetineerden die om veiligheidsredenen of omwille van hun kwetsbaarheid een meer 'aangepast' regime nodig hebben, kunnen er tijdelijk of permanent apart worden gehouden. Er kunnen maximaal 14 gevangenen verblijven. De opening ging gepaard met de oprichting van een speciaal team van zes personen die tot taak hebben om mensen met aangepaste behoeften (organisatorisch, medisch

of psychologisch) in het hele centrum te ondersteunen.

Het recht op gezinsleven bedreigd

We hebben op systematische wijze mensen ontmoet die een langdurige - vaak Belgische - partner en/of één of meerdere kinderen buiten het centrum hadden. Deze mensen zijn vaak al meerdere jaren in België en zijn niet in staat geweest om hun gezinssituatie te regulariseren, hetzij door gebrek aan tijd, geld of angst om de autoriteiten te benaderen.

Een aanvraag voor gezinsherening wordt ingediend bij de gemeente van verblijf. De politie voert tijdens de procedure een aantal huiscontroles uit. Met de oprichting van de SEFOR-dienst binnen de Vreemdelingendienst ongeveer tien jaar geleden, is de samenwerking tussen de gemeenten, de politie en de DVZ versterkt. Wanneer de politie bij iemand thuis aankomt, is het vaak onduidelijk of ze daar zijn in het kader van de herenigingsprocedure of om de persoon te arresteren. Veel van de mensen die we in Merksplas hebben ontmoet, waren thuis gearresteerd toen ze probeerden hun situatie te regulariseren. Omdat familiebanden vaak nog maar net zijn vastgesteld (huwelijk, wettelijk samenwonen, erkenning van een kind), worden sommigen ook effectief uitgezet en van hun familie gescheiden.

18 maanden in detentie

In België kan een persoon zonder papieren die op het grondgebied wordt gearresteerd, maximaal acht maanden worden vastgehouden onder specifieke voorwaarden. In 2022 werd een Somaliër gerepatrieerd na achttien maanden opsluiting.

Dit werd mogelijk gemaakt door een praktijk die door de DVZ werd ingevoerd - en door het Hof

⁷ Als reactie op deze paragraaf noteert de DVZ dat de gedetineerden klacht kunnen indienen bij de

Klachtencommissie en de directie. Myria heeft de vele problemen rond deze procedures [meermaals aangekaart](#).

van cassatie werd legaal werd bevonden - en die tijdens de pandemie op grote schaal werd gebruikt: de detentieperiode op nul zetten. Dit gebeurt meestal wanneer de detentiestatus van een persoon wordt gewijzigd (bijvoorbeeld wanneer hij internationale bescherming aanvraagt) of wanneer een persoon zich verzet tegen een poging tot repatriëring.

In dit geval weigerde de persoon effectief een eerste vlucht naar Somalië - een land dat grote instabiliteit kent - na acht maanden opsluiting. Zeven maanden later werd met geweld een tweede poging ondernomen, maar deze moest worden afgebroken omdat er volgens de informatie die we ontvingen geen begeleiders bereid waren om naar Somalië te gaan.

In het verslag van vorig jaar wezen we op de lange duur van de opsluitingen in het centrum van Merksplas. Het lijkt ons duidelijk dat detentie schadelijk is voor zowel de fysieke als mentale gezondheid en dat de lengte van de detentie een bepalende factor is die de impact daarvan versterkt.

Incidenten

Er waren drie protesten of opstanden in Merksplas in 2022 (in april, augustus en september). Telkens kwam de politie tussenbeide op verzoek van het centrum.

Deze incidenten leidden tot de plaatsing van verschillende personen in een disciplinaire isolatie. Op 14 april werden zeven personen in isolatie geplaatst. Op 24 augustus werden drie mensen in een isoleercel geplaatst en op 11 september nog eens zeven. De disciplinaire afzondering in Merksplas is in 2022 meer dan verdubbeld, van 68 in 2021 naar 139 (het aantal gedetineerden is natuurlijk ook sterk gestegen). Wanneer een gevangene als te problematisch wordt beschouwd, kan het centrum ook verzoeken om hem over te plaatsen naar een ander ADC.

Hoewel het incident in april volgde op de vrijlating van verschillende gedetineerden, is de oorzaak van deze opstanden niet altijd duidelijk. Volgens de leiding van het centrum hebben deze gebeurtenissen te maken met de capaciteitsuitbreiding van het centrum en de toename van het aantal gedetineerden die zij omschrijven als "problematisch", gearresteerd in het kader van grootschalige politieoperaties en die moeite hebben met detentie.



Vottem

Beschrijving centrum & personeel

Directeur	Didier Stassens
Opening	Maart 1999
Adres	Visé Voiestraat 1, 4041 Vottem
Contact	civ.info@ibz.fgov.be 04/228.89.00
Capaciteit	119, beperkt tot 55
Cellen	Vier bedden
Sanitair	Collectieve WC en douche
Collectieve ruimte	4 vleugels uitgerust met tafelvoetbal of pingpongtafels Internet lokaal toegankelijk 2x/dag Fitnessruimte toegankelijk op inschrijving Bibliotheek
Binnenplaats	Twee plaatsen, toegankelijk 1uur/dag

Verblijf bewoners service	7 terugkeerfunctionarissen
Medisch personeel	5 verplegers, 3 artsen, 1 psycholoog en assistenten

32

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Van 14u tot 18u
Toegang openbaar vervoer	Station Luik Cadran en bus 71 tot halte Vottem
Partnerziekenhuis	Onbekend
Bezoeker Move	Amélie Feye (Point d'Appui) a.feye@pointdappui.be
Andere ngo	MSF
Aantal bezoeken advocaten	63
Aantal bezoeken familie & vrienden	245 + intieme bezoeken
Bezoek politieke vertegenwoordiger	Hervé Rigot

Statistieken



468

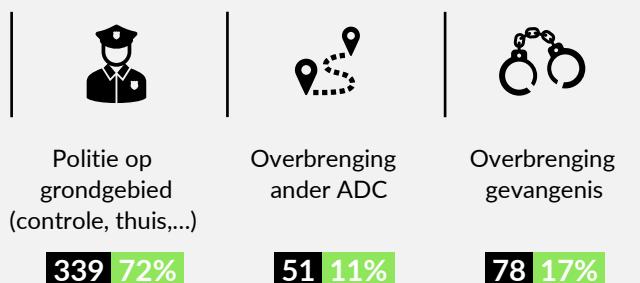
Personen werden in 2021 in het centrum van Vottem gedetineerd.

100% waren mannen (geen vleugel voor vrouwen)
2 personen werden minderjarig gevonden en vrijgelaten

Voornaamste nationaliteiten

15,2%	71	Albanië
10,3%	48	Algerije
10,0%	47	Marokko
7,7%	36	Georgië
4,8%	22	Roemenië
4,8%	22	Afghanistan
4,1%	19	Tunesië
3,6%	17	Guinee
3,4%	16	Brazilië
3,0%	14	Turkije

Omstandigheden aanhouding



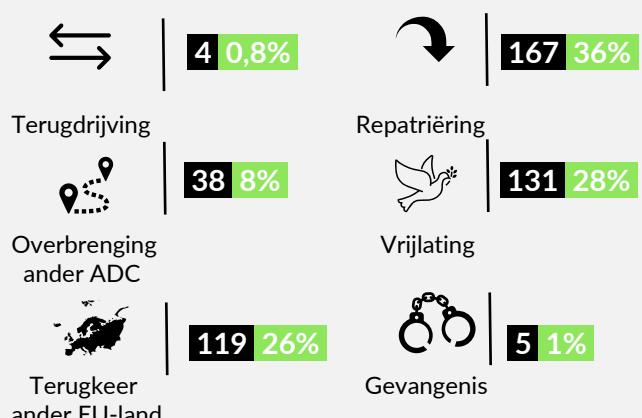
Gemiddelde duur van de detentie

Totaal (in dagen)	39,6
Vrijgelaten personen	78,5
Verwijderde personen	34,4

Minimum- & maximumduur

Niet beschikbaar.

Uitkomst van de detentie (464 personen)



Rode cijfers

- Zelfmoordpoging: 3
- Hongerstaking: 10
- Aantal klachten: 88
- Disciplinaire afzondering: 72
- Medische afzondering: **Onbekend**
- Afzondering voor veiligheid: 94

Opmerkelijke feiten in 2022



Het administratieve detentiecentrum Vottem ligt aan de rand van Luik. Het werd geopend in 1999. Het is het enige administratieve detentiecentrum in Wallonië en sinds 2007 worden er alleen mannen vastgehouden in een modern gebouw dat gelijkenissen heeft met een gevangenis. Elke vleugel is afgesloten met twee rijen tralies, de toegang tot de buitenruimtes die bekend staan als "promenade" is beperkt en de enige mogelijkheden om vrij te bewegen zijn tussen de cellen en de gemeenschappelijke ruimte. De plafonds zijn vrij laag, wat het gevoel van opluchting nog versterkt.

De VZW Point d'appui bezoekt dit centrum sinds 2008 en heeft twee officiële erkenningen van de Dienst Vreemdelingenzaken. In 2022 werden de maatregelen in verband met COVID-19 geleidelijk opgeheven. De capaciteit van het centrum is echter nog niet terug op het normale niveau, met name door personeeltekort. Er zijn maximaal ongeveer zestig gedetineerden geregistreerd.

Bezoekers van Point d'appui konden het centrum van Vottem 38 keer bezoeken. Ze begeleidden 46 gedetineerden in hun procedures, afkomstig uit 29 verschillende landen waaronder landen die nog steeds in conflict zijn zoals Afghanistan, Ethiopië, Eritrea, Irak en Palestina.

Diversificatie van de profielen van vastgehouden personen en tekort aan personeel

Bezoekers zien al enkele jaren een toename in het aantal kwetsbare personen die worden vastgehouden in het ADC Vottem. Het gaat vooral om mensen met ernstige medische problemen en mentale, psychologische en psychiatrische stoornissen. De gevangenis omgeving is ongeschikt om toezicht te houden op deze bijzonder kwetsbare mensen, wier pathologieën worden versterkt door de gevangenisomgeving. De algemene kwaliteit van de medische zorg is niet altijd optimaal. Sinds september 2017 werkt er geen psychiater meer rechtstreeks voor het ADC. Aangezien deze moeilijkheden door alle bezoekers van de Move-coalitie werden gemeld, is in 2023 de

samenwerking met de NGO "Artsen zonder Grenzen" van start gegaan voor specifieke cases.

De bezoekers meldden ook moeilijkheden in de omgang met gedetineerden die rechtstreeks uit een gevangenis komen na voltooiing van hun straf of voorarrest.

Bovendien hebben de terugkeerbegeleiders niet langer de leiding over dezelfde zaak, maar werken ze via een roulerende permanentie. Dit maakt het moeilijker om een vertrouwensband op te bouwen tussen de gedetineerde en de terugkeerbegeleider. Gedetineerden lijden onder het gebrek aan personeel bij het ADC Vottem, dat onderbezett is in verhouding tot hun specifieke behoeften.

Detentie van twee niet-begeleide minderjarigen

Twee alleenstaande minderjarige vreemdelingen werden in 2022 in het ADC Vottem vastgehouden en als minderjarig erkend. De zaak van een jonge niet-begeleide minderjarige vreemdeling van Afghaanse afkomst trof de bezoekers van het ADC Vottem bijzonder. Hij was pas 15 jaar oud en werd op Belgisch grondgebied onderschept voordat zijn aanvraag voor internationale bescherming was ingediend. Hoewel hij in het centrum had verklaard minderjarig te zijn, bleef hij opgesloten in afwachting van de resultaten van medische tests.

Scheiding van families

In 2022 waren 7 van de 46 begeleide gedetineerden gehuwd of hadden kinderen in België, hetzij als Belgische, hetzij met een verblijfsvergunning. De praktijk van scheiding van gezinnen is nog steeds wijdverspreid onder de gedetineerden van Vottem, waardoor hun partners, echtgenotes en kinderen niet de mogelijkheid hebben om van een volledig privé- en gezinsleven in België te genieten.

Beperkte toegang tot de speciale vleugel voor bezoekers van NGO's

De speciale vleugel van het ADC Vottem heeft het gevangenisaspect van het centrum alleen maar versterkt. Gedetineerden die ongeschikt worden geacht voor het groepsregime worden daar geplaatst, onder een "kamer"-regime dat lijkt op een gevangeniscel. De gemiddelde

verblijfsduur in de speciale vleugel was 31,74 dagen in 2022.

De toegang tot de speciale vleugel is ook beperkt om veiligheidsredenen. Bezoekers van ngo's moeten de directeur van de beveiliging minstens 24 uur van tevoren inlichten en kunnen de gedetineerden soms niet ontmoeten, waardoor ze nog meer geïsoleerd raken van sociale en juridische ondersteuning die onafhankelijk is van de staat.



Centra voor gezinnen

Beschrijving centrum & personeel

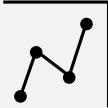
Alternatieve namen	FITT-woningen, terugkeerwoningen, community based open woonunits
Opening	Oktober 2008
Sites en capaciteit	Bevekom (6 woningen), Sint-Gilles-Waas (7), Tielt (3), Tubeke (6) en Zulte (6)
Totale capaciteit	28 woningen
Woningen	Studio, appartement of huisje met bepaald aantal kamers
Sanitair	Privé douche en toilet in elke woning
Collectieve ruimte	Keuken en binnenplaats of tuin op elke site
Mogelijkheid om site te verlaten	Tussen 9 en 22u, maar één ouder moet steeds op de site aanwezig zijn

Medisch personeel	DVZ werkt samen met lokale dokters
Sociaal assistenten	9 terugkeerambtenaren

Het centrum & de buitenwereld

Bezoeken	Maximum 5 personen (exclusief minderjarigen), registratie nodig
Bezoeker Move	Kristien Vliegen (kristien@jrsbelgium.org) en Stephan Burger (stephan@jrsbelgium.org)
Andere ngo	Geen
Partnerziekenhuis	Geen partnerschappen. Overbrenging indien nodig
Parlementaire bezoeken	0 in 2022

Statistieken



111

Gezinnen werden in de centra voor gezinnen in 2022. Move heeft er 37 opgevolgd

De gezinnen bestonden uit **195 kinderen**, 105 vrouwen en 47 mannen.

Voornaamste nationaliteiten

Aanhouding grens

Nationaliteiten onbekend.

Aanhouding grondgebied + Dublin procedure

25,0%	7	Moldavië
10,7%	3	Albanië
10,7%	3	Marokko
10,7%	3	Nigeria

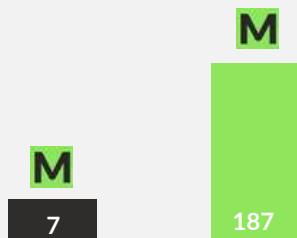
Omstandigheden aanhouding



Gemiddelde duur van de detentie



Minimum- & maximumduur



Noot: de cijfers van DVZ zijn niet beschikbaar.

Uitkomst van de detentie (63 gezinnen)

Aanhouding grens (44 gezinnen)



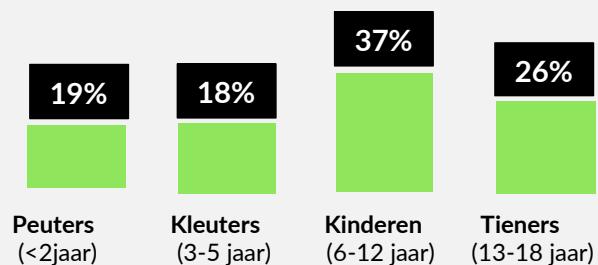
Noot: volgens ons bevinden de gezinnen die onderdoken zich in de categorie "vertrokken op eigen initiatief".

Aanhouding grondgebied + Dublin-procedure (19 gezinnen)



Vrijlating		15 – 50%
	Onderduiking	7 – 23%
	Vrijwillige terugkeer	1 – 3%
	Onbekend	7 – 23%

Leeftijd van de kinderen



Opmerkelijke feiten in 2022



Van 2001 tot 2008 werden gezinnen met minderjarige kinderen opgesloten in gesloten centra. Nadat het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in oktober 2006 de opsluiting van kinderen in ongepaste omstandigheden veroordeelde, openden de Belgische autoriteiten in 2008 de eerste gezinsdetentiecentra. Hier worden sinds 2008 gezinnen met kinderen vastgehouden die ongedocumenteerd zijn of aan de grens zijn onderschept. Hoewel ze moeilijk te vergelijken zijn met ADC's voor volwassenen en een zekere mate van comfort en privacy garanderen - een punt dat regelmatig aangehaald wordt door gezinnen die aan de grens tegengehouden worden - beschouwt Move ADC's voor gezinnen als een alternatieve vorm van opsluiting. Wettelijk gezien wordt er een detentiebevel uitgevaardigd tegen de families die er geplaatst worden en worden sommige van hun fundamentele rechten beperkt. Dit is bijvoorbeeld het geval met hun vrijheid om te komen en gaan (avondklok van 22u tot 9u en de verplichting voor een ouder om altijd aanwezig te zijn op de site).

In 2022 ontmoette Move 37 gezinnen. In totaal werden 111 gezinnen vastgehouden in een gezinscentrum in diezelfde periode. Dit, in combinatie met andere beperkingen, betekent dat onze analyse van nature niet uitputtend is, maar het stelt ons wel in staat om bepaalde signalen over de situatie van mensen in de centra te identificeren die volgens ons de moeite waard zijn om te melden.⁸

Situatie van Oekraïners

Ongeveer 35% van de Oekraïners die tijdelijke bescherming genieten in de EU zijn minderjarig. 63.000 Oekraïners kregen in 2022 tijdelijke bescherming in België. Gezien deze cijfers had men kunnen veronderstellen dat veel Oekraïense gezinnen met kinderen in het ADC voor gezinnen terecht zouden zijn gekomen, terwijl bijvoorbeeld werd gecontroleerd of ze geen verblijf of

bescherming in een ander land hadden, zoals in het Caricole-centrum meermaals is gebeurd.

Dit is echter niet het geval geweest. Het enige Oekraïense gezin waarvan we weten dat het in een centrum voor gezinnen is geplaatst, was helemaal begin maart 2022, voordat de tijdelijke bescherming van kracht werd. Met andere woorden, eenmaal de tijdelijke bescherming was geactiveerd, lijkt de DVZ ofwel nooit Oekraïense gezinnen met minderjarige kinderen in bewaring te hebben genomen, ofwel was deze bewaring van zeer korte duur. Dit is een goede praktijk die aandacht verdient.

Rechten en welzijn van het kind

In ons verslag over 2021 gaven we aan dat slechts 50% van de kinderen in ADC's naar school ging. Dit bleef een probleem in 2022 op de meeste locaties.

Alle kinderen van gezinnen die in de locatie Zulte waren geplaatst, gingen naar school. In de andere locaties is het voor gezinnen niet mogelijk om hun kinderen ouder dan 12 jaar naar school te sturen, vaak om praktische redenen. In 2022 slaagde een gezin dat in een andere site vastzat er echter in om hun kinderen (ouder dan 12) naar hun vroegere school te blijven sturen. De kinderen moesten een vrij lange reis maken, maar de DVZ dekte de kosten van het openbaar vervoer. Op een derde site ontmoetten we zeven leerplichtige kinderen jonger dan 12 jaar, maar geen van hen ging naar school. Bij twee gezinnen was dit de wens van de ouders. Op een laatste locatie gingen de meeste kinderen onder de 12 naar school.

Op verzoek om te reageren, merkt de DVZ op dat gezinnen die aan de grens worden tegengehouden of die in het kader van de Dublinprocedure naar een ander Europees land moeten worden teruggestuurd, vaak maar voor korte tijd in een centrum worden geplaatst.

⁸ Tijdens onze bezoeken vragen we de families een mandaat te tekenen zodat we hun gegevens kunnen gebruiken voor onze analyses.

Naast het recht op onderwijs hebben kinderen ook recht op vrije tijd en moeten ze toegang hebben tot recreatieve activiteiten. Deze kwestie is in het verleden aan de orde gesteld en er worden inspanningen geleverd op de verschillende locaties. In 2022 werd de site van Sint-Gillis-Waes bijvoorbeeld uitgerust met een speelplein. De kinderen van drie gezinnen vertelden ons echter dat ze zich verveelden in de centra. Twee van deze drie gezinnen verbleven in de zomervakantie in het ADC. De 5-jarige dochter van het derde gezin koppelde haar verveling nadrukkelijk aan het feit dat ze niet naar school ging.

Voor gezinnen die gearresteerd werden op het grondgebied (en niet op de luchthaven), werd het moment van de arrestatie systematisch beschreven als problematisch voor de kinderen. In 2022 ontmoetten we kinderen wiens slaap verstoord was door de gebeurtenis en die angstig waren bij de gedachte dat het opnieuw zou kunnen gebeuren.

Tot slot troffen we in 2022 een gezin aan met een kind met het syndroom van Down, een objectief kwetsbaar profiel.

LES CENTRES DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE EN 2022 : CHIFFRES ET OBSERVATIONS DES VISITEUR·EUSES



© ANTONIO GOMEZ GARCIA

Move

Voorbij detentie van migranten
Pour en finir avec la détention des migrant-e-s

Sommaire

INTRODUCTION	4
MOVE ET SON ACTION	4
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	5
LA DÉTENTION ADMINISTRATIVE EN BELGIQUE EN 2022 : QUELQUES CHIFFRES.....	7
UN APERÇU DE LA DÉTENTION PAR CENTRE	8
ÉVOLUTION DU NOMBRE DES RETOUR, REFOULEMENTS, RETOURS VOLONTAIRES	9
ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ DES CENTRES DE DÉTENTION	10
LES CENTRES DE DÉTENTION ADMINISTRATIVE EN 2022	11
127BIS	12
BRUGES.....	16
CARICOLE.....	20
HOLSBEEK.....	24
MERKSPLAS.....	28
VOTTEM.....	32
CENTRES POUR FAMILLES	36

Chaque être humain possède un droit fondamental à la liberté. La coalition Move a été créée à l'initiative conjointe de Caritas, du CIRÉ, de JRS Belgique et de Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Les membres de Move unissent leurs forces pour mettre fin à la détention de personnes pour raisons migratoires. Le terme « centre de détention (administrative) » (CDA) est donc préféré à celui de « centre fermé » pour éviter la confusion avec les centres d'accueil ouverts pour demandeur·euses de protection internationale – aussi appelés centres ouverts. Avec ce choix terminologique, l'attention est mise sur la réalité de la détention et le terme est en concordance avec la terminologie en droit européen (« immigration detention » en Anglais). De plus, nous entendons inclure toutes les autres formes de détention pour raisons migratoires, comme les maisons de retour que nous appelons « centres de détention (administrative) pour familles »

Introduction

La détention administrative existe en Belgique depuis 1988. Loin des regards, à l'abri des commentaires de la société civile qui n'y a qu'un accès restreint, des milliers de femmes et d'hommes y sont chaque année détenu·es. Dans ces centres de détention, dont la dimension carcérale a maintes fois été dénoncée, sont enfermées des personnes étrangères. Elles n'y sont pas détenues parce qu'elles auraient commis un crime mais parce qu'elles sont dépourvues des documents nécessaires pour séjourner légalement en Belgique. Ces personnes sont enfermées des jours, des semaines, voire des mois durant, pour organiser leur expulsion ou pour examiner leur demande de protection internationale (DPI). Ce rapport vise à revenir sur cette situation au cours de l'année écoulée.

Move et son action

La coalition Move a vu le jour en janvier 2021 sous l'initiative conjointe de Caritas International, CIRÉ, Jesuit Refugee Service (JRS) Belgium et Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Ces organisations

participent depuis plus de 20 ans à une plateforme d'ONG belges réunissant les visiteur·euses accrédité·es des centres de détention pour personnes migrantes.

Move réaffirme le droit à la liberté et veut mettre fin à la détention administrative des personnes migrantes.

Move s'articule autour de quatre piliers interdépendants :

- l'accompagnement socio-juridique des personnes détenues et le *monitoring* des lieux de détention administrative par des visiteur·euses accrédité·es,
- le développement d'une expertise juridique visant à mieux défendre les droits des personnes détenues,
- la réalisation d'un plaidoyer politique nourri par les observations du terrain,
- la sensibilisation du grand public afin que soit remis en question le principe même de la détention administrative.

Note méthodologique

Le présent rapport repose essentiellement sur les visites effectuées chaque semaine dans les six centres de détention belges et les unités de détention pour familles par la quinzaine de visiteur·euses accrédité·es de Move via les associations suivantes : JRS Belgium, Caritas international, Vluchtelingenwerk Vlaanderen et Point d'appui (membre du CIRÉ).

Les visites consistent principalement à rencontrer les personnes détenues et à offrir à celles et ceux qui le souhaitent une écoute attentive à leur situation, comme à leur vécu. Les entretiens ont également un caractère socio-juridique et les visiteur·euses peuvent se faire l'intermédiaire, pour peu qu'ils y soient expressément mandatés par les personnes détenues, avec le personnel du centre, le/la médecin, l'avocat·e, les membres de leur famille... Ainsi, les visiteur·euses accrédité·es collectent dans des « rapports de visite » des informations sur les situations rencontrées, qui sont ensuite analysées au sein de Move dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

En 2022, les 17 visiteur·euses accrédité·es de Move ont visité environ chaque semaine l'ensemble des centres de détention en Belgique et **628 personnes** détenues en centre de détention pour adultes ont été accompagnées. Cela correspond à **environ 14% du total des personnes détenues** dans les centres de détention pour adultes (6 CDA). Par ailleurs, **37 familles** avec enfants détenues dans les centres de détention pour familles ont été accompagnées (**33 % du total des familles détenues**).

Nous sommes conscient·es que nos observations et conclusions ne peuvent prétendre à l'exhaustivité dès lors que nous ne visitons pas l'ensemble des personnes détenues. Nous n'avons pas une vue d'ensemble sur tous les dossiers qui transitent par les CDA.

Nous faisons état de ce qui nous a été dit par les centaines de détenu·es rencontré·es, en accordant crédit aux témoignages multiples et

concordants et en ne retenant que les propos récurrents.

Enfin, nous avons également rédigé le présent rapport sur base des rapports annuels de tous les centres de détention transmis par l'OE et de certains échanges avec l'OE autour de situations spécifiques dans les CDA en 2022 en Belgique.

Ce format n'inclut pas d'analyses juridiques ou d'analyses de phénomènes spécifiques, comme nous avons pu le faire par le passé¹ ou comme le fait le JRS Belgium² ou encore la Cimade en France.³ Ces deux dernières publications ont été une source d'inspiration essentielle pour Move et nous en remercions les contributeur·trices. Nous renvoyons les lecteur·trices avides d'analyses plus complètes sur des thèmes spécifiques vers notre site web Movecoalition.be.

Explication de quelques termes utilisés dans la fiche « statistique » par CDA

Sur la page statistique, nous mettons en exergue ce que nous avons appelé des « chiffres rouges ». Ces chiffres proviennent le plus souvent du rapport annuel de l'OE et partant, l'interprétation de ce qui doit ou ne doit pas rentrer dans le cadre de cette définition, est déterminé par l'OE lui-même.

Prenons l'exemple de la « grève de la faim » : La définition de ce qu'est une grève de la faim et donc la comptabilisation de celles-ci est différente selon chaque centre :

- **Au 127bis** : Les données concernant les grèves de la faim reprennent toutes les personnes ayant été suivies par le service médical dans le cadre d'une grève de la faim, quelle que soit la durée de celle-ci.
- **À Vottem, Holsbeek et Merksplas** : les données concernent uniquement les grèves de la faim menées durant plus de 48 heures ; les grèves de moins de 48 heures ne sont donc pas comptabilisées.

¹ Groupe Transit, *Centres fermés : état des lieux*, 2016, [disponible en ligne](#).

² JRS Belgium, *Centres de détention pour migrants : rapport 2021*, novembre 2022, [disponible en ligne](#) ainsi que *Centres de détention pour migrants : rapport 2022*, novembre 2023, [disponible en ligne](#).

³ La Cimade, *Centres et locaux de rétention administrative : rapport 2021, 2022*, [disponible en ligne](#). La maquette développée par le studio Marnat a servi d'inspiration pour illustrer la partie statistique des CDA ainsi que le Rapport 2022, [disponible en ligne](#).

- **Au Caricole** : une personne est considérée comme en grève de la faim si elle ne s'est pas présentée au réfectoire soit pendant 3 jours consécutifs, soit pour 9 repas consécutifs. Les grèves de la faim d'une durée inférieure ne sont donc pas comptabilisées.
- **À Bruges** : le mode de comptabilisation des grévistes de la faim n'est pas précisé.

Le même raisonnement peut être tenu en ce qui concerne les « tentatives de suicide ». Comment

distinguer une automutilation sévère d'une tentative de suicide ? Et chaque centre opère-t-il la même distinction ?

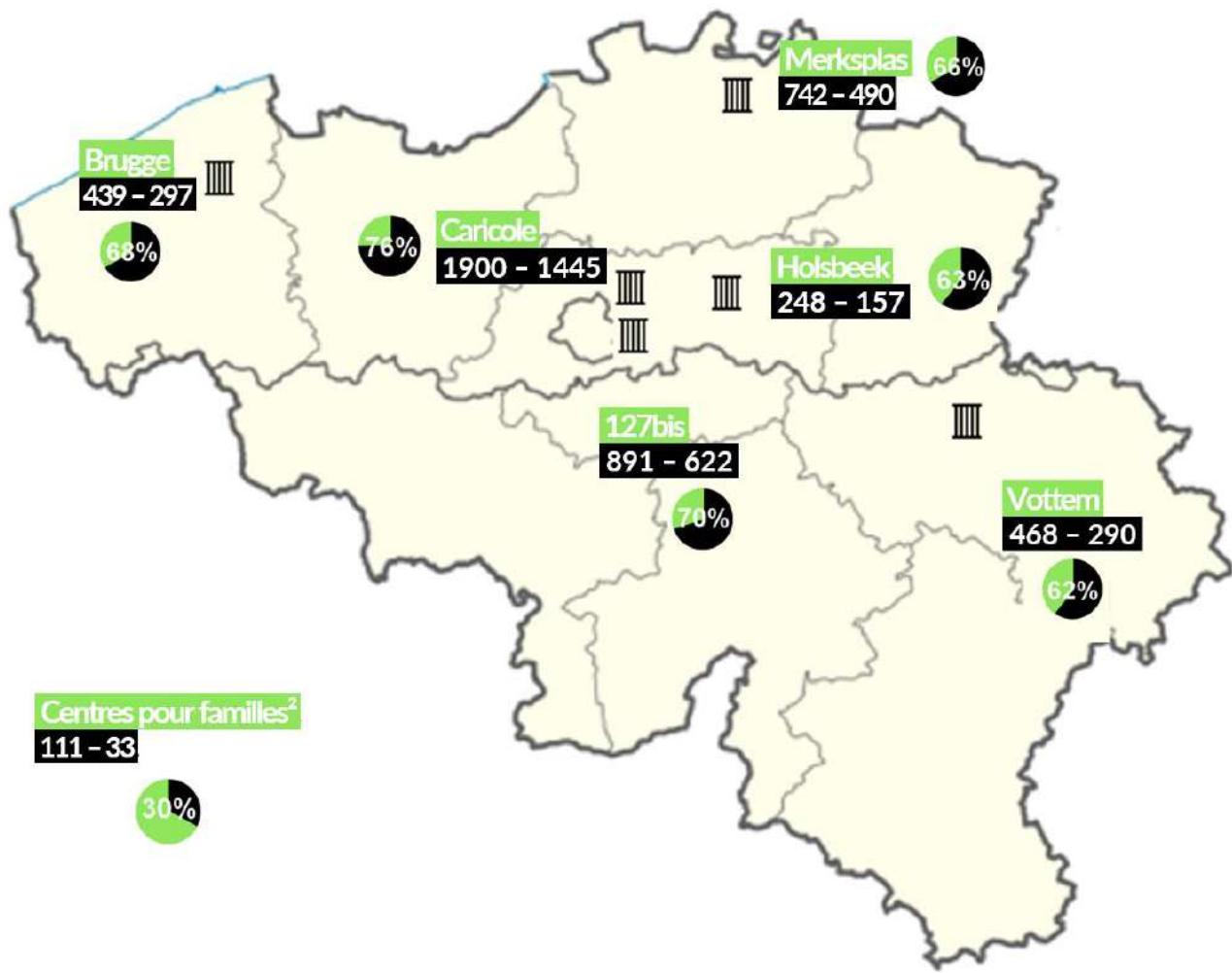
Ce paragraphe nous rappelle que les chiffres sont à prendre avec des pincettes. En tout état de cause, ces « chiffres rouges » mettent en lumière des actes qui témoignent du désarroi dans lequel les personnes détenues se trouvent et de l'impact de la détention.



La détention administrative en Belgique en 2022 : Quelques chiffres

Un aperçu de la détention par centre

Personnes enfermées et éloignées par centre de détention⁴



Nom Lieu du centre de détention

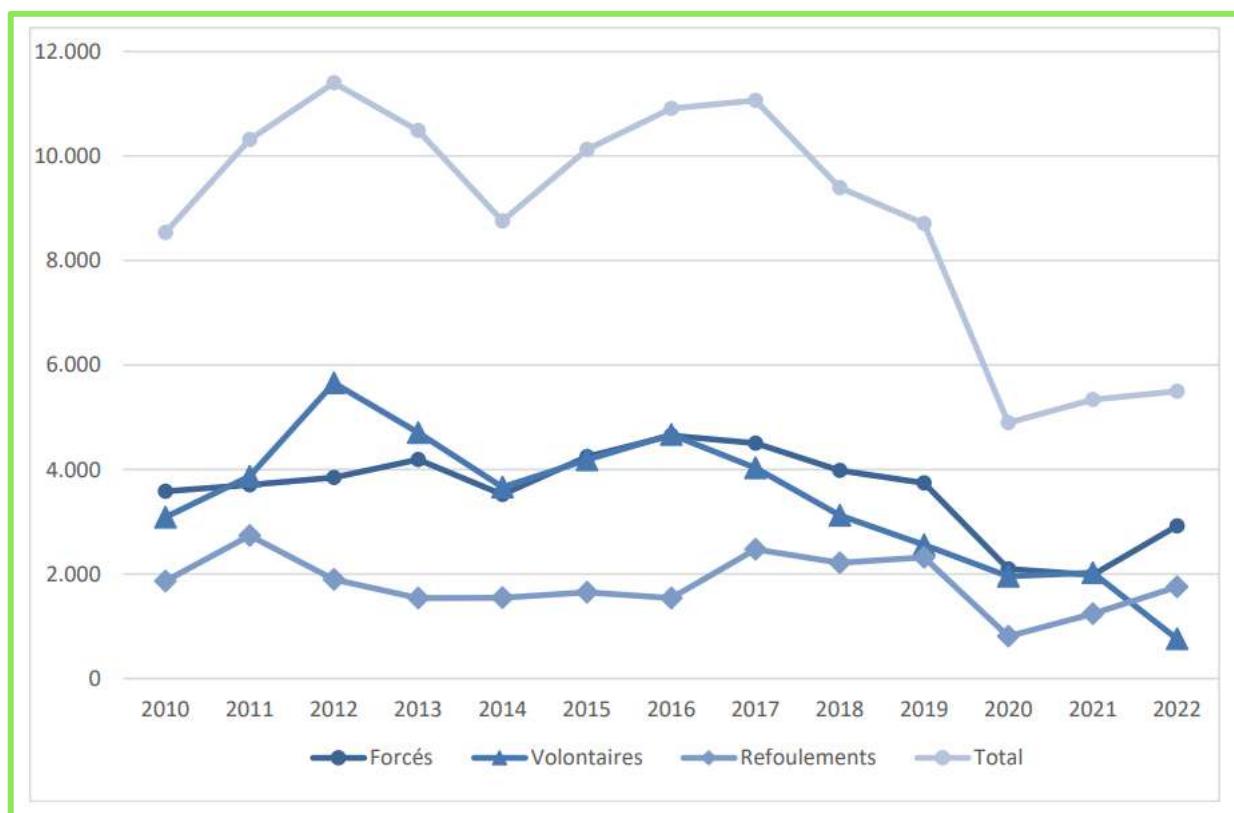
Chiffre Nombre de personnes placées en détention en 2022 et effectivement éloignées. Pour les centres pour familles il s'agit du nombre de familles

Taux d'éloignement effectif

⁴ Cfr. Rapports annuels 2022 des différents centres et Rapport d'activités 2022 de l'OE pour les centres pour familles. Le terme « éloigné » reprend les personnes rapatriées, les refoulements et les retours vers un autre état européen.

⁵ Pour les centres pour familles, l'OE ne nous ayant pas éclairci sur ce point et à l'aune de nos chiffres, nous considérons que le terme « départ de propre initiative » dans le rapport d'activité de l'OE représente les familles qui se sont enfuies.

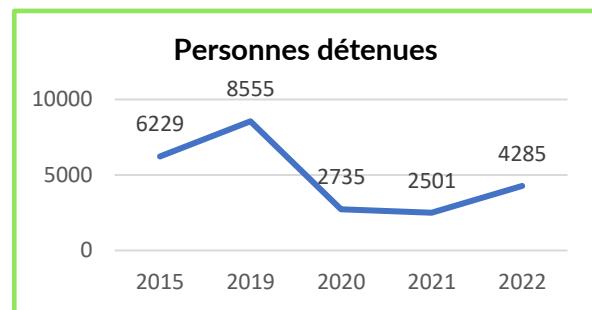
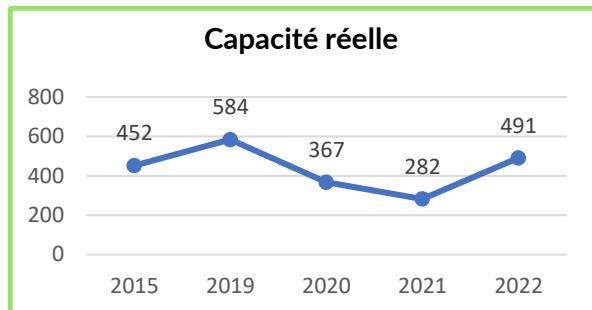
Évolution du nombre des retours & refoulements⁶



⁶ Office des étrangers, *Eloignements - Statistiques mensuelles*, 2023, [disponible en ligne](#), p. 6.

Évolution de la capacité des centres de détention

Sur papier les centres de détention pour adultes comptent autour de 600 places et jusqu'à 28 familles peuvent être détenues dans les CDA pour familles. La capacité réelle des CDA est, en temps normal, influencée par les besoins de rénovation des bâtiments et les ressources humaines à disposition. En 2020 et 2021, elle a toutefois chuté suite aux mesures sanitaires instaurées par l'OE qui a décidé de la réduire de moitié afin de permettre une meilleure distanciation sociale en temps de pandémie. Le nombre de détenu·es a logiquement suivi cette tendance. En 2022, la situation sanitaire s'est stabilisée et la capacité des centres (pour adultes) a progressivement réaugmenté pour atteindre 491 en fin d'année. Le nombre de personnes détenues est passé de 2501 en 2021 à 4285 en 2022.



Nombre de centres de détention	6
Capacité des centres en 2022	491
Nombre de personnes détenues en centre en 2022	4285
Nombre de centres de détention pour familles	28
Nombre de personnes adultes détenues en centre pour familles en 2022	152
Nombre d'enfants détenus en centre pour familles en 2022	195



Les centres de détention administrative en 2022



127bis

Description CDA & personnel

Directrice	Brenda Melis
Ouverture	Mars 1994
Adresse	Tervuursesteenweg 300, 1820 Steenokkerzeel
Contact	onthaalb1s@ibz.fgov.be 02/755.00.00
Capacité	120
Cellules	30, 2 lits superposés par cellule 4 cellules d'isolement dont 1 capitonné
Espace collectif	Oui : cafétéria, salon avec TV, salle de fitness dédiée
Cour extérieure	Oui
Service « Séjour résidents »	5 assistant·es sociaux
Personnel médical	3 médecins 5 infirmier·es 1 psychologue et 1 psychologue consultant

Le CDA et le monde extérieur

Visites	En semaine, 8 détenu·es peuvent recevoir des visites de 13h30 à 14h30 et le soir, 5 détenu·es peuvent recevoir des visites. Pendant les week-ends, les jours fériés et les jours de transition : 2 visites par jour de 19h30 à 20h30.
Accès transports en commun	Train jusqu'à la gare de Nossegem, puis 15 minutes de marche jusqu'au centre
Hôpital partenaire	Hôpital psychiatrique Sint-Alexius à Grimbergen, UPC Kortenberg
Visiteur·ses Move	Werner Verhaegen (Caritas international) w.verhaegen@brabantia.brussels
Autres ONG	NANSEN (3 fois), Croix-Rouge (1 fois), Pag-Asa (9 fois)
Nombre de visites avocat·es	192
Nombre de visites familles & ami·es	452
Visites mandataires politiques	Oui – 14

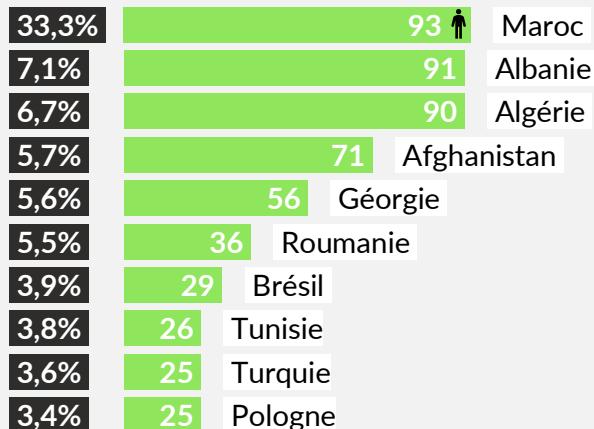
Statistiques

891

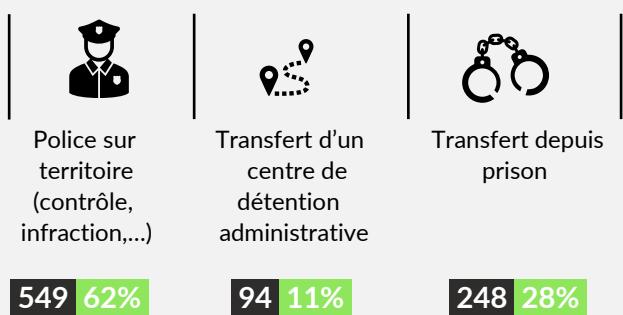
Personnes ont été détenues au Centre 127bis en 2022

99% étaient des hommes (pas de section pour femmes)
1% étaient des femmes passant la nuit avant leur rapatriement

Principales nationalités détenues



Circonstances d'arrestation

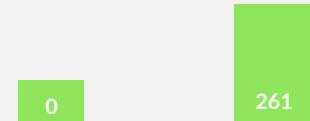


Durée moyenne de la détention

	Total (en jours)		24,7
	Personnes éloignées		20
	Personnes libérées		45

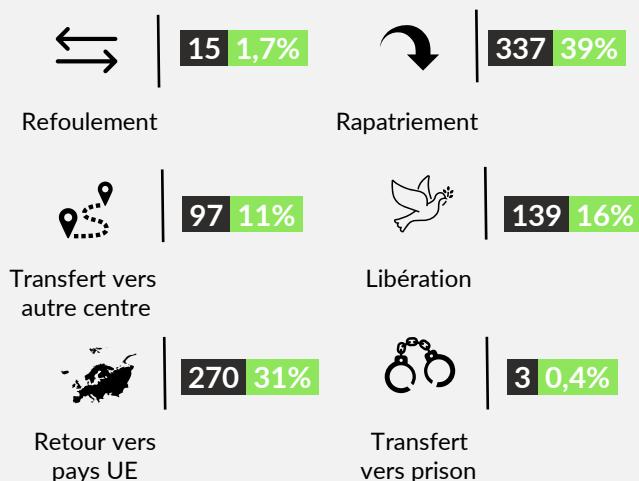
Note : le chiffre des autorités est calculé pour les 866 personnes qui ont effectivement quitté le centre. Il ne prend pas en compte qu'une personne a déjà été détenue dans un centre ou continuera à l'être dans un autre. Il n'est pas clair si les 177 personnes passant une seule nuit au centre sont prises en compte.

Durée minimale & maximale

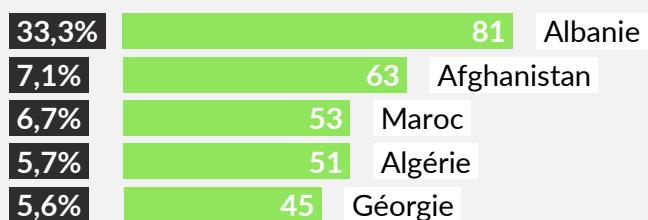


Note : la personne détenue 261 jours a finalement été libérée. 177 personnes ont été détenues pour un jour ou moins dans le centre.

Issue de la détention (866 personnes)



Principales nationalités éloignées



Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 7
- Grève de la faim : 40
- Nombre de plaintes : 44
- Isolement disciplinaire : 217
- Isolement médical : 355
- Isolement pour sécurité : 170

Faits marquants

en 2022



Le centre 127bis est le plus ancien CDA en Belgique. Il a été créé en mars 1994 à côté de l'aéroport de Bruxelles, avec une capacité originelle de 120 places. Le centre Caricole se trouve également à proximité. Seuls des hommes y sont détenus. Officiellement nommé « centre de rapatriement », une partie importante des détenus n'est pour autant pas rapatrié vers son pays d'origine. En 2022, 28,6% d'entre eux ont été transférés vers un autre pays de l'UE en vertu du règlement Dublin III (236 sur 825 sortants du CDA sur l'année 2022).

Les plaintes concernant le centre 127bis sont récurrentes quant aux conditions de détention et leur impact sur la santé mentale des détenus. La vétusté des bâtiments accentue l'aspect carcéral de ce CDA. La luminosité y est basse notamment par les quelques fenêtres encadrées de barreaux composant les différents espaces. Les cellules sont composées de deux lits superposés et les sanitaires sont alignés en rangées et séparés par des portes, laissant peu de place à l'intimité des détenus. S'ajoute à cela, le bruit assourdissant des avions qui décollent et atterrissent à l'aéroport de Zaventem juste à côté, ce qui ne fait que renforcer le climat anxiogène ambiant.

Durée de détention

Le centre 127bis ne fait pas exception par la longueur excessive des durées de détention.⁷ Pour l'année 2022, la durée maximale compte 261 jours selon l'Office des étrangers. Cette personne a finalement été libérée. Ce cas de figure s'inscrit dans la tendance selon laquelle les personnes relaxées par l'OE sont ceux dont la durée de détention est la plus longue. Au niveau européen, PICUM a déjà observé que, plus la durée de détention s'allonge, plus les chances de rapatriement effectif s'amenuisent.¹

⁷ Lorsqu'une personne refuse son éloignement cela engendre une nouvelle période de détention sur base de l'article 27 L1980. Cela a été confirmé par la Cour de

Désespoir & Incompréhension

La détention blesse et meurrit les personnes. Au fil de la détention, les signes de désespoir et d'impact négatif sur la santé mentale se multiplient. Les plaintes régulières au psychologue du centre ainsi qu'aux visiteur·euses d'ONG font état, de manière non-exhaustive, de problèmes d'acceptation de l'incarcération, de dépendance, de problèmes de sommeil, d'automutilation, d'anxiété, de symptômes dépressifs, de pensées suicidaires, de syndrome post-traumatique, etc.

Ce climat de désespoir est encore renforcé par le peu d'informations auxquels les détenus ont accès concernant leur dossier administratif. Nos visiteur·euses constatent fréquemment des incompréhensions face à la complexité des procédures, des difficultés de contact avec leur avocat·e et de la frustration face aux attentes non rencontrées. C'est une constante dans tous les centres mais au 127bis plus de la moitié des détenus (60%) n'ont pas /ne demandent pas d'avocat (ni pro deo, ni privé) pour les représenter.

Poussés par le désespoir, certains détenus passent à l'acte. Selon les informations de l'Office des étrangers, 7 détenus ont entrepris une tentative de suicide et 10 se sont auto-mutilés en 2022.

Pays à risque

En mars 2022, alors que la guerre en Ukraine avait éclaté depuis plusieurs semaines, un ressortissant ukrainien arrêté sur le territoire a été détenu au 127bis. Les procédures de libération ont été infructueuses. Aucune tentative d'éloignement n'a eu lieu durant sa détention. La personne a finalement été libérée sur initiative de l'OE en mai 2022.

Les personnes issues de pays à risques avérés (tel que l'Erythrée, l'Afghanistan ou encore le

cassation dans son arrêt du 31/08/1990. Par ailleurs, le droit européen prévoit un délai maximum de 18 mois de détention en cas de non-collaboration de la personne.

Burundi) ne sont pas expulsées vers leur pays d'origine mais sont détenues en vue d'un transfert Dublin. Vers septembre 2022, on note une arrivée massive de ressortissants burundais sous le coup d'une décision de transfert Dublin vers la Croatie. Beaucoup ont été arrêtés au centre « Dublin » de Zaventem qui a ouvert en août 2022. Un Soudanais détenu à risque d'expulsion vers le Soudan a finalement été libéré par la Chambre du conseil en juin.

Incident

Un incident particulièrement marquant pour l'année 2022 concerne la plainte déposée par un détenu contre un médecin du 127bis pour des faits d'attouchements. Le médecin a tout de suite été suspendu de ces fonctions. Selon nos informations, l'enquête pénale se poursuit encore à l'heure actuelle.



Bruges

Description CDA et personnel

Directeur-trice	Yves Rahier
Ouverture	Janvier 1995
Adresse	Zandstraat 150, 8200 Bruges
Contact	cib-directie@ibz.fgov.be 02/488.74.40
Capacité	112 places (80 places pour hommes, 32 pour femmes), mais réduite à 104 en pratique
Cellules	4 dortoirs de 20 lits pour les hommes, 2 dortoirs de 16 lits pour les femmes
Sanitaires	3 toilettes attenantes à chaque dortoir, 1 local de 20 douches
Espace collectif	3 ailes. Pas de libre circulation entre elles 1 fumoir et 2 salles de séjour équipées de billard, ping-pong, télévision et ordinateurs par aile 1 salle de fitness accessible 1h par jour à horaire fixe 1 bibliothèque accessible sur demande
Cour extérieure	Composée de terrains de sports. Accessible 3x40min/jour à horaire fixe

Service « Séjour résidents »	6 assistant·es sociaux, 15 éducateur·trices
Personnel médical	2 médecins, 4 infirmier·es, 2 psychologue

16

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 14h30 à 15h30
Accès transports en commun	Bus n°52 ou 55 depuis la gare ferroviaire de Bruges, arrêt St-Andries de Nieulant
Hôpital partenaire	AZ Sint Jan
Visiteur·euse Move	Pieter-Paul Lembrechts (JRS Belgium) pieter-paul@jrsbelgium.org
Autres ONG	Nansen
Nombre de visites avocat·es	112
Nombre de visites familles & ami·es	579 + 27 visites intimes
Visites mandataires politiques	Frank Casteleyn et Eva Platteau

Statistiques

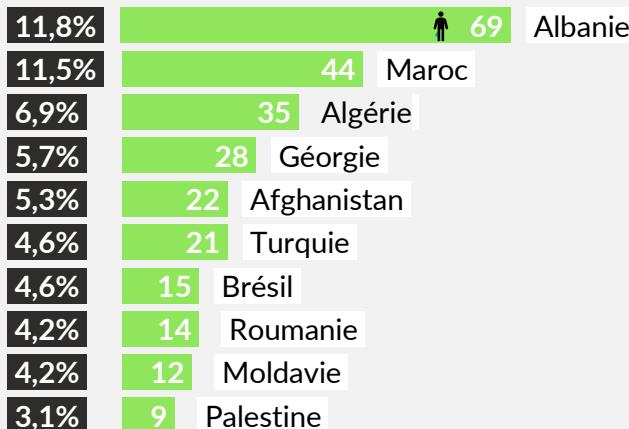


439

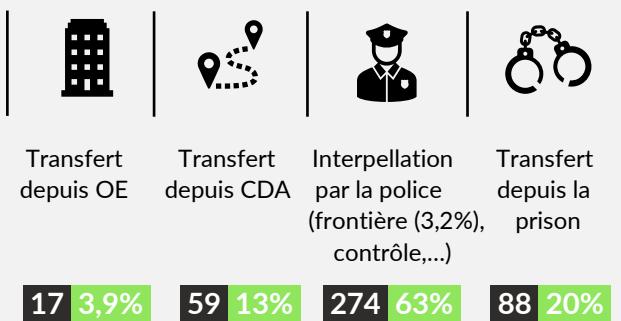
Personnes ont été détenues au centre de Bruges en 2022.
Move en a rencontré et suivi 122

91% étaient des hommes
9% étaient des femmes (l'aile des femmes n'a réouvert qu'en octobre)

Principales nationalités détenues



Circonstances d'arrestation

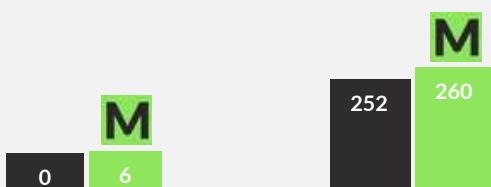


Durée moyenne de la détention



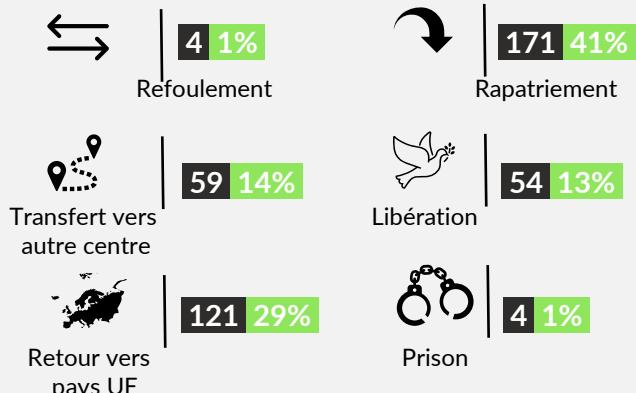
Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre (59 personnes) ou peut être prolongée dans un autre centre (59 personnes). Le chiffre est calculé pour les personnes ayant quitté le centre. 11 personnes ont été relâchées après moins de 48h. Le chiffre de Move prend en compte les transferts et est calculé sur la durée de 86 cas.

Durée minimale & maximale



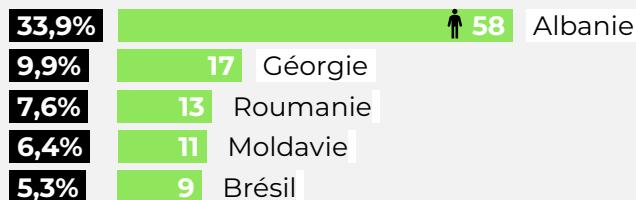
Note : 5 personnes ont été libérées juste après leur intake.

Issue de la détention (413 personnes)



	Libération	23 – 19%
	Refoulement et rapatriement	22 – 18%
	Retour volontaire	9 – 8%
	Retour vers pays UE	33 – 28%
	Transfert vers autre centre	15 – 13%
	Inconnu	16 – 14%

Principales nationalités rapatriées



Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 0
- Grève de la faim : 4
- Nombre de plaintes : 16
- Isolement disciplinaire : 39
- Isolement médical : 218
- Isolement pour sécurité : 38

Faits marquants

en 2022



Le centre de Bruges occupe les bâtiments de l'ancienne prison pour femmes de Sint-Andries. Le bâtiment frappe par son caractère vétuste et carcéral. Le gouvernement a répété vouloir le remplacer à moyen terme. Sont principalement détenues à Bruges des personnes sans-papiers interceptées sur le territoire.

Un centre qui tourne au ralenti

Bruges est le seul centre qui fonctionne avec un véritable « régime de groupe ». Les détenu·es sont en effet divisés en groupes avec lequel ils/elles évoluent en permanence, du dortoir aux douches, des repas au temps libre passé dans les salles de séjour. Il n'y a, en d'autres termes, que peu de place à l'intimité.

Le régime de groupe a été mis à l'épreuve en période de COVID. Bruges a été le centre ayant eu le plus de difficultés à contenir des contaminations, les détenus étant en contact permanent les uns avec les autres. C'est sûrement une des raisons pour lesquelles le centre est resté relativement vide en temps de pandémie. Fin janvier 2022, des détenus ont d'ailleurs à nouveau testé positif au coronavirus, entraînant la mise en quarantaine du centre et la suspension de nos visites sur décision de la direction.

La pandémie endiguée, le centre est toutefois resté relativement vide la majeure partie de 2022. De nombreuses bagarres ont éclaté, il nous semble lors de tentatives d'augmenter le nombre de détenu·es. Particulièrement durant les premiers mois de 2022, lorsque les mesures liées au coronavirus ont été levées, nous avons constaté des incidents. Il y a ainsi eu des échauffourées les semaines du 7 et 14 mars ainsi que la semaine du 11 avril. Le nombre d'isolements pour raison disciplinaire a même été plus élevé en 2022 qu'en période pré-COVID malgré une occupation inférieure : 145 personnes ont ainsi été placées en isolation contre 127 en 2019 (alors qu'il y a eu 1319 détenu·es cette année-là) et 131 en 2018 (pour 1342 détenu·es).

Quoi qu'il en soit, le nombre de détenu·es tournait autour de 20 les premiers mois de 2022 et ensuite

autour de 40 jusqu'après l'été. La section pour femmes, réouverte fin 2021 est restée vide jusqu'à octobre, par manque de personnel. Seulement 59 personnes ont aussi été transférées vers le centre de Bruges en 2022, contre 108 en 2021 qui était une année COVID. En moyenne, le centre aura eu un taux d'occupation de 54,6% par jour en 2022.

L'état général et la rénovation perpétuelle du centre sont d'autres facteurs contribuant à sa sous-utilisation. Rien qu'en 2022, le portique d'entrée a été changé, l'air conditionné placé, la toiture réparée, la cuisine rénovée et le Wifi installé. Au total, €856 183 ont été dépensés en 2022 en frais de fonctionnement, matériel informatique et biens durables. Le déploiement de ces moyens et le nombre de membres du personnel contrastent tous deux avec la sous-utilisation du centre.

Bonne pratique : Les permanences juridiques

Une permanence juridique de première ligne a lieu chaque vendredi matin au centre. Les détenu·es peuvent y recevoir une information juridique et poser leurs questions à un·e avocat·e indépendant·e qui se déplace pour l'occasion. Ils doivent pour ce faire s'inscrire à l'avance, suite à quoi le service social envoie le dossier à l'avocat·e chargé·e de la permanence. Les avocat·es participant à ces initiatives ne peuvent pas eux/elles-mêmes reprendre le dossier spécifique d'une personne qu'ils/elles viennent à conseiller. Le système n'a pas vocation à être un moyen pour les avocat·es d'augmenter leur nombre de client·es.

Les permanences ont repris en milieu d'année, non pas parce qu'elles avaient été suspendues en période COVID, mais parce que la demande n'existe pas, ce qui s'explique partiellement par le nombre faible de personnes détenues à Bruges.

Cette bonne pratique mérite d'être soulignée. La confusion auprès des détenu·es concernant leur situation juridique, qui n'est certes pas toujours

évidente, est réelle et la qualité de l'assistance juridique d'avocat·es *pro deo* pas toujours au rendez-vous d'après nos observations. En 2022, seulement 112 détenu·es ont pu voir un avocat en personne, que ce soit leur avocat·e ou lors de la permanence juridique. En d'autres mots, seul 26% des détenu·es ont parlé à un avocat·e en personne.

Grève du personnel

Le 9 novembre, une grève générale a eu lieu en Belgique. Les manifestant·es voulaient par-là faire

entendre leurs inquiétudes face à la flambée des prix de l'énergie et du coût de la vie.

Plusieurs membres du personnel du centre ont participé à cette grève. Ils ont ensuite continué à faire grève chaque mercredi jusqu'à la fin de l'année. Ceci a eu un impact sur le fonctionnement du centre, les visites de familles ou ami·es de détenu·es ayant été suspendues à plusieurs reprises par manque de personnel de sécurité présent. Les visites de Move, qui ont normalement lieu le mercredi, ont aussi dû être déplacées à un autre jour de la semaine.



Caricole

Description CDA et personnel

Directrice	Rika Goethals
Ouverture	Mai 2012
Adresse	Tervuursesteenweg 302, 1820 Steenokkerzeel
Contact	caricole.visite@ibz.fgov.be
Capacité	114 places
Cellules	Chambres de 4 à 6 lits
Sanitaires	Douche et WC en chambre
Espace collectif	3 salles de séjour accessibles à tous et différemment équipées (billard, télévision, babyfoot, ...) 1 salle internet accessible 2x par semaine pour chaque détenu·e. S'y sont ajoutées 3 tranches de 2h pour appeler ses proches lorsque les visites ont été restreintes pour cause de COVID 1 salle de fitness accessible 1h /jour 1 bibliothèque accessible tous les jours sur demande 1 salle créative où sont organisés différents ateliers
Cour extérieure	Divisée en espaces collectifs accessibles à tous et en terrain multisport accessible de manière ponctuelle

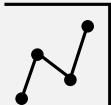
Service « Séjour résidents »	3 assistant·es sociaux·ales et 2 fonctionnaires de retour. 3 à 4 éducateur·trices présents chaque jour
Personnel médical	4 infirmier·es + 1 à mi-temps 4 médecins + 1 en formation 1 psychologue

20

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 13h30 à 15h30
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Nossegem (ligne Bruxelles – Louvain)
Hôpital partenaire	AZ Jan Portaels
Visiteurs Move	Ruben Bruynooghe (JRS Belgium) - ruben@jrsbelgium.org et 3 volontaires
Autres ONG	Nansen
Nombre de visites avocats	722
Nombre de visites familles & amis	873 & 1 visite intime
Visites mandataires politiques	Petya Obolenski & Kalvin Soiresse

Statistiques

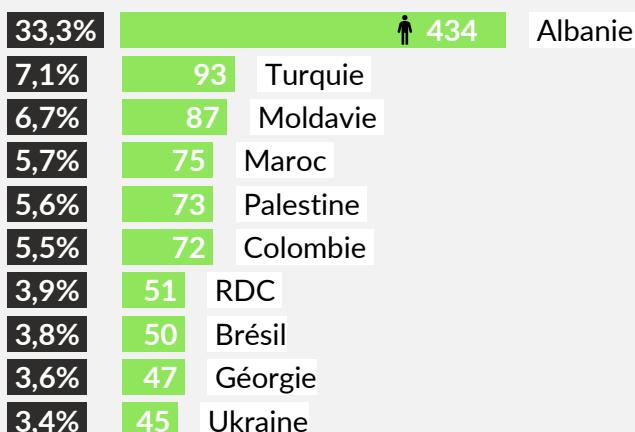


1900

Personnes ont été détenues au Centre de Transit de Caricole en 2022. Move en a rencontré et suivi 148.

78,5% étaient des hommes
21,5% étaient des femmes, 9 étaient enceintes
2 personnes se sont dites mineures mais ont été déclarées majeures

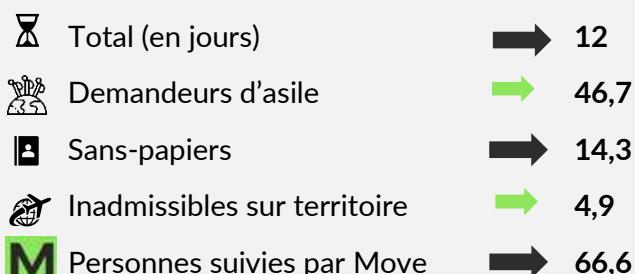
Principales nationalités détenues



Circonstances d'arrestation

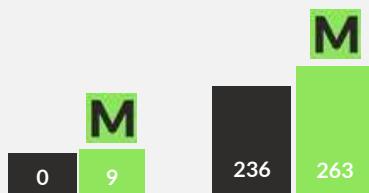


Durée moyenne de la détention



Note : Le chiffre des autorités est calculé en divisant le nombre de jours par celui des détenu·es en 2022. La moyenne ne prendrait donc pas en compte les personnes qui étaient déjà détenues en 2021 ou continuent à l'être en 2023. Il ne prend pas non plus en compte les 80 personnes dont la détention s'est prolongée dans un autre centre (qui sont exclues du chiffre JRS, calculé sur base de 140 détenu·es). Les personnes transférée d'un autre CDA pour la nuit ne sont par contre pas reprises dans cette moyenne.

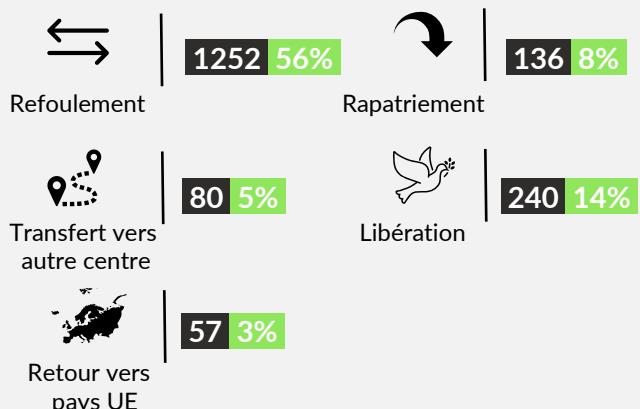
Durée minimale & maximale



Note : certaines personnes « inadmissibles sur le territoire » (arrêtées à la frontière) restent dans le centre moins de 24h en attente d'un vol suivant.

Note² : Move prend en compte les personnes placées en détention en 2022 dont la détention s'est achevée en 2023.

Issue de la détention (1776 personnes)



	Libération	61 – 43%
	Refoulement et rapatriement	22 – 15%
	Retour volontaire	43 – 30%
	Retour vers pays UE	10 – 7%
	Transfert vers autre centre	6 – 4%

Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 1
- Grève de la faim : 10
- Nombre de plaintes : 8
- Isolement disciplinaire : 12
- Isolement médical : 277
- Isolement pour sécurité : Inconnu

Faits marquants

en 2022



Le centre de transit Caricole doit son nom à son architecture circulaire. Opérationnel depuis 2012, il a été construit pour remplacer deux autres centres dont la fermeture était nécessaire. Situé à deux pas de *Brussels Airport*, la grande majorité des personnes qui y sont détenues sont dites « inadmissibles » (83% en 2022). Elles ne satisfont pas aux conditions d'entrée sur le territoire belge et sont alors placées à Caricole le temps de les renvoyer – « refouler » – vers le pays d'où elles ont voyagé. Ceci peut être très rapide ; il s'agira de simplement réserver le vol suivant vers ledit pays. Move ne rencontre ainsi que rarement des touristes maladroits. Nos visiteur·euses rencontrent à Caricole plutôt les personnes demandant l'asile à la frontière ou une fois détenues.

Reprise compliquée du tourisme

En période de COVID, le trafic aérien a baissé de manière considérable. La fermeture de frontières, l'interdiction de voyager si ce n'est pour « raisons essentielles », la nécessité de présenter un test PCR ou d'être vacciné sont autant de facteurs qui ont contribué à une diminution des voyages touristiques.

En 2022, la plupart de ces barrières au tourisme ont progressivement été levées. Le tourisme a repris, ce qui s'est aussi remarqué au nombre plus important de touristes arrêtés à l'aéroport et transférés à Caricole par une application – parfois sévère – des critères d'entrée sur le territoire.

Nous avons ainsi rencontré de nombreux touristes qui, malgré un visa valable, se sont retrouvés détenus pour diverses raisons : hôtel réservé mais pas encore payé, absence de ticket retour, impossibilité de répondre à certaines questions de géographie ou d'étayer son programme de visite en détail et ainsi de suite. La grande majorité de ces personnes étaient originaires du continent africain. Notons encore

la situation particulière d'une femme libanaise munie d'un visa C qui avait transféré la plupart de ses économies sur le compte de sa fille qui habite en Belgique car les retraits d'argent sont limités au Liban qui est plongé dans une grave crise financière. Par manque de fonds propres, elle s'est également vu refuser l'entrée sur le territoire, a été détenue et est finalement retournée au Liban.

Détention d'Ukrainiens

En 2021, les ressortissants ukrainiens étaient la dixième nationalité la plus détenue à Caricole. Le 24 février 2022, la Russie envahissait l'Ukraine. Plusieurs jours après, alors que l'espace aérien ukrainien était fermé et tout retour impossible, des ukrainien·nes étaient pourtant toujours détenus à Caricole. Le 4 mars, l'Union européenne a décidé d'activer la protection temporaire pour les Ukrainian·nes cherchant à se réfugier en Europe. Un Ukrainian est pourtant resté détenu à Caricole encore plusieurs jours après cette date.

Tout au long de l'année, 45 ressortissant·es ukrainien·nes ont été détenu·es à Caricole. Malgré le contexte, ils sont restés la dixième nationalité la plus représentée dans le centre, alors qu'avec un passeport il n'y a pour eux pas d'obligation de posséder un visa. L'OE voulait d'abord vérifier que ces personnes n'avaient pas un statut de séjour, ou la protection temporaire, dans un autre État membre. Dix-huit de ces 45 personnes ont finalement reçu la protection temporaire en Belgique et ont été libérées.

Au total, 109 personnes ont été libérées de Caricole suite à l'obtention d'un statut de protection. Cela représente presque la moitié des libérations (45,4%). Outre les Ukrainian·nes, cela concerne 37 Palestinien·nes (sur au total de 50 détenu·es), 25 Turc·ques (sur 35) ou encore 11 Syrien·nes (sur 17).

Notons aussi la détention de plusieurs hommes russes arrivés à la frontière et fuyant la conscription obligatoire.

Impact de la crise de l'accueil

Depuis septembre 2021, le Belgique n'arrive plus à héberger les demandeur·euses de protection internationale. Cette crise de l'accueil a perduré tout au long de 2022.

De nombreuses personnes arrivant à la frontière et détenues à Caricole demandent la protection internationale. Lorsque leur procédure tarde à aboutir, certaines sont libérées et censées être alors hébergées par Fedasil. Au plus profond de la crise, en octobre, lorsque femmes et enfants n'étaient à leur tour plus logés avec certitude, de nombreuses personnes détenues à Caricole puis relâchées se sont aussi retrouvées à la rue. Cela a engendré un stress considérable chez les détenu·es libéré·es ayant droit à l'accueil.

L'augmentation des demandeur·euses de protection internationale a aussi eu pour conséquence d'engendrer de sérieux retards dans le traitement de ces demandes par le CGRA. La demande d'une personne interceptée à la frontière et détenue doit, légalement, être traitée endéans les quatre semaines. Après ce délai, la personne est censée être admise sur le territoire et libérée. En période estivale, lorsqu'en plus d'une capacité insuffisante nombre du personnel du CGRA était en vacances, nous avons constaté que certaines demandes ont pris plusieurs mois à être traitées. Les personnes concernées ont vraisemblablement été admises sur le territoire, mais l'OE a pris à leur égard une décision de détention basée sur un autre fondement juridique. Le fait est que de nombreux demandeur·euses sont resté·es enfermé·es pendant plusieurs mois. Parmi ces personnes, se trouvaient, entre autres, une femme burundaise enceinte qui sera restée 61 jours enfermée.

Changement de politique pour le Burundi

La situation politique au Burundi est extrêmement critique. Si l'élection du président Ndayishimiye en 2020 a fait naître l'espoir de mettre un terme à la crise généralisée des droits humains, le CNDD-FDD, le parti aux commandes du pays

depuis 2005, a maintenu son monopole sur le pouvoir. Des rapports font état d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires et de disparitions de personnes perçues comme opposantes au pouvoir.

En conséquence, les Burundais qui demandaient la protection internationale en Belgique la recevaient de manière systématique. En août 2022, nous avons toutefois constaté un apparent changement de politique dans le chef du CGRA. Plusieur·es Burundais·es détenu·es à Caricole se sont en effet vu refuser la protection internationale. Si certain·es ont par la suite été libéré·es après de nombreuses semaines en détention et après avoir interjeté appel, le premier retour forcé avec escorte vers le Burundi a bel et bien eu lieu fin novembre.



Holsbeek

Description CDA et personnel

Directeur-trice	Carla De Becker
Ouverture	Mai 2019
Adresse	De Vunt 19, Holsbeek
Contact	cih-directie@MiBz.FGov.be
Capacité	28 places
Cellules	Chambres de 2
Sanitaires	8 douches, 11 toilettes
Espace collectif	Cafétaria et salon avec TV ; Bibliothèque ; Accès internet (30min/jour)
Cour extérieure	Petite cour
Service « Séjour résidents »	2 fonctionnaires au retour
Personnel médical	1 médecin-attaché 2 infirmier·es 1 psychologue 2 j./ semaine

Le CDA et le monde extérieur

24

Visites	De 14h à 15h
Accès transports en commun	15 min de bus à partir de la gare de Louvain
Hôpital partenaire	UZ Leuven, met Campus Gasthuisberg, Campus Sint-Rafael Kapucijnenvoer en Campus Pellenberg.
Visiteurs Move	Jasmijn Helsen (Caritas international) j.helsen@caritasint.be
Autres ONG	Nansen (3 fois), Gams (1 fois), Pag-Asa (1 fois)
Nombre de visites avocats	Non disponible
Nombre de visites familles & amis	1002 & 38 visites intimes

Statistiques



207

Personnes ont été détenues au centre de détention de Holsbeek en 2022

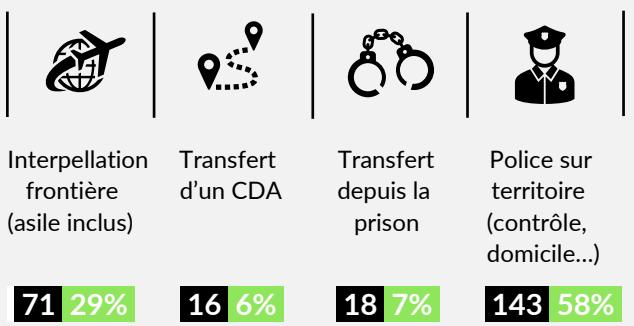
100% étaient des femmes (pas de section hommes)

4 femmes se sont dites mineures, **3** ont été déclarées majeures

Principales nationalités détenues



Circonstances d'arrestation



Durée moyenne de la détention

⌚ Total (en jours) → 35

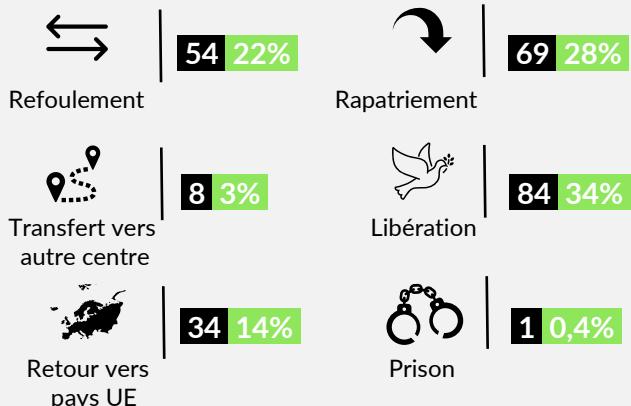
Note : il n'est pas clair si ce chiffre prend en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue quand elle vient d'un autre centre ou que sa détention sera prolongée dans un autre centre.

Durée minimale & maximale

1

237

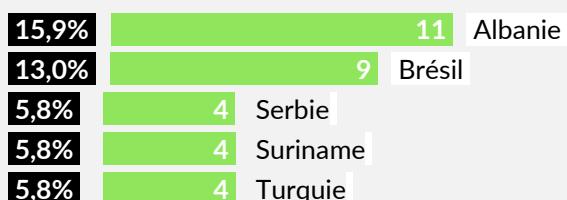
Issue de la détention (250 personnes)



Principales raisons de libération



Principales nationalités rapatriées



Chiffres rouges

⌚ Tentative de suicide : 0

🍴 Grève de la faim : 6

📝 Nombre de plaintes : Inconnu

████ Isolement disciplinaire : 8

████ Isolement médical : 83

Faits marquants

en 2022



Le centre de Holsbeek est un ancien hôtel Formule 1. Le bâtiment a été racheté par l'État en 2012. Il a d'abord servi de centre de retour « ouvert » avant que la Croix-Rouge ne l'utilise comme centre d'hébergement pour mineur·es non accompagné·es. Le gouvernement a décidé de le transformer en centre de détention administrative en 2017. Le centre est opérationnel depuis juillet 2019.

Le CDA de Holsbeek présente la spécificité de ne détenir que des femmes, ce qui le rend unique en Belgique. Au CDA de Bruges, une aile pour femmes existe et rend possible la détention d'une minorité de femmes parmi une majorité d'hommes. Au CDA Caricole, près de 20% des personnes détenues en 2022 étaient des femmes.

Le CDA de Holsbeek a une capacité maximale de 28 places. De mai à avril 2022, le CDA de Holsbeek affichait un taux d'occupation entre 79% à 82 % mais depuis mai 2022, il est quasiment à sa capacité maximale en permanence. Le nombre de femmes détenues en 2022 est exactement le même qu'en 2021, à savoir 248 femmes.

L'âge moyen des femmes détenues en 2022 est de 35 ans.

Plus d'une femme sur six en cours de procédure d'asile et plus d'une femme sur trois a été arrêtée à l'aéroport

Au moins 36 femmes sur 248 étaient en cours de procédure d'asile suite à leur arrestation à leur arrivée à l'aéroport de Zaventem. En raison de l'enfermement et de la peur de l'expulsion rapide, les femmes souffrent d'un stress important ce qui rend la récolte des preuves et la préparation de l'audition des motifs de fuite pénibles. À cela s'ajoute la difficulté de trouver des avocat·es

disposé·es à défendre les femmes dans des délais aussi courts. Un certain nombre de femmes sont transférées depuis le CDA « de transit » Caricole suite à leur arrestation à l'aéroport. En 2022, 52 femmes (près de 1 femme sur 5) faisait l'objet d'une décision de refoulement en vue d'un renvoi vers le pays depuis lequel elles ont embarqué à bord du vol vers la Belgique. Souvent, il ne s'agit pas de leur pays d'origine et les risques qu'elles y encourent en cas de retour ne sont en général pas spécifiquement examinés par l'État belge.

Nationalités diverses et pays à risques

Outre les nationalités les plus représentées telles que reprises dans la fiche statistique ci-dessus, certaines nationalités des personnes détenues méritent d'être soulignées.

Ainsi, dans le top 10 des nationalités représentées au CDA de Holsbeek, 3 figurent parmi le top 10 des nationalités avec le plus de décisions de reconnaissance du statut de réfugié. Il s'agit de la Turquie, du Burundi et de l'Erythrée².

Par ailleurs, 2 personnes afghanes ont été détenues, 5 personnes d'Ukraine et 4 d'Iran.⁸

L'ensemble de ces pays ont connu d'importants problèmes de sécurité de sorte qu'un retour vers ces pays ou vers un pays de transit (ou Dublin) comportent nécessairement un risque. Si la possibilité d'introduire une procédure d'asile depuis le CDA demeure garantie, nous rappelons néanmoins la recommandation du Comité contre la torture (CAT), telle que rappelée par l'*European Migration Network*⁹ consistant à mettre fin à la pratique de systématiquement détenir les demandeur·euses de protection internationale arrêté·es à la frontière.³

Profils spécifiquement vulnérables

Sauf erreur, le rapport annuel du CDA de Holsbeek ne précise pas le nombre de femmes

⁸ S'agissant du maintien et de l'éloignement des Afghans et des Iraniens, il s'agit principalement de cas Dublin avec quelques rares cas de retour volontaire.

⁹ European Migration Network, *Detention and alternatives to detention in international protection and return procedures in Belgium*, juillet 2023, [disponible en ligne](#), p. 42.

enceintes et n'aborde pas ce thème pourtant propre à la féminité et contrairement au rapport annuel du CDA Caricole (p. 52). Suivant les recommandations de la Commission Vermeersch, la politique de l'OE à l'égard des femmes enceintes est la suivante : L'éloignement forcé est possible jusqu'à la 24^{ème} semaine, au-delà de ce délai, il n'y a plus d'éloignement forcé possible. Au-delà de 36 semaines, l'éloignement (forcé ou volontaire) ne peut avoir lieu et la personne doit être libérée.

Le rapport annuel précise que « 4 mineurs étrangers non accompagnés ont été détenus, dont un a été reconnu ».

En outre, la visiteuse accréditée a rencontré au moins une personne transgenre.

Plusieurs femmes ont fait l'objet d'une suspicion de traite d'être humain. Selon le rapport annuel de l'OE, Pag-aso (organisme en charge de la détection et suivi des victimes de traite) s'est rendu deux fois au CDA de Holsbeek.

Enfin, il arrive régulièrement que des femmes nécessitent un suivi médical rapproché. Le CDA dispose d'un service médical composé d'un·e médecin du centre et de plusieurs infirmier·es. Ces dernier·es réalisent le screening médical à l'arrivée de chaque femme dans le centre. Ensuite, les femmes ont le droit de demander à être vues au moins une fois par le/la médecin du centre. Le/la médecin se base sur le rapport réalisé par les infirmier·es à l'entrée pour rédiger le document « fit to fly » autorisant l'OE à mettre la personne dans l'avion.

En 2022, nous avons suivi quelques cas de personnes souffrant d'une maladie grave. Citons ainsi la situation d'une dame originaire de l'Afrique de l'Ouest atteinte d'une tumeur dont il n'était pas encore clair si elle était maligne ou bénigne. Ayant fait appel via une fonctionnaire de retour à un service de réintégration dans son pays d'origine, ce service avait estimé que son suivi médical ne serait pas possible dans son pays d'origine. Malgré cet avis, l'expulsion a tout de même eu lieu après 9 mois de détention.

Notons qu'en 2022, 83 femmes se sont retrouvées à l'isolement médical, dont 72 l'étaient en raison de l'attente des résultats de leur test COVID. Début février, le CDA de Holsbeek a d'ailleurs été mis en quarantaine en raison de cas positifs à la COVID-19. Pendant cette période, la visiteuse accréditée devait alors présenter un test COVID négatif et porter un masque FFP2.

Soulignons que la psychologue du centre a été en contact avec 62 femmes détenues ayant exprimé un souhait de la rencontrer. Les infirmier·es ont quant à elles réalisé 1736 consultations (en dehors des « intakes » - contrôles d'arrivée) et le/la médecin du centre en a quant à lui tenu 723.

Certains soins ont été dispensé à l'extérieur du CDA de Holsbeek en 2022, et nous pouvons citer :

9 admissions aux urgences, 21 rendez-vous gynécologiques, 10 RDV en dentisterie, 3 en psychiatrie, 3 en oncologie, et une quarantaine de RDV dans d'autres branches médicales. Ces chiffres montrent les besoins divers et importants de suivi médical dans le chef de nombreuses détenues.

Divers

Notons que le rapport annuel ne permet pas de déterminer le nombre de plaintes qui auraient été introduites par les femmes détenues.

Les séparations des femmes avec leur famille dont il était question en 2021 restent malheureusement une réalité en 2022. Plusieurs ont été arrêtées à leur domicile alors qu'elles étaient en train de réaliser les démarches administratives en vue de pouvoir introduire une demande de regroupement familial avec le membre de leur famille. Le rapport annuel précise que des activités spécifiques sont organisées à l'occasion de la Saint-Valentin dans le CDA.

Les tentatives d'expulsions sont nombreuses et selon le rapport annuel celles-ci ne peuvent être comptabilisées car la base de données n'est pas outillée à cette fin. Néanmoins, nous avons connaissance d'une dame ayant fait l'objet de 6 tentatives d'éloignement, la 7^{ème} ayant abouti à l'expulsion effective.

Merksplas

Description CDA et personnel

Directeur-trice	Eric Kivit
Ouverture	Janvier 1994
Adresse	Steenweg op Wortel 1A, 2330 Merksplas
Contact	cim.info@ibz.fgov.be 014/63.91.10
Capacité	142, réduite à 94 pour cause de travaux et manque de personnel
Cellules	Cellules de 2 à 4 lits équipées de télévisions et de tables
Sanitaires	Toilette et évier en chambre, salles de douches communes et en chambre dans un des 4 bâtiments
Espace collectif	Bâtiments de deux étages (1 aile par étage). Les ailes sont équipées d'une télévision, de billard, table de ping-pong ou kicker. Salle de fitness accessible 1x/jour Ordinateurs accessibles 3x par semaine pendant 1h Bibliothèque accessible sur demande
Cour extérieure	Deux cours équipées de terrains de sport, matériel de fitness, potagers, accessibles 3x/jour en été, 2x en hiver

Service « Séjour résidents »	1 assistant·e social·e par aile
Personnel médical	3 médecins, 7 infirmier·es 1 psychologue et deux assistant·es

28

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours de 13h15 à 14h15
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Turnhout puis Bus n°432 direction Brecht, arrêt kolonie
Hôpital partenaire	AZ Turnhout et PC Multiversum (+ZNA Stuivenberg)
Visiteur·euses Move	Guy Verstraeten, Eddy Denckers (JRS Belgium), & Chris Van Aken (VWV)
Nombre de visites avocat·es	Inconnu
Nombre de visites familles & ami·es	905 + 123 visites intimes
Visites mandataires politiques	Nicole De Moor



Statistiques

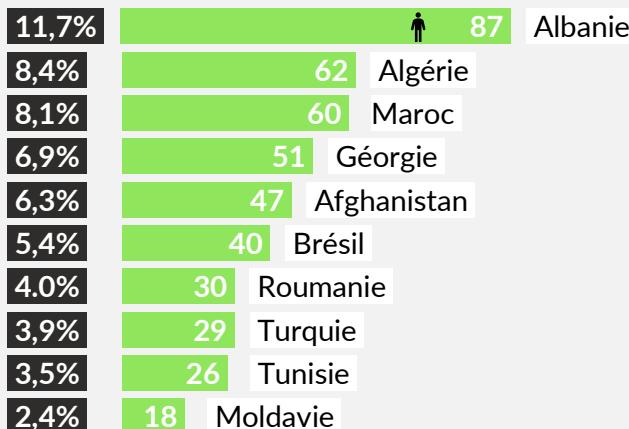


742

Personnes ont été détenues au centre de détention de Merksplas en 2022. Move en a rencontré et suivi 179.

100% étaient des hommes (pas de section femmes)

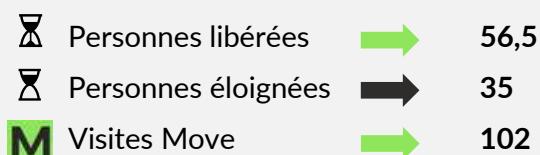
Principales nationalités détenues



Circonstances d'arrestation



Durée moyenne de la détention (en jours)



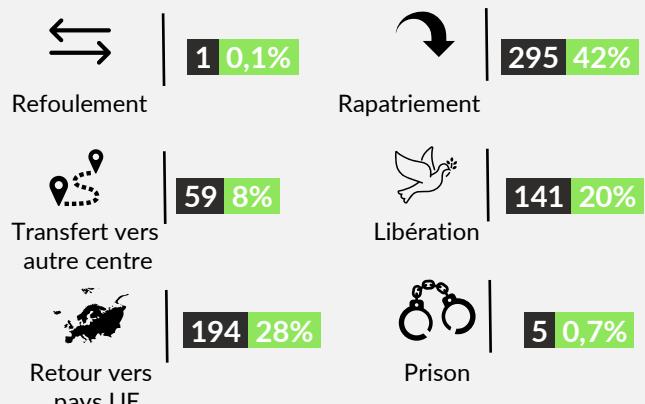
Note : Le chiffre du centre ne prend pas en compte le fait qu'une personne a déjà été détenue dans un autre centre (76 personnes) ou que sa détention sera prolongée dans un autre (59 personnes). Le chiffre Move le prend en compte et est calculé sur base de 149 cas.

Durée minimale & maximale



Note : la détention la plus longue du centre a commencé en 2021. La plus courte concerne en majorité des cas où le titre de détention n'était pas valable à l'arrivée.

Issue de la détention (695 personnes)



M	Liberation	71 - 40%
	Refoulement et rapatriement	43 - 24%
	Retour volontaire	5 - 3%
	Retour vers pays UE	32 - 18%
	Transfert vers autre centre	27 - 15%

Principales nationalités rapatriées



Chiffres rouges

- ⌚ Tentative de suicide : 1
- 🍴 Grève de la faim : 30
- ✉️ Nombre de plaintes : Inconnu
- ████ Isolement disciplinaire : 139
- ██ Isolement médical : 284
- 🔒 Isolement pour sécurité : inconnu

Faits marquants

en 2022



Initialement construit en 1875 pour y enfermer ceux qui à l'époque étaient qualifiés de « vagabonds », le centre de Merksplas est affecté à la détention de migrants depuis 1994. Situé à la frontière hollandaise, la situation géographique isolée du centre rend son accès en transports en commun difficile. La grande majorité des détenus à Merksplas sont des personnes sans-papiers arrêtées sur le territoire. Le centre présente une infrastructure imposante de cinq larges bâtiments de deux étages.

Détentions de profils vulnérables et ouverture de l'aile spéciale

La suppression des mesures sanitaires, combinée à l'augmentation du nombre de détenus, a eu pour conséquence que davantage de personnes au profil vulnérable ont à nouveau été enfermées. Nous avons ainsi rencontré plusieurs détenus avec des graves problèmes psychologiques ou cognitifs, des personnes se déclarant mineures, des cas d'automutilation, mais aussi des personnes LGBT+. En centre de détention, ces dernières sont exposées à un niveau accru de harcèlement, de discrimination et de violence psychologique, physique et sexuelle de la part d'autres détenus.¹⁰

En décembre 2022 rouvrait à Merksplas « l'aile spéciale », similaire à celle existant déjà au centre de détention de Vottem. Cette aile avait été fermée en 2019 suite à un manque de personnel. Les détenus nécessitant un régime plus « adapté », par mesure de sécurité ou de leur profil vulnérable, peuvent y être maintenus à l'écart des autres de manière temporaire ou permanente. Elle peut accueillir jusqu'à 14 détenus. Son ouverture s'accompagne de la

création d'une équipe spécifique de six personnes dont le rôle est de soutenir les personnes avec des besoins adaptés (organisationnels, médicaux ou psychologiques) dans tout le centre.

Le droit à la vie familiale mis à mal

Nous avons, de manière systématique, rencontré des personnes ayant un partenaire de longue date – souvent belge – et/ou un ou des enfants à l'extérieur du centre. Ces personnes sont souvent présentes depuis plusieurs années en Belgique et n'ont pas pu régulariser leur situation familiale, que ce soit par manque de temps, d'argent ou de peur d'approcher les autorités.

Une demande de regroupement familial se fait auprès de la commune de résidence. Interviennent, tout au long de la procédure, plusieurs contrôles domiciliaires par la police. Avec la création du service SEFOR auprès de l'OE il y a une dizaine d'années, la collaboration entre les communes, la police et l'OE a été renforcée. Lorsque la police se présente au domicile de la personne, il est souvent confus si c'est dans le cadre de la procédure de regroupement ou pour l'arrêter. De nombreuses personnes rencontrées à Merksplas ont ainsi été interpellées directement à leur domicile alors qu'elles tentaient de régulariser leur situation. Les liens familiaux n'étant alors souvent qu'en cours d'établissement (mariage, cohabitation légale, reconnaissance d'un enfant), certaines sont aussi effectivement éloignées du territoire et ainsi séparées de leur famille.

Dix-huit mois de détention

En Belgique, une personne sans papiers arrêtée sur le territoire ne peut, légalement, être détenue

¹⁰ En réaction à ce paragraphe, l'OE rappelle que les détenus peuvent porter plainte auprès de la Commission des plaintes et auprès de la Direction du centre. Myria [a toutefois rappelé](#)

les problèmes, en terme d'impartialité, d'indépendance et de transparence, liés à l'actuel système de plaintes.

que pour une durée de huit mois au grand maximum et dans des conditions précises. En 2022, un ressortissant somalien a été rapatrié après dix-huit mois de détention.

Cela a été rendu possible par une pratique mise en place par l'OE – et jugée légale par la Cour de cassation – qui a été fort utilisée lors de la pandémie : la remise à zéro du délai de détention. Ceci a usuellement lieu lorsque le titre de détention d'une personne est modifié (par exemple lorsqu'elle demande la protection internationale) ou lorsqu'une personne s'oppose à une tentative de rapatriement.

Dans le cas présent, la personne a effectivement refusé un premier vol vers la Somalie – pays d'une grande instabilité – après huit mois de détention. Une seconde tentative a eu lieu de force sept mois plus tard, mais elle a dû être abortée car il n'y aurait pas eu, d'après les informations que nous avons reçues, d'escorteurs disposés à se rendre en Somalie.

Dans notre rapport de l'année passée, nous pointions déjà du doigt la durée des détentions au centre de Merksplas. Il nous semble établi que la détention est néfaste pour la santé tant physique que mentale et que la durée est un facteur déterminant accentuant l'impact de la détention.

Incidents

Trois mouvements de protestation ou de révolte ont eu lieu à Merksplas en 2022 (en avril, août et septembre). À chaque fois, la police est intervenue sur demande du centre.

Ces incidents ont débouché sur l'isolement disciplinaire de plusieurs personnes. Le 14 avril, sept personnes ont ainsi été placées en isolement. Cela concernait trois personnes le 24 août et à nouveau sept personnes le 11 septembre. Les isolements disciplinaires ont plus que doublé à Merksplas en 2022, passant de 68 en 2021 à 139 (le nombre de détenus a bien sûr aussi fortement augmenté). Lorsqu'un détenu est considéré trop problématique, le centre peut par ailleurs demander son transfert vers un autre CDA.

Si l'incident d'avril fait suite à la libération de plusieurs détenus, la cause de ces mouvements de révolte n'est pas toujours claire. D'après la direction du centre, ces évènements seraient liés à l'augmentation de la capacité du centre et l'augmentation de détenus qu'ils qualifient de « problématiques », arrêtés dans le cadre d'opérations policière de grande envergure, qui supportent mal la détention.

Vottem



Description CDA et personnel

Directeur·trice	Didier Stassens
Ouverture	Mars 1999
Adresse	Rue Visé Voie, 1, 4041 Vottem
Contact	civ.info@ibz.fgov.be 04/228.89.00
Capacité	119, mais fin 2022 réduite à 55
Cellules	4 ailes, avec une dizaine de cellules de 4 lits
Sanitaires	Aucun évier ni toilettes en chambre, commun par aile
Espace collectif	Salle internet accessible 2 X semaine, réfectoires, ping-pong et kicker, salle de fitness sur inscription, bibliothèque
Cour extérieure	Deux cours extérieures, deux sorties encadrées d'une heure par jour
Service « social »	7 fonctionnaires au retour, 16 (puis 12)
Personnel médical	5 infirmier·es, 3 médecins qui se répartissent les 5 après-midis de consultations

+ gardes, 1 psychologue et assistant·e

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Tous les jours entre 14h et 18h
Accès transports en commun	Gare ferroviaire de Liège Cadran puis 15 min de bus et 5 min marche
Hôpital partenaire	/
Visiteur Move Point d'Appui	Amélie Feye a.feye@pointdappui.be
Autres ONG	MSF
Nombre de visites avocats	63
Nombre de visites familles & amis	245 + visites intimes
Visites mandataires politiques	Hervé Rigot

Statistiques



468

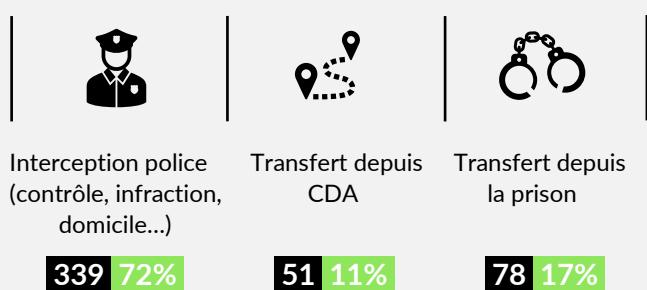
Personnes ont été détenues au centre de détention de Vottem en 2022

100% étaient des hommes (pas de section femmes)
2 personnes ont été reconnues mineures et ont été libérées

Principales nationalités détenues

15,2%	71	Albanie
10,3%	48	Algérie
10,0%	47	Maroc
7,7%	36	Géorgie
4,8%	22	Roumanie
4,8%	22	Afghanistan
4,1%	19	Tunisie
3,6%	17	Guinée
3,4%	16	Brésil
3,0%	14	Turquie

Circonstances d'arrestation



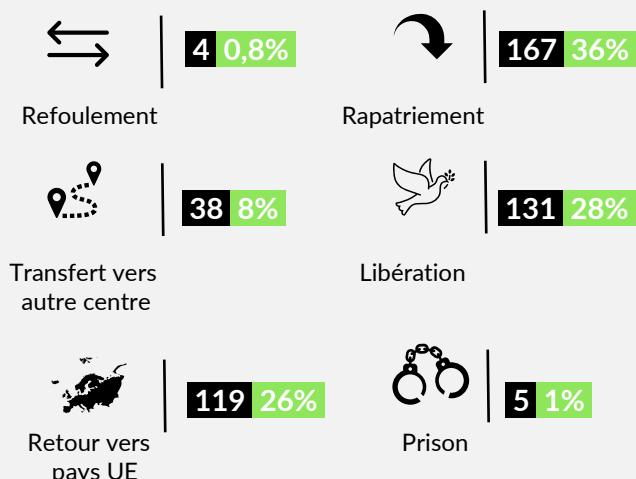
Durée moyenne de la détention (en jours)

	Total		39,6
	Personnes libérées		78,5
	Personnes éloignées		34,4

Durée minimale & maximale

Non disponible

Issue de la détention (464 personnes)



Chiffres rouges

- Tentative de suicide : 3
- Grève de la faim : 10
- Nombre de plaintes : 88
- Isolement disciplinaire : 72
- Isolement médical : Inconnu
- Isolement pour sécurité : 94

Faits marquants

en 2022



Le centre de détention administrative de Vottem est situé en périphérie de Liège. Il a été mis en fonction en 1999. L'unique CDA de Wallonie détient uniquement des hommes depuis 2007, dans une infrastructure moderne s'apparentant à un établissement carcéral. Chaque aile est fermée par deux rangées de barreaux, l'accès aux espaces extérieurs dits « de promenade » est limité et les seules possibilités de déplacement libre se font entre les cellules et la salle commune. Les plafonds y sont assez bas ce qui renforce davantage le sentiment d'enfermement.

L'ASBL Point d'appui visite ce centre depuis 2008 et dispose de deux accréditations officielles délivrées par l'Office des étrangers. En 2022, les mesures liées à la COVID-19 ont été levées progressivement. Cependant, la capacité du centre n'est pas revenue à la normale, notamment par le manque de personnel. Un maximum d'une soixantaine de détenus a été comptabilisé.

Les visiteur·euses de Point d'appui ont pu se rendre 38 fois au centre de Vottem. Elles ont accompagné 46 détenus dans leur procédure, originaires de 29 pays différents dont des pays toujours en conflits tels que l'Ethiopie, l'Erythrée, l'Irak et la Palestine.

Diversification des profils de détenus et manque de personnel dans le centre

Depuis plusieurs années, les visiteur·euses observent une augmentation de personnes vulnérables détenues dans le CDA de Vottem. Il s'agit principalement de personnes atteintes de problèmes médicaux importants, ainsi que de troubles mentaux psychologiques et psychiatriques. Or le cadre de la détention est inadapté au suivi de ces personnes particulièrement vulnérables, dont les pathologies se voient amplifiées par le contexte carcéral. La qualité globale du suivi médical n'est pas toujours optimale. Depuis septembre 2017, aucun psychiatre ne travaille directement avec le CDA. Ces difficultés ayant été rapportées par l'ensemble des visiteur·euses de la coalition Move, une collaboration avec l'ONG « Médecins

Sans Frontières » sur des cas précis a débuté en 2023 .

Les visiteur·euses témoignent également des difficultés face à la non prise en charge des détenus venant directement d'un établissement pénitentiaire à l'issue de leur peine ou de leur détention préventive.

De plus, les fonctionnaires de retour ne sont plus en charge d'un même dossier mais ont une permanence tournante. Ceci rend plus difficile l'établissement d'un lien de confiance entre le détenu et le/la fonctionnaire de retour. Les détenus subissent le manque de personnel du CDA de Vottem, se trouvant en sous-effectif face à leurs besoins spécifiques.

Détention de deux MENA

Deux MENA ont été détenus en 2022 au CDA de Vottem et ont été reconnus mineurs. Le cas d'un jeune mineur étranger non accompagné d'origine afghane a particulièrement marqué les visiteur·euses du CDA de Vottem. Âgé d'une quinzaine d'années seulement, il fût intercepté sur le territoire belge avant l'introduction de sa demande de protection internationale. Alors qu'il avait déclaré être mineur au sein du centre, il est resté détenu dans l'attente des résultats des tests médicaux.

Séparation des familles

En 2022, sur les 46 détenus accompagnés : 7 d'entre eux sont mariés ou ont des enfants en Belgique, belges ou ayant un titre de séjour. La pratique de séparation des familles reste fortement présente pour les détenus de Vottem, laissant leur compagne, épouse et enfants sans possibilité de jouir d'une vie privée et familiale complète sur le territoire.

Accès restreint à l'aile spéciale pour les visiteur.euses ONG

L'aile spéciale du CDA de Vottem n'a fait que renforcer l'aspect carcéral du centre. Les détenus considérés comme non aptes au régime de groupe y sont placés, sous un régime « en chambre » se rapprochant d'une cellule de prison. La moyenne de séjour en aile spéciale est de 31,74 jours en 2022.

L'accès à l'aile spéciale y est également restreint par mesures de sécurité. Les visiteur.euses ONG doivent prévenir la directrice de la sécurité minimum 24h à l'avance et n'ont parfois pas la possibilité de rencontrer ces détenus, les isolant un peu plus d'un appui social et juridique indépendant de l'État.



Centres pour familles

Description CDA & Personnel

36

Noms alternatifs	Maisons FITT, maisons de retour, lieux d'hébergement communautaires
Ouverture	Octobre 2008
Sites et capacité	Beauvechain (6 logements), Saint-Gilles-Waes (7), Tielt (3), Tubize (6) et Zulte (6)
Capacité totale	28 logements
Logement	Studio, appartement ou maisonnette avec nombre de chambres variable
Sanitaires	Douche et toilette privatives dans chaque logement
Espace collectif	Cuisine et cour ou jardin collectif sur chaque site
Possibilités de sorties	Entre 9 et 22h, mais un membre adulte de la famille doit toujours être présent sur le site
Personnel médical	L'OE coopère avec des médecins locaux

Assistants sociaux	9 fonctionnaires de retour
--------------------	----------------------------

Le CDA et le monde extérieur

Visites	Maximum 5 personnes (hors enfants mineurs), enregistrement dans registre nécessaire
Visiteurs Move	Kristien Vliegen (kristien@jrsbelgium.org) et Stephan Burger (stephan@jrsbelgium.org) (JRS Belgium)
Autres ONG	Aucune
Hôpital partenaire	Pas de conventions, transferts ponctuels
Visites parlementaires	0 en 2022

Statistiques



111

Familles ont été détenues en Centres pour familles en 2022.
Move en a rencontré et suivi 37

195 enfants, 105 femmes et 47 hommes composaient ces familles

Principales nationalités

Interpellation frontière

Nationalités inconnues

Interpellation territoire + procédure Dublin

25,0%		7	Moldavie
10,7%		3	Albanie
10,7%		3	Maroc
10,7%		3	Nigeria

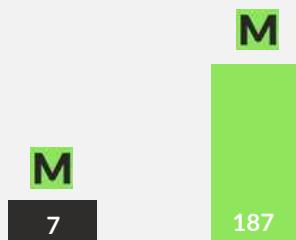
Circonstances d'arrestation

Interpellation frontière (asile inclus)	Interpellation sur territoire	Inconnu (l'OE parle de cas Dublin)
83 75%	20 18%	8 7%

Durée moyenne de la détention

	Total (en jours)		41
	Visites Move		30,8

Durée minimale & maximale



Note : les chiffres de l'OE ne sont pas disponibles.

Issue de la détention (63 familles)

Interpellation frontière (44 familles)

Refoulement	Libération	Départ de propre initiative
28 35%	30 38%	22 28%

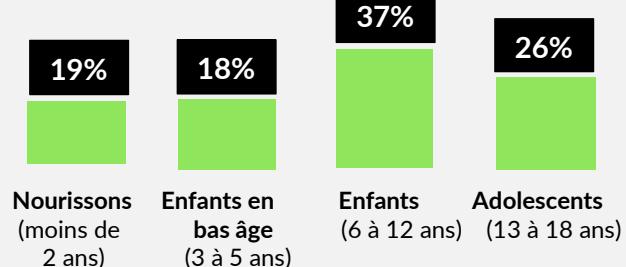
Note : les familles qui se sont enfuies sont selon nous reprises dans la catégorie « départ de propre initiative ».

Interpellation territoire + procédure Dublin (19 familles)

Rapatriement	Libération	Départ de propre initiative	Retour vers pays UE
3 14%	5 23%	12 55%	2 9%

	Libération	15 – 50%
	Fuite	7 – 23%
	Retour volontaire	1 – 3%
	Inconnu	7 – 23%

Âge des enfants mineurs



Faits marquants

en 2022



De 2001 à 2008, les familles avec enfants mineurs étaient détenues en centre de détention. Après une condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme pour mise en détention d'enfants dans des conditions inappropriées en octobre 2006, les autorités belges ont en 2008 inauguré les premiers centres de détention pour familles. C'est là que les familles avec enfants sans papiers ou interceptées à la frontière sont placées depuis 2008. Bien que difficilement comparables aux CDA pour adultes et garantes d'un certain confort et *privacy* – ce qui est régulièrement souligné par les familles arrêtées à la frontière – Move considère les CDA pour familles comme une forme alternative de détention. Juridiquement, un titre de détention est pris à l'encontre des familles qui y sont placées, et certains de leurs droits fondamentaux sont limités. C'est par exemple le cas de la liberté d'aller et de venir (couvre-feu de 22 à 9h et obligation pour un parent d'être toujours présent sur le site).

En 2022, Move a rencontré 37 familles. 111 familles ont été détenues au total en 2022 en centre pour familles. Ceci, combiné à d'autres limitations, rend nos analyses par essence non exhaustives mais nous permet toutefois d'identifier certains signaux sur la situation des personnes en centre que nous jugeons utile de rapporter.¹¹

Situation des Ukrainiens et Ukrainiennes

A peu près 35% des Ukrainian·nes bénéficiant de la protection temporaire dans l'UE sont mineur·es. 63 000 Ukrainian·nes ont reçu la protection temporaire en Belgique en 2022. Au vu de ces chiffres, on aurait pu supposer que nombre de familles ukrainiennes avec enfants se seraient retrouvées en CDA pour familles, le temps qu'il soit par exemple vérifié qu'elles n'avaient pas de séjour ou protection dans un autre pays comme cela s'est passé à maintes reprises au centre de Caricole.

Il n'en a rien été. La seule famille ukrainienne qui à notre connaissance a été placée dans les centres pour familles l'a été au tout début de mars 2022, avant que la protection temporaire n'entre en vigueur. En d'autres mots, une fois que la protection temporaire a été activée, l'OE semble n'avoir soit jamais recouru à la détention de familles ukrainiennes avec enfants mineurs, soit cette détention était de très courte durée. Ceci est une bonne pratique qui mérite d'être soulignée.

Droits et bien-être de l'enfant

Dans notre rapport de 2021, nous indiquions que seulement 50% des enfants dans les CDA pour familles étaient scolarisés. Cela est resté un problème en 2022 sur la plupart des sites.

Tous les enfants des familles placées dans le site de Zulte étaient scolarisés. Au sein des autres sites, il n'est, pour des raisons souvent d'ordre pratique, pas possible pour les familles d'envoyer leurs enfants de plus de 12 ans à l'école. En 2022, une famille détenue sur un autre site est toutefois parvenue à continuer à envoyer ses enfants (de plus de 12 ans) à leur ancienne école. Un trajet assez conséquent devait alors être parcouru par les enfants, mais l'OE a pris en charge les frais de transports en commun. Sur un troisième site nous avons rencontré sept enfants de moins de 12 ans concernés par l'obligation scolaire, mais aucun d'entre eux n'était scolarisé. Pour deux familles cela était la volonté des parents. Dans un dernier site, la plupart des enfants de moins de 12 ans étaient scolarisés.

Invité à réagir, l'Office des étrangers note que les familles arrêtées à la frontière ou qui doivent être renvoyées vers un autre État européen dans le cadre de la procédure Dublin ne sont souvent placées en centre que pour une courte durée, raison pour laquelle les démarches de scolarisation ne sont pas entreprises.

Outre le droit à l'éducation, les enfants ont aussi un droit aux loisirs et doivent avoir accès à des

¹¹ Lors de nos visites, nous demandons aux personnes de signer un mandat afin que nous puissions utiliser leurs données pour nos analyses.

activités récréatives. Cette problématique a déjà été soulevé dans le passé et des efforts sont effectués sur les différents sites. En 2022, le site de Sint-Gillis-Waes s'est par exemple équipé d'une pleine de jeu. Les enfants de trois familles nous ont néanmoins fait part de leur ennui dans les centres. Deux de ces trois familles étaient maintenues en CDA pendant les grandes vacances. La fille de 5 ans de la troisième famille a expressément lié son ennui au fait qu'elle n'allait pas à l'école.

Pour les familles arrêtées sur le territoire (et non à l'aéroport), le moment de l'arrestation a systématiquement été décrit comme problématique pour les enfants. Nous avons ainsi rencontré en 2022 des enfants dont le sommeil était perturbé par l'évènement et qui angoissaient à l'idée que cela puisse se reproduire.

Notons enfin le maintien en 2022 d'une famille avec un enfant atteint du syndrome de Down, un profil objectivement vulnérable.